

Rapport d'activité 2014

SOMMAIRE

PRÉFACE	7
INTRODUCTION	9
LES PROGRAMMES DE TRAVAIL	19
MACROÉCONOMIE ET FINANCE INTERNATIONALES	23
Les politiques de sortie de crise.....	23
<i>Les échanges de monnaie entre banques centrales et le système monétaire international.....</i>	<i>23</i>
<i>Politique monétaire non-conventionnelle face au risque de désastre</i>	<i>24</i>
<i>Analyse comparative des sorties de crise</i>	<i>24</i>
<i>La zone euro peut-elle éviter une "décennie perdue"</i>	<i>25</i>
<i>Orientations et défis des "Abenomics"</i>	<i>25</i>
Le financement de l'économie, la croissance et le cycle	26
<i>L'efficacité de l'intermédiation financière durant la crise</i>	<i>26</i>
<i>Structure du système financier et performances macroéconomiques durant la crise</i>	<i>26</i>
<i>Réactiver l'investissement en Europe</i>	<i>27</i>
<i>Dynamique des dettes publiques en zone euro</i>	<i>28</i>
<i>Finance et inégalités.....</i>	<i>29</i>
<i>Les effets des prix de l'immobilier sur les dynamiques de l'emploi</i>	<i>30</i>
Les conséquences macroéconomiques et financières de l'évolution des prix et de la volatilité des prix des matières premières	31
<i>Transmission internationale des chocs des prix du pétrole.....</i>	<i>31</i>
<i>Prix de l'énergie et dollar : quelles implications pour les pays exportateurs d'énergie ?.....</i>	<i>32</i>
<i>Effets différenciés des chocs des prix de l'énergie au cours du temps</i>	<i>32</i>
<i>Volatilité, incertitude et comportement à l'exportation</i>	<i>33</i>
Aspects économiques du vieillissement.....	34
<i>Les conséquences du vieillissement de la population sur la productivité et la croissance en France et en Allemagne et leur impact sur la convergence fiscale entre les deux pays</i>	<i>34</i>
<i>Vieillesse, productivité et soutenabilité de la politique publique : un modèle de comptabilité générationnelle appliqué au cas de la France et de l'Allemagne.....</i>	<i>34</i>
ÉCONOMIES ÉMERGENTES ET MIGRATIONS INTERNATIONALES	37
L'insertion internationale de l'Afrique subsaharienne	37
<i>Panorama de l'insertion internationale de l'Afrique subsaharienne.....</i>	<i>37</i>
<i>La croissance en Afrique</i>	<i>37</i>
<i>Agricultural Supply Chains and Farmers Constraints: Welfare Impacts in ECOWAS Countries.....</i>	<i>38</i>

S O M M A I R E

Économie des pays en développement et mondialisation.....	38
<i>L'impact des exportations sur les salaires et l'emploi dans les pays à faible revenu et les pays en développement</i>	<i>38</i>
<i>Effets macroéconomiques de la réduction de la dette des pays à faible revenu...39</i>	<i>39</i>
Chine.....	39
<i>Les mutations récentes du positionnement de l'Union européenne sur le marché chinois.....</i>	<i>39</i>
<i>Politique industrielle et performance commerciale des firmes en Chine.....</i>	<i>40</i>
<i>Le lien entre exportations et pollution : une étude au niveau des villes chinoises....</i>	<i>41</i>
Autres pays émergents.....	41
<i>Les effets hétérogènes de la libéralisation industrielle en Inde sur la décision des entreprises d'innover</i>	<i>41</i>
<i>Les dynamiques internes et géostratégiques de la Nouvelle Turquie</i>	<i>41</i>
Analyse économique des politiques migratoires	42
<i>L'impact sur les transferts de la féminisation croissante des flux migratoires</i>	<i>42</i>
<i>Veilleissement démographique et migrations internationales de personnel médical : une étude comparative au sein des pays de l'OCDE.....</i>	<i>43</i>
POLITIQUES COMMERCIALES	47
Les mesures non tarifaires.....	47
<i>Les effets-prix des barrières non tarifaires</i>	<i>47</i>
<i>Évaluation d'équivalents tarifaires pour les barrières réglementaires dans les services.....</i>	<i>47</i>
<i>Modélisation des mesures non tarifaires en équilibre général calculable</i>	<i>48</i>
Le renouveau du régionalisme commercial	49
<i>Le TTIP : une perspective agricole</i>	<i>49</i>
Mega-deals et accords commerciaux en négociation.....	50
<i>Accords bilatéraux et stratégie de prix</i>	<i>50</i>
<i>Libéralisation et échanges : Que reste-t-il à négocier pour le multilatéralisme ? ..</i>	<i>51</i>
Commerce international et développement durable	51
<i>Sentiers de long terme</i>	<i>51</i>
<i>Projection des tendances du commerce mondial.....</i>	<i>52</i>
<i>Politique climatique et taxes à l'exportation sur les produits intensifs en énergie en Chine</i>	<i>53</i>
<i>Nourrir la planète, le rôle du commerce</i>	<i>53</i>
ANALYSE DU COMMERCE INTERNATIONAL	57
Bases de données.....	57
<i>CHELEM – Commerce international</i>	<i>57</i>
<i>CHELEM – PIB.....</i>	<i>57</i>
<i>CHELEM – Balance des paiements</i>	<i>58</i>
<i>Base pour l'Analyse du Commerce International (BACI)</i>	<i>58</i>
<i>Trade Unit Value (TUV)</i>	<i>58</i>

SOMMAIRE

Spécialisations des pays européens, structure du tissu productif et du commerce international	59
<i>Les spécialisations européennes : une approche en termes d'emplois</i>	<i>59</i>
<i>Cartographie des échanges de services</i>	<i>59</i>
<i>Échanges intra-européens par types de commerce et gammes de valeurs unitaires.....</i>	<i>60</i>
<i>L'impact des chocs de demande mondiale sur les différentes gammes de produits.....</i>	<i>61</i>
<i>La production de service dans l'industrie (et vice-versa).....</i>	<i>61</i>
<i>La compétitivité-prix explique-t-elle les performances à l'exportation de la France et de ses partenaires ?</i>	<i>62</i>
Compétitivité et gains au commerce	62
<i>Les élasticités prix du commerce</i>	<i>62</i>
<i>Mesurer les gains au commerce</i>	<i>63</i>
<i>Les entreprises françaises face à la concurrence des exportateurs chinois</i>	<i>64</i>
L'influence des barrières aux échanges et normes sur les performances à l'exportation.....	64
<i>Internationalisation des enseignes de grande distribution et exportations des firmes agro-alimentaires françaises.....</i>	<i>64</i>
<i>Les barrières techniques au commerce et la performance des firmes françaises.....</i>	<i>65</i>
<i>L'évaluation des politiques de soutien à l'exportation et à la productivité</i>	<i>66</i>
Mondialisation, emplois et salaires	67
<i>Mondialisation et mutation de la demande de travail des entreprises françaises</i>	<i>67</i>
<i>L'avantage compétitif des entreprises intensives en travail qualifié : une étude sur le long terme.....</i>	<i>67</i>
<i>Concurrence internationale et effet de sélection sur le marché du travail.....</i>	<i>68</i>
<i>L'emploi et les salaires dans les entreprises multinationales</i>	<i>69</i>
<i>Concurrence internationale et nature des contrats de travail.....</i>	<i>69</i>
<i>Les conséquences sociales de la mondialisation : au-delà des effets sur l'emploi et les salaires, quelles conséquences sur les opinions ?</i>	<i>70</i>
LES ANNEXES	71
<i>Annexe 1. Les publications du CEPII</i>	<i>73</i>
<i>Annexe 2. Le site internet du CEPII</i>	<i>115</i>
<i>Annexe 3. Les publications hors CEPII.....</i>	<i>123</i>
<i>Annexe 4. Le CEPII dans les médias.....</i>	<i>131</i>
<i>Annexe 5. Interventions, rapports et travaux pour des institutions publiques et des fondations</i>	<i>139</i>
<i>Annexe 6. Rencontres organisées par le CEPII et le Club du CEPII.....</i>	<i>151</i>
<i>Annexe 7. Participation à des groupes de travail, comités de lecture et comités d'experts.....</i>	<i>175</i>
<i>Annexe 8. Relations partenariales du CEPII</i>	<i>179</i>

PRÉFACE

Alors que s'éloigne la crise économique et financière de la fin des années 2000, la profondeur des ruptures qui l'ont accompagnée devient plus claire. La sortie de crise, très contrastée entre les différentes régions du monde, n'est pas un retour au statu quo ante, loin s'en faut. Les modes de conduite des politiques monétaires sont méconnaissables, les financements des économies sont bouleversés. La gouvernance de la zone euro cherche un nouvel équilibre. Le dynamisme de certains grands pays émergents est ébranlé et tous ont à faire face à des défis d'ampleur. La mondialisation commerciale se transforme et sa gouvernance prend des formes nouvelles.

Ce sont toutes ces mutations que les activités du CEPII aident à comprendre et à analyser. À l'image des lignes d'une balance des paiements, les sujets d'économie internationale sont liés entre eux par des relations de cohérence fortes, à l'origine de complémentarités substantielles entre des travaux portant sur des thèmes en apparence distants. C'est ce qui donne toute sa cohérence au large spectre des sujets couverts par les travaux présentés ici.

L'originalité du Centre réside dans sa capacité à combiner la rigueur analytique des études scientifiques avec l'exigence de pertinence des débats de politique économique. Le caractère collectif de ses travaux, inscrit dans la durée, permet une vraie profondeur d'analyse même sur des sujets vastes et complexes. La volonté du Centre de rendre ses travaux accessibles à des publics variés et de nourrir activement les échanges œuvre utilement à l'enrichissement des connaissances, de la réflexion et des débats sur ces questions d'économie internationale, dont l'importance est souvent centrale.

Je me réjouis que le Centre ait ainsi à cœur de maintenir un équilibre entre les différentes dimensions de son activité, comme en témoigne la variété de sujets et de supports des activités présentées dans ce rapport. Le large écho reçu par ses travaux, qu'il s'agisse d'audience de ses publications ou de reprise dans des médias ou dans d'autres travaux scientifique ou d'expertise, témoigne du succès de cette démarche.

Toute l'équipe du CEPII se joint à moi pour vous en souhaiter une bonne lecture.

Jean Lemierre
Président du Conseil du CEPII

INTRODUCTION

Le CEPII s'efforce à la fois de faire progresser la connaissance et la compréhension des questions économiques internationales, de diffuser ces connaissances et analyses auprès de publics spécialisés comme d'une large audience et de nourrir les débats de politique économique qui s'y rapportent. Les activités résumées dans ce rapport d'activité pour l'année 2014 ont visé à assumer pleinement l'ensemble de ces objectifs. Tout en maintenant les exigences élevées de qualité scientifique, le Centre s'est attaché en 2014 à renforcer la pertinence de ses travaux au regard des questions de politique économique. Cela s'est notamment matérialisé par l'effort renouvelé d'organisation de séminaires et conférences (29 par le CEPII, 15 par le *Club du CEPII*, voir annexe 6) et par le développement d'une série de *Policy Brief*, lancée au cours de l'année précédente. La présence croissante du Centre dans les médias témoigne du succès de cette démarche. En 2014, les économistes du CEPII ont publié 107 articles de presse et réalisé 142 interviews exclusives. Au total, le CEPII est apparu 472 fois dans la presse écrite, 154 fois dans les médias audiovisuels et 1 159 fois sur internet pour un total de 1 785 mentions dans les médias (voir annexes 2 et 4 pour plus de détail). Dans le même temps, les économistes du Centre participent à de nombreux débats publics et publient un blog dont l'audience est large, et croissante elle aussi (près de 72 000 visites en propre en 2014, en hausse de 30 %). Nous avons également lancé une série de *Panoramas* qui s'appuie sur les travaux statistiques et analytiques du Centre pour proposer une approche de grandes questions économique internationales à la fois approfondies et didactiques.

La présentation du rapport suit la division habituelle des activités du CEPII d'abord par programme scientifique puis, au sein de chacun, par projet. Au-delà des études particulières, il est important de souligner la complémentarité de ces différents travaux pour permettre de mieux comprendre les bouleversements que continuent de subir les relations économiques internationales. Depuis la crise économique et financière de 2007-2008, beaucoup de présupposés ont été remis en cause sur la nature de ces relations et sur leurs déterminants. L'analyse de ces ruptures et des réalités nouvelles de l'économie mondiale constitue le fil conducteur des travaux de cette année 2014, qu'il s'agisse de la conduite des politiques monétaires, de la gouvernance de la zone euro, de trajectoires d'insertion dans l'économie mondiale, de négociations commerciales, des liens entre internationalisation et marché du travail ou l'impact des normes sur les échanges.

Macroéconomie et finance internationales (MFI)

En 2014, le paysage macroéconomique et financier international a été profondément remodelé par la conduite de politiques monétaires non conventionnelles d'une ampleur exceptionnelle et, dans certaines zones monétaires, par l'ébauche de leur retrait. En 2014, une partie importante des travaux du programme MFI a porté sur l'analyse des politiques économiques et des schémas de financement les mieux à même d'accompagner la sortie de crise et de permettre un retour à la normale de façon soutenable. Les projets accomplis sous le premier axe de travail intitulé "politiques de sortie de crise" combinent des analyses rétrospectives et historiques visant à tirer les leçons des expériences passées, avec des approches plus théoriques destinées à approfondir la compréhension des mécanismes à l'œuvre. Une base de données macroéconomiques et financières a été constituée pour une vingtaine de pays. Pour chacun d'entre eux les cycles économiques ont été datés afin de permettre l'étude de l'intensité des phases de reprise dans différents contextes. Par ailleurs, un travail connexe sur le risque de décennie perdue en Europe suggère que des politiques économiques plus ambitieuses notamment en matière budgétaire, aussi bien au niveau national qu'à l'échelle européenne, auraient été efficaces pour éloigner ce risque.

Dans la zone euro, les regains d'incertitude quant à la pérennité de la monnaie unique ont profondément remis en cause la détente qui semblait s'être réinstallée autour de l'euro. Des résultats préliminaires suggèrent par ailleurs qu'une hausse soudaine de "risque de désastre" tel qu'il est perçu par les agents économiques peut suffire pour que l'économie entre dans la récession et la déflation (principe de prophétie autoréalisatrice des chocs de confiance).

Les conséquences internationales des politiques monétaires attirent de plus en plus l'attention. La crise a favorisé l'émergence des swaps de devises entre banques centrales à des fins de régulation monétaire et financières internationale. Nos conclusions de politique économique sont défavorables à une institutionnalisation trop poussée de ces instruments qui doivent, pour être pleinement efficaces, permettre aux pays de conserver in fine la main sur leur création monétaire. Des principes de coordination en toute transparence semblent préférables.

Au-delà de la zone euro, une attention particulière a été accordée à l'expérience singulière que constitue la politique économique actuellement menée au Japon, les "Abenomics". Après un an d'Abenomics, la sortie progressive de la déflation était en vue et

la croissance du PIB s'était raffermissée, entraînée par la dynamique de la consommation des ménages et des dépenses publiques. Profitant de conditions historiques favorables, le gouvernement a initié la première étape des réformes structurelles dans les secteurs très protégés de l'agriculture et de l'électricité. Mais l'économie japonaise reste vulnérable. La bonne articulation de telles réformes avec les politiques monétaire et budgétaire et la mise en perspective historique constituent une composante importante de ces analyses.

L'approfondissement des réflexions sur les crises financières autour du lien entre structure du financement de l'économie, croissance et cycle, a constitué le second axe de travail du programme MFI. A la lumière des épisodes récents, un premier champ de travail a reposé sur un réexamen de la relation entre les entreprises et les intermédiaires financiers pour mieux comprendre les cycles économiques et financiers. L'interaction des structures de financement des entreprises avec la dynamique des cycles économiques a fait l'objet de travaux concluant que les économies principalement financées par les banques subissaient des trajectoires de reprise macroéconomique moins favorables que lorsque les marchés obligataires occupent une place plus importante.

Un second travail conséquent a porté sur le rôle des contraintes de financement des entreprises dans le prolongement de la crise. L'étude a d'abord consisté en la constitution d'une base de données macroéconomiques et financières comparables pour la zone euro et les États-Unis couvrant la période récente (jusqu'à fin 2013). Cette base a ensuite été utilisée afin d'estimer un modèle macroéconomique de cycle économique et financier pour chacune de ces économies. Les résultats mettent en évidence le rôle crucial de l'accès au financement des entreprises dans la divergence des deux économies observées à partir de 2012 et dans la persistance de la crise en Europe. Un site internet dédié offre un accès convivial à l'ensemble des résultats de l'étude.

Les problématiques de dette publique en zone euro ont également été abordées – dans l'esprit d'une mise en perspective de la situation présente pour en comprendre la dynamique dans le cadre du cycle financier. Les résultats mettent en évidence le rôle prépondérant, pour la dynamique de la dette publique, de la fragilité et de la fragmentation du système financier consécutives aux pertes sur les dettes privées et aux besoins de désendettement. Le rôle dynamique moteur de la dette privée et la fonction contra-cyclique de la dette publique sont mis en évidence, mais aussi l'efficacité

réduite d'un endettement public supplémentaire lorsque les niveaux de dettes publiques sont élevés, du fait de chocs précédents ou d'une dérive des finances publiques. Le cas atypique de la dette publique japonaise a été analysé. L'étude montre que dans le contexte de "récession de bilan" du début des années 1990 au Japon, le basculement de l'endettement du secteur privé vers le secteur public a permis d'éviter une récession aigüe. La poursuite de politiques budgétaires expansionnistes dans un contexte de très haut niveau d'endettement public a été rendu possible par la maîtrise de son financement par des obligations souveraines détenues à plus de 90 % par les résidents et à une politique monétaire visant au maintien d'un faible niveau de taux d'intérêt sur la dette souveraine. La conservation d'excédents courants dans l'avenir conditionne en grande partie la soutenabilité de cette dette.

La question de l'investissement a également été abordée à travers l'utilisation d'un modèle néo-keynésien à des fins de recommandations de politique économique alors que le Plan Juncker de l'automne 2014 était en gestation. Les simulations réalisées montrent que l'investissement du secteur public renforce à moyen terme l'investissement privé, tandis que son impact sur la croissance est supérieur à celui des autres dépenses budgétaires. Nous recommandons la mise en place d'un Système Européen de Banques d'Investissement (SEBI), qui serait à même de réorienter l'épargne et certaines dépenses publiques vers un investissement à visée pleinement européenne.

Enfin, des travaux consacrés au rôle possible des inégalités de revenus dans la crise financière ont été lancés à travers la rédaction d'une revue très complète de la littérature. Les preuves d'un impact positif des inégalités sur la gestation des crises financières semblent assez bien établies allant à la fois dans le sens d'une causalité directe (l'accroissement de la demande de crédit résultant de la hausse des inégalités) et indirecte (la hausse des inégalités poussant les pouvoirs publics à soutenir l'offre de crédit afin de maintenir la consommation agrégée). De nombreuses brèches ont toutefois été identifiées dans la littérature, ouvrant la voie à des études futures.

Le troisième axe de travail, qui n'est pas lié directement aux crises, a porté sur l'évolution et la volatilité des prix des matières premières et de l'énergie. Les illustrations de leur importance ne manquent pas, notamment au cours de la décennie passée mais également sur les périodes récentes, marquées par des évolutions très amples, et parfois abruptes, des prix mondiaux. Sans préjuger des évolutions futures, les tensions sur l'accès aux ressources laissent penser que la volatilité restera élevée sur les marchés

mondiaux des matières premières. Or, leurs conséquences macro-économiques sont encore soumises à de nombreuses inconnues. Elles concernent par exemple la façon dont les chocs sur les prix du pétrole se transmettent internationalement, la nature de leur impact sur les taux de change et leurs conséquences pour les comptes courants. Les conséquences de la volatilité sur les comportements d'exportation sont également abordées.

Au total, il ressort qu'une bonne compréhension des effets des chocs de prix du pétrole sur l'économie nécessite de tenir compte simultanément des flux internationaux de capitaux et de la dynamique des exportations et importations d'énergie.

Enfin, les aspects économiques du vieillissement de la population ont constitué un quatrième et dernier axe de recherche, mais les résultats obtenus sont encore partiels et les travaux reconduits en vue d'une finalisation en 2015.

Économies émergentes et migrations internationales (EEMI)

En 2014, le CEPIL a poursuivi ses travaux relatifs à la connaissance et à la compréhension des dynamiques d'émergence dans l'économie mondiale de certains pays en développement. Dans la prolongation d'études antérieures sur ce continent, un travail analytique a porté sur les dynamiques de croissance en Afrique et un autre a été engagé sur les échanges internationaux des pays africains, entre eux et avec le reste du monde, en particulier les pays émergents. Une troisième étude porte sur l'analyse des facteurs qui entrent en jeu dans les décisions de production et de consommation des familles agricoles en Afrique.

Un second axe de travail portait sur les conséquences de la mondialisation sur les pays les moins développés. C'est ainsi qu'ont été engagés des travaux relatifs à l'impact sur la diversité du tissu économique de la spécialisation dans les matières premières, aux salaires dans les firmes exportatrices des pays à faible revenu et aux conséquences des allègements de dette sur les finances publiques.

Le CEPIL a également continué à approfondir son expertise sur les pays émergents :

- l'économie chinoise a fait l'objet d'une analyse fine de son commerce extérieur, qui a permis de mettre en relief les nouvelles tendances qui se dessinent dans les échanges de la Chine sous l'effet du ralentissement de la croissance mondiale et des changements structurels internes au pays. Une autre étude, toujours en cours, porte sur l'impact des variations du niveau de taxes à

l'exportation sur la performance commerciale (volumes échangés et prix) des entreprises chinoises. Les résultats obtenus par une troisième étude suggèrent que le développement des échanges commerciaux contribue à réduire la pollution mais cette réduction n'est permise que grâce aux exportations liées au commerce d'assemblage (processing trade), qui a un contenu technologique plus important que le commerce ordinaire ;

- un projet souligne que l'impact sur la réforme industrielle en Inde sur la décision des entreprises d'innover est principalement sensible sur les firmes déjà relativement grandes et productives, surtout si elles évoluent dans un Etat fédéré moins développé ;
- un travail de suivi de l'économie turque et des possibles d'interactions entre la situation politique et géopolitique du pays et les évolutions économiques du pays a également été mené.

Ces travaux sont complétés par l'organisation de nombreuses conférences sur les économies émergentes dans le cadre du Club du CEPII. Sur la période qui va de la fin 2013 à la fin 2014, ces conférences ont porté sur les BRIC, la Russie, l'Indonésie, la Turquie, les réformes en Chine, les IDE chinois en Europe et, à deux reprises sous des angles différents, sur les dynamiques de croissance en Afrique.

Les travaux du CEPII sur les flux migratoires ont porté en 2014 sur l'impact sur le volume des transferts des migrants des changements dans la composition des flux migratoires, en termes de genre et de qualification. Les conséquences du vieillissement démographique actuel et projeté dans les pays de l'OCDE sur l'évolution des flux migratoires internationaux ont également été analysés, ainsi que les déterminants des choix de localisation des étudiants en mobilité internationale, et l'analyse coûts-bénéfices des politiques d'attractivité des étudiants.

Politiques Commerciales (PC)

Dans un contexte d'enlisement et de moindre ambition des négociations commerciales multilatérales, les questions de politiques commerciales doivent aujourd'hui être analysées sous l'angle des nouvelles questions structurant le commerce international. Le CEPII en a retenu trois en 2014 : les mesures réglementaires autres que les droits de douane affectant les échanges (communément appelées "mesures non tarifaires - MNT"), le renouveau du régionalisme (c'est-à-dire des accords commerciaux préférentiels dérogeant à la clause de la Nation la Plus Favorisée), enfin le lien

entre commerce et développement durable (en se concentrant sur la dimension environnementale du développement durable).

Les mesures non tarifaires prennent une importance croissante dans les politiques commerciales et ont déjà fait l'objet de nombreux travaux du CEPII ces dernières années, notamment concernant les barrières aux échanges de services, l'impact des mesures sanitaires et phytosanitaires sur les exportations des firmes ou l'intégration de mesures non tarifaires dans les simulations d'accords commerciaux. Les travaux réalisés en 2014 au sein du programme PC s'inscrivent dans cette lignée et visent à permettre une meilleure intégration des estimations quantitatives des mesures non tarifaires dans les évaluations d'impact des accords commerciaux. L'exemple de la négociation de l'accord Transatlantique a montré toute l'importance de cette question et les travaux du CEPII ont reçu un large écho. Parallèlement, des travaux plus microéconomiques portant sur l'impact des MNT au niveau des firmes individuelles ont été poursuivis en parallèle dans le cadre du programme ACI.

Le régionalisme commercial est lui aussi un thème traditionnel d'étude des politiques commerciales, notamment au CEPII. A l'occasion du lancement d'initiatives de grande ampleur, comme le projet de partenariat transatlantique, déjà mentionné, cette problématique rejoint celle de la réglementation "derrière la frontière". Ce sujet revêt une importance toute particulière pour le secteur agricole, en raison de différences internationales marquées des préférences collectives, de la perception des risques sanitaires et des différences de pratiques alimentaires. Par ailleurs, l'information accumulée depuis plusieurs années en termes de mesure au niveau fin des droits de douane préférentiels permet aujourd'hui de tirer un bilan chiffré de l'impact du régionalisme.

Les questions relatives aux équilibres de long terme de l'économie mondiale, et donc au développement durable, ont constitué le troisième axe de travail de ce programme scientifique. Même si le développement durable n'est pas en premier lieu un objectif des politiques commerciales, les outils initialement développés au CEPII pour l'analyse des politiques commerciales se prêtent particulièrement bien aux analyses de long terme et peuvent être mobilisés sur des analyses de nature environnementale. D'autres aspects environnementaux des questions commerciales doivent être étudiés à partir d'une approche économétrique, comme la question de l'impact de la modulation des taxes à l'exportation en Chine. La sécurité alimentaire constitue le dernier aspect abordé dans le cadre de cet axe de travail.

L'entretien des outils (aspects techniques et documentaires du modèle MIRAGE ou de son site "wiki", mise à jour des bases de données), a par ailleurs constitué en 2014 une charge de travail importante mais indispensable pour pérenniser l'originalité des travaux du CEPIL sur les politiques commerciales. Le modèle MIRAGE a ainsi été à la fois mis à jour et enrichi, dans ses données comme dans ses spécifications.

Analyse du commerce international (ACI)

Les travaux d'analyse du commerce international se sont articulés autour de trois grands thèmes : (1) la spécialisation des pays, la structure de leurs tissus productifs et leur compétitivité ; (2) l'influence des normes et mesures non tarifaires sur les échanges et l'internationalisation des entreprises et (3) les conséquences sociales de la mondialisation.

Le premier thème rassemble les projets visant à apporter des éclairages originaux sur l'évolution des spécialisations des pays (notamment européens) et de leur compétitivité, mais aussi sur la nature des relations économiques qui se tissent entre les pays dans l'économie mondiale. Dans la tradition des travaux du CEPIL, l'accent a été mis sur les échanges internationaux de services et sur les spécialisations verticales, par gamme de prix. C'est ainsi que nous avons mis à la disposition du public une nouvelle base de données chiffrant, pour chaque flux commercial bilatéral, son positionnement par gamme de prix et son type (intra ou inter-branche). Nous avons aussi mené une analyse détaillée de la "servicification" de l'industrie française, qui montre l'implication des entreprises industrielles dans la production et l'échange international de services. Cela revient à souligner la difficulté croissante à distinguer les deux types d'activités et la nécessité de repenser les interprétations de la désindustrialisation et des politiques de compétitivité.

Le second thème rassemble plusieurs études sur l'impact des barrières commerciales et l'importance des obstacles non tarifaires aux échanges. Ces travaux, complémentaires de ceux menés dans le programme "politiques commerciales", ont un double objectif. Ils visent d'une part à mieux définir les estimations des élasticités du commerce à ces barrières, elles-mêmes essentielles pour évaluer les gains à l'échange et anticiper l'impact des politiques commerciales. D'autre études portent sur les stratégies d'exportations des entreprises et l'identification d'obstacles qui, très concrètement, freinent leur développement à l'international. L'une d'elle montre, par exemple, à quel point les certifications nécessaires pour entrer

dans les réseaux de la grande distribution ouvrent les portes des marchés internationaux aux entreprises agroalimentaires.

Le troisième thème prolonge un effort de recherche entamé l'an passé. On y trouve une série de travaux qui exploitent des données microéconomiques dans le but d'évaluer les conséquences de la mondialisation sur les marchés du travail. Nos études viennent notamment montrer que l'ouverture commerciale pousse les entreprises à mieux sélectionner leurs salariés pour gagner en compétitivité. Un autre résultat vient confirmer que l'internationalisation des entreprises les conduit à augmenter les salaires versés à leurs employés. Autant d'éléments qui ont vocation à alimenter le débat important sur les conséquences sociales de la mondialisation par des analyses factuelles aussi rigoureuses et approfondies que possibles.



Les programmes de travail

Programme



Macroéconomie et finance
internationales

MACROÉCONOMIE ET FINANCE INTERNATIONALES

LES POLITIQUES DE SORTIE DE CRISE

Les échanges de monnaie entre banques centrales et le système monétaire international.

Christophe Destais

Les échanges de monnaie entre banques centrales (*Central Banks Currency Swaps*) permettent à ces dernières de fournir de la liquidité en devises étrangères aux banques commerciales. Depuis la fin de 2007, ces échanges sont devenus *de facto* une composante clé du système monétaire international. Les accords signés par la Réserve Fédérale américaine avec la BCE et la Banque d'Angleterre ont joué un rôle central dans le refinancement en dollars des banques commerciales européennes pendant la crise et ont été pérennisés par l'accord du 31 octobre 2013. Ces échanges sont également un des points d'appui essentiels de la politique d'internationalisation de la monnaie chinoise, le renminbi.

De fait, le pouvoir illimité et exclusif des banques centrales de créer de la monnaie leur permet de mieux répondre à l'ampleur et à la volatilité des flux capitaux internationaux que les dispositifs plus institutionnalisés, comme le Fonds monétaire international (le FMI) ou des accords monétaires régionaux. Mais ces accords sont également plus discrétionnaires et donc tributaires de la volonté des autorités monétaires des pays qui émettent des devises internationales.

S'il est illusoire d'envisager que ces autorités puissent accepter de restreindre de manière substantielle leur souveraineté monétaire par un encadrement trop strict, un accord informel au sein du G20 sur des principes généraux relatifs à ces échanges de monnaies rendraient leur utilisation plus juste et, sans doute, plus efficace. Ces principes devraient encourager des accords transparents qui n'aboutissent pas à exclure de manière injustifiée certains bénéficiaires potentiels. Des accords de longue durée comportant des dispositions qui exigent que des banques commerciales gèrent de manière stricte leur risque de liquidité en devises amélioreraient la contribution de ces accords à la stabilité financière internationale.

RÉFÉRENCE(S)

"Central Bank Currency Swaps and the International Monetary System",
C. Destais,
CEPII Policy Brief,
n° 5, septembre.

RÉFÉRENCE(S)

"Politique monétaire non-conventionnelle face au risque de désastre",
U. Szczerbowicz & M. Isoré,
Mimeo.

RÉFÉRENCE(S)

Base de données
macroéconomiques et
financières de datation des cycles
économiques sur 20 pays.

Politique monétaire non-conventionnelle face au risque de désastre

Urszula Szczerbowicz, en collaboration avec Marlène Isoré (Université d'Helsinki)

Ce projet évalue les réponses que la politique monétaire peut apporter face à une augmentation de l'incertitude. L'approche théorique incorpore le risque de désastre dans le modèle néo-keynésien - le désastre représentant dans ce contexte une récession prolongée qui conduit à la destruction du capital des entreprises et de la productivité globale des facteurs. Le risque de désastre est incorporé dans un modèle néo-keynésien de taille moyenne pour étudier la réponse de variables macroéconomiques suite à une hausse soudaine de "risque de désastre" perçu par les agents. Dans la version actuelle du modèle, ce choc mène à la récession et à la déflation, sans matérialisation effective dudit désastre.

Mais le risque de désastre a également un impact sur la formation des primes des risques qui ont joué un rôle important dans la crise récente. Le projet sera donc prolongé sur l'année 2015 pour intégrer à l'analyse les prix d'actifs risqués et les primes de risques.

Analyse comparative des sorties de crise

Thomas Grjebine & Fabien Tripier

La crise économique récente a été marquée par une phase de reprise particulièrement lente au regard des épisodes historiques précédents, soulignant que le coût économique d'une crise ne se limite pas à la phase de récession. L'objectif de cette recherche était d'étudier les spécificités des phases de reprise économique afin de comprendre les facteurs qui peuvent freiner ou au contraire favoriser des rétablissements rapides.

Pour ce faire une base de données macroéconomiques et financières a été constituée pour une vingtaine de pays. Pour chacun d'entre eux une datation du cycle économique a été effectuée dans l'optique d'établir des relations significatives entre l'intensité de la reprise et des variables financières.

Au cours de cette recherche, un facteur important pouvant expliquer des différences dans les reprises économiques a été identifié : la structure des systèmes financiers et les modes de financement des entreprises.

La zone euro peut-elle éviter une "décennie perdue"

Jérôme Héricourt & Fabien Tripier

La dégradation continue du contexte macroéconomique dans la zone euro a fait naître la crainte d'une décennie perdue pour cette économie. Nous avons souhaité faire le point sur cette notion de décennie perdue, évaluer les mécanismes qui pourrait effectivement conduire à cette situation dans la crise actuelle et analyser l'efficacité des décisions de politique économique prises par les responsables nationaux et européens.

Orientations et défis des "Abenomics"

Évelyne Dourille-Feer

Dès sa prise de fonction, le nouveau Premier ministre Shinzo Abe a mis en place une politique économique, appelée Abenomics par les anglo-saxons, centrée sur deux objectifs prioritaires : vaincre la déflation par une politique monétaire très accommodante et restaurer une croissance soutenue (par la relance budgétaire) et durable (par des réformes structurelles).

Le succès de la nouvelle politique monétaire dépend du regain de confiance des investisseurs et consommateurs domestiques, qui est encore timide et incertain. La hausse des prix, si elle n'est pas suivie par celle des salaires, diminuera le pouvoir d'achat des Japonais et leur consommation. En outre, les entreprises préfèrent toujours épargner plutôt qu'investir malgré les taux réels bas et des profits retenus en hausse de 7 % entre décembre 2012 et décembre 2013. Les progressions des salaires et de l'investissement privé semblent à ce jour insuffisantes pour que la Banque du Japon puisse atteindre son objectif d'inflation début 2015.

Après un an d'Abenomics, la sortie progressive de la déflation était en vue et la croissance du PIB s'était raffermie, entraînée par la dynamique de la consommation des ménages et des dépenses publiques. Profitant de conditions historiques favorables, le gouvernement a initié la première étape des réformes structurelles dans les secteurs très protégés de l'agriculture et de l'électricité. La hausse de la TVA le 1er avril 2014, puis son passage possible à 10 % en octobre 2015, pourrait remettre en question les premiers succès des Abenomics en freinant une croissance encore fragile.

RÉFÉRENCE(S)

"Can the Euro Area Avoid a "Lost Decade"?",
B. Carton & J. Héricourt et F. Tripier,
CEPII Policy Brief,
n° 2, avril.

RÉFÉRENCE(S)

"Succès et risques des Abenomics",
E. Dourille-Feer & U. Szczerbowicz,
La Lettre du CEPII,
n° 344, mai.
"L'expérience originale des Abenomics"
L'économie mondiale 2015,
É. Dourille-Feer
Coll. Repères, La découverte,
Paris, 2014.
"L'économie du Japon",
É. Dourille-Feer,
Coll. Repères, La découverte,
Paris, 2014.

RÉFÉRENCE(S)

"Risk shocks and divergence between the Euro area and the US",
T. Brand & F. Tripier,
Document de travail CEPII,
n° 2014-11, juillet.

"Divergence entre États-Unis et zone Euro : le financement des entreprises en cause",
F. Tripier,
La Lettre du CEPII,
n° 346, août.

"A Search-Theoretic Approach to Efficient Financial Intermediation",
F. Tripier,
Document de travail CEPII,
n° 2014-18, novembre.

"Frictions de recherche sur les marchés financiers",
F. Tripier,
Revue Française d'Economie,
n° 4, janvier 2014.

RÉFÉRENCE(S)

"Corporate Debt Structure and Economic Recoveries?",
Document de travail CEPII,
n° 2014-19, novembre.

LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE, LA CROISSANCE ET LE CYCLE

L'efficacité de l'intermédiation financière durant la crise

Fabien Tripier & Thomas Brand

Si les origines financières de la crise économique actuelle sont relativement bien connues, le rôle des contraintes de financement des entreprises dans le prolongement de la crise est encore sujet à débats (d'autres facteurs comme l'incertitude politique ou les niveaux de dettes publiques pouvant être en cause). L'objectif du projet de recherche était d'évaluer le rôle de tensions dans le secteur financier au cours du cycle économique et plus précisément dans la persistance de la crise actuelle en Europe.

Le travail a d'abord consisté en la constitution d'une base de données macroéconomiques et financières comparables pour la zone euro et les États-Unis couvrant la période récente (jusqu'à fin 2013). Cette base a ensuite été utilisée afin d'estimer un modèle macroéconomique de cycle économique et financier pour chacune de ces économies. Les résultats mettent en évidence le rôle crucial de l'accès au financement des entreprises dans la divergence des deux économies observées à partir de 2012 et dans la persistance de la crise en Europe.

Un travail important a ensuite été réalisé pour constituer un site internet offrant un accès convivial à l'ensemble des résultats de l'étude. <http://shiny.cepii.fr/risk-shocks-and-divergence/>

Un travail théorique a également été réalisé pour bâtir un cadre d'analyse de la transmission des crises sur le marché interbancaire aux activités de banque de détail qui tient compte de l'importance des relations de clientèle durable dans ces activités.

Structure du système financier et performances macroéconomiques durant la crise

Thomas Grjebine, Urszula Szczerbowicz & Fabien Tripier

Les économies avancées sont caractérisées par d'importantes différences dans la structure de leur système financier pouvant expliquer qu'elles aient suivi des trajectoires différentes durant la crise. Dans cette recherche, nous avons étudié l'évolution de la structure de la dette des entreprises au cours du cycle économique ainsi que ses interactions avec les reprises économiques pour un panel de vingt-cinq économies sur la période 1989-2013. Un travail important de collecte de données et de comparaison des

différentes sources disponibles a été réalisé pour disposer d'une mesure homogène dans le temps et entre les pays de la structure de la dette des entreprises (mesurée par la part des obligations dans le crédit total accordé aux entreprises non-financières).

Nous montrons d'abord que la substitution des obligations aux prêts bancaires durant les reprises est un phénomène régulièrement observé au cours des cycles économiques. Nous montrons ensuite que les économies caractérisées par une part élevée des obligations et une forte substitution entre obligations et prêts connaissent des reprises économiques plus rapides. La relation entre structure de la dette des entreprises et reprise économique est robuste à la prise en compte d'indicateurs de développement financier. Un modèle théorique a été développé pour expliquer cette relation par l'existence de contraintes financières pesant sur l'offre de crédit des banques.

Dans le contexte de la forte restructuration du système financier européen, l'intérêt de cette recherche est de montrer que cette restructuration ne doit pas nécessairement se limiter aux seules banques et que l'Europe souffre également potentiellement d'un manque de développement et d'intégration de ses marchés de titres de dette. Le programme de travail 2015 prévoit de développer les implications de politique économique de ce résultat dans les supports de publication du CEPIL.

Réactiver l'investissement en Europe

Thomas Brand & Natacha Valla

En Europe, cinq ans après la récession de 2009, la faiblesse persistante de l'investissement est un sujet majeur de préoccupation. Dans quelle mesure une relance de l'investissement public pourrait-elle contribuer à re-dynamiser l'investissement privé et à faire repartir la croissance ? Nos simulations montrent que l'investissement du secteur public renforce à moyen terme l'investissement privé, tandis que son impact sur la croissance est supérieur à celui des autres dépenses budgétaires. La création que nous préconisons d'un Système Européen de Banques d'Investissement (SEBI) pourrait accompagner la mise en œuvre du Plan Juncker initié fin 2014 pour réorienter l'épargne et certaines dépenses publiques vers un investissement à visée pleinement européenne.

À cet égard, il est important de mieux comprendre les complémentarités qui peuvent exister entre investissements public et privé. S'ils sont plus complémentaires que substituables, une hausse de l'investissement public devrait accroître l'investissement privé et

REFERENC(E)S

- "A new architecture for public investment in Europe: the Eurosystem of Investment Banks (ESIB) and the Fede Fund",
N. Valla, T. Brand & S. Doisy,
CEPIL Policy Brief,
n° 4, juillet 2014.
- "Investissement et croissance à long terme : les complémentarités public-privé",
N. Valla, T. Brand & S. Doisy,
La Lettre du CEPIL,
n° 350, décembre.

RÉFÉRENCE(S)

"Les paradoxes de la dette publique japonaise"
in Dynamique des dettes publiques en zone euro, Rapport CDC,
juillet 2014.

non l'évincer. L'histoire de la Banque européenne d'investissement (BEI) fournit de nombreux exemples de ces types d'interaction. Pour préciser la complémentarité qui existe entre les investissements des secteurs public et privé en zone euro, nous utilisons un modèle néo-keynésien comportant des rigidités nominales et réelles : rigidité des prix et des salaires, hystérèse des comportements de consommation et des coûts d'ajustement affectant les décisions d'investissement. Plusieurs enseignements se dégagent. L'impact des dépenses d'investissement public sur la production est élevé ; la complémentarité entre l'investissement public et privé limite l'effet d'éviction qui se produit à court terme ; une hausse de l'investissement public conduit, dans tous les cas de figure, à une hausse durable de la production et du stock de capital total de l'économie.

Les paradoxes de la dette publique japonaise

Évelyne Dourille-Feer

Alors que la dette publique japonaise dépasse le double du PIB depuis 2009 selon les statistiques du FMI, soit plus de deux fois le niveau des pays de la zone euro, elle ne connaît pas de crise comme en Europe et les dépenses publiques ont continué d'augmenter. De surcroît, l'impact macro-économique de cette dette ne correspond pas aux effets attendus des analyses s'appuyant sur les théories libérales. Plus étonnant encore, la dette souveraine japonaise conservait fin 2013, une relativement bonne notation de AA- chez Standard and Poor's.

Les pays européens peuvent tirer un certain nombre de leçons de l'endettement public japonais. Tout d'abord, l'expérimentation précoce de la montée de la dette publique au Japon fait ressortir que, dans un contexte de forte crise, le basculement de l'endettement du secteur privé au secteur public permet d'éviter une récession aigüe, dévastant les capacités productives et les emplois. L'endettement public soutient ainsi la croissance domestique réelle et potentielle.

L'exemple japonais montre également qu'un haut niveau d'endettement public est compatible avec des politiques budgétaires expansionnistes dès lors que la dette souveraine est détenue essentiellement par les résidents. Mais la détention nationale de la dette publique suppose une épargne suffisamment abondante, reflétée par des excédents de balance courante. L'appétit des résidents pour la dette souveraine nationale s'appuie sur la confiance dans sa solvabilité et une assez forte aversion au risque. De surcroît, la détention stable d'une large part de cette dernière par des institutions

financière publique ainsi que par la Banque centrale joue un rôle stabilisateur. Enfin, une politique monétaire visant au maintien d'un faible niveau de taux d'intérêt sur la dette souveraine constitue également un atout majeur pour limiter son accumulation.

Par ailleurs, l'analyse de la politique budgétaire du Japon souligne qu'une amplitude insuffisante des plans de relance (1992-2002 et surtout, 2008-2009) ou l'interruption trop précoce de politiques expansionnistes, comme en 1997, ne permettent pas de remettre durablement sur les rails la croissance économique. Le Premier ministre Shinzo Abe semble avoir tiré les leçons du passé en combinant une politique monétaire de doublement de la base monétaire en deux ans, une politique budgétaire très expansionniste en 2013 ainsi que diverses mesures réglementaires et fiscales pour dynamiser le secteur privé. Toutefois, des facteurs internes (augmentation des salaires et des investissements) et externes (reprise plus ferme de la demande mondiale) conditionnent une reprise pérenne. Faute de quoi, la croissance du PIB initiée par la première phase des Abenomics risque d'être stoppée par l'augmentation de la TVA en avril 2014. Il en résulterait alors une chute des recettes fiscales et un alourdissement de la dette publique.

Finance et inégalités

Jérôme Héricourt, en collaboration avec Rémi Bazillier (Université d'Orléans)

La crise financière de 2007-2008 a relancé les débats autour des liens entre finance et inégalités lorsque certains, comme Rajan (2010), ont désigné les inégalités croissantes comme le moteur principal de la bulle de crédit. L'article s'appuie sur la littérature existante afin de démêler les nombreux facteurs sous-jacents à la relation circulaire entre inégalités et finance, cette dernière étant définie au sens large. L'analyse s'organise autour d'une chaîne de causalité composée de trois maillons : les inégalités, le crédit et les crises financières. Les preuves d'une relation causale allant des inégalités vers le crédit sont solides, allant à la fois dans le sens d'une causalité directe (accroissement de la demande de crédit résultant de la hausse des inégalités) et indirecte (la hausse des inégalités pousse les pouvoirs publics à soutenir l'offre de crédit afin de maintenir la consommation agrégée). L'existence de facteurs expliquant à la fois la hausse des inégalités et celle du crédit n'est également pas à négliger (la déréglementation financière a pu accroître simultanément les inégalités et l'effet de levier). Dans la mesure où les booms de crédit semblent le moteur principal des crises financières, l'impact direct et indirect des

RÉFÉRENCE(S)

"The Circular Relationship between Inequality, Leverage, and Financial Crises: Intertwined Mechanisms and Competing Evidence"
R. Bazillier & J. Héricourt,
Document de travail CEPII,
n° 2014-22, décembre.

RÉFÉRENCE(S)

"Assessing House Price Effects On Unemployment Dynamics",
J. Gourdon
Document de travail CEPII,
n° 2014-24, décembre.

inégalités sur ces booms apparaît comme un enjeu majeur pour les décideurs publics. Enfin, l'état actuel de la littérature ne fournit pas de réponse tranchée s'agissant du signe de l'impact du développement financier, de la déréglementation financière et des crises financières sur la distribution des revenus. Une majorité d'études, néanmoins, conclut à un accroissement des inégalités suite à une crise financière. Les brèches identifiées dans la littérature ouvrent de nouvelles voies prometteuses de recherche.

Les effets des prix de l'immobilier sur les dynamiques de l'emploi (projet hors programme)

Thomas Grjebine, en collaboration avec François Geerolf (UCLA)

La crise récente a souligné la nécessité de mieux comprendre les liens entre les cycles immobiliers et les dynamiques de l'emploi et du chômage. À la suite du krach immobilier de 2007, le taux de chômage en Espagne a fortement augmenté, passant de 8,3 % à 26 % fin 2012. 1,7 millions de personnes ont perdu leur emploi dans le secteur de la construction, ces destructions expliquant plus de la moitié de la baisse de l'emploi total dans ce pays. Aux Etats-Unis, les destructions d'emploi dans le secteur de la construction permettent d'expliquer plus du tiers de la baisse totale de l'emploi entre 2007 et 2012. Les liens entre les cycles immobiliers et les variations de l'emploi ne s'arrêtent pourtant pas aux seules conséquences directes sur le secteur de la construction.

Nous avons cherché à identifier l'impact causal des prix immobiliers sur les évolutions du taux de chômage depuis les années 1970. Une telle identification est problématique dans la mesure où le cycle économique peut lui-même être la cause à la fois du cycle immobilier et des variations du chômage. La hausse du chômage, par la réduction de la consommation qu'elle entraîne, peut aussi être à l'origine de la baisse des prix de l'immobilier. Pour identifier l'impact causal des prix immobiliers sur le taux de chômage, nous avons adopté une approche instrumentale en utilisant les variations de taxes foncières comme instrument des prix de l'immobilier. À partir d'une base de données portant sur une trentaine de pays pour les 40 dernières années, nous montrons qu'une hausse de 10 % des prix de l'immobilier conduit à une baisse du taux de chômage de 3,4 %. Cet effet est large économiquement puisqu'il permet d'expliquer un tiers de la baisse du taux de chômage aux Etats-Unis pendant le dernier boom (2003-2007), et plus de la moitié de la baisse du chômage en Espagne pendant la période 1995-2007. Nous avons ensuite analysé différents mécanismes permettant d'expliquer ce

résultat. Nous montrons que l'effet des prix immobiliers sur l'emploi va bien au-delà de l'effet direct sur le secteur de la construction. Si les booms immobiliers conduisent à l'augmentation de l'emploi dans la construction, les prix de l'immobilier impactent également l'emploi total à travers leurs effets sur l'investissement non-résidentiel et la consommation, deux déterminants de la demande de travail.

Dans le contexte d'un retournement du marché immobilier français, l'intérêt de cette recherche est de montrer les risques potentiellement très importants pour l'emploi d'une baisse des prix immobiliers. Si un tel retournement menace directement l'emploi des 1,5 millions d'actifs travaillant dans ce secteur, il risque de peser également sur la croissance et la demande de travail du fait notamment d'une baisse de l'investissement.

LES CONSÉQUENCES MACROÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES DE L'ÉVOLUTION DES PRIX ET DE LA VOLATILITÉ DES PRIX DES MATIÈRES PREMIÈRES

Transmission internationale des chocs des prix du pétrole

Valérie Mignon, en collaboration avec Jean-Pierre Allegret (Université de Paris Ouest - Nanterre La Défense) et Audrey Sallenave (Université de Toulon)

Les chocs des prix du pétrole ont un impact sur les déséquilibres mondiaux, ainsi que sur les canaux de transmission qui leur sont associés. Pour analyser ces relations, nous recourons à l'approche VAR globale qui permet de prendre en compte les interdépendances commerciales et financières entre les pays. Considérant un échantillon de 30 pays exportateurs et importateurs de pétrole sur la période 1980-2011, nous montrons que la nature du choc (de demande ou d'offre) importe pour comprendre les effets des chocs des prix du pétrole sur les déséquilibres mondiaux. Les chocs de demande ont ainsi un impact relativement faible sur les déséquilibres mondiaux, ce qui s'explique par l'importance du canal commercial lorsque l'accroissement du prix du pétrole provient d'une hausse de l'activité économique globale. En outre, nous mettons en évidence que le principal mécanisme d'ajustement aux chocs pétroliers est basé sur le canal commercial, le canal de valorisation des actifs ne jouant qu'à court terme.

Au total, il ressort qu'une bonne compréhension des effets des chocs de prix du pétrole sur l'économie nécessite de tenir compte simultanément des flux internationaux de capitaux et de la dynamique des exportations et importations d'énergie.

RÉFÉRENCE(S)

"Oil price shocks and global imbalances: Lessons from a model with trade and financial interdependencies",
J.P. Allegret, V. Mignon &
A. Sallenave,
Document de travail CEPII,
n° 2014-01, janvier.

Prix de l'énergie et dollar : quelles implications pour les pays exportateurs d'énergie ?

Valérie Mignon, en collaboration avec Virginie Coudert (Banque de France), Cécile Couharde (Université de Paris Ouest - Nanterre La Défense)

Différents travaux récents ont mis en évidence l'existence de "commodity currencies" et, plus spécifiquement, d'"energy currencies", c'est-à-dire de monnaies dont le taux de change s'apprécie lorsque le prix des matières premières augmente. Parallèlement, une littérature s'est développée autour de la notion de "currencies energy", suggérant que les variations des taux de change de ces monnaies influencent les prix des matières premières exportées par les pays en question. Ces approches sont toutefois difficiles à appliquer à des matières premières énergétiques comme le pétrole dans la mesure où il est nécessaire d'étudier des monnaies ayant connu de longues périodes de flottement. En effet, seul un régime de change flottant permet de considérer le taux de change comme un prix d'actif déterminé par un marché.

Ce travail teste l'existence d'une double causalité entre le taux de change réel du dollar et le prix du pétrole. L'impact économique de l'ancrage au dollar et du libellé des prix du pétrole en dollar sont aussi étudiés, notamment pour déterminer si ces choix sont encore pertinents aujourd'hui pour les pays exportateurs d'énergie. La finalisation du travail est en cours.

Effets différenciés des chocs des prix de l'énergie au cours du temps

Valérie Mignon, en collaboration avec Jean-Pierre Allegret, Cécile Couharde et Tovonony Razafindrabe (Université de Paris Ouest - Nanterre La Défense)

Ce projet prend appui sur la littérature récente suggérant que les chocs énergétiques n'ont plus les mêmes effets dans les années 2000 comparativement aux années 1970. Partant de cette idée, l'objectif est de tester si les chocs de prix de l'énergie, et en particulier du pétrole, provoquent les mêmes effets sur les taux de change réels des pays exportateurs selon les périodes en recourant à une méthodologie VAR avec paramètres variables (Time-Varying Parameters VAR Model). Ce type de modélisation permet ainsi de faire varier les paramètres du modèle au cours du temps, ce qui conduit à des estimations plus robustes des impacts des chocs puisque l'on tient mieux compte des changements structurels

RÉFÉRENCE(S)

"Differentiated energy price shocks",
J.P. Allegret, C. Couharde,
V. Mignon, T. Razafindrabe,
mimeo.

affectant les pays. Nous accordons également une importance particulière à la nature du choc en distinguant trois types de chocs affectant le prix du pétrole : choc d'offre, choc de demande globale et choc de demande spécifique au marché du pétrole. Les résultats obtenus montrent une variation significative de la relation entre prix du pétrole et taux de change réel au cours du temps, ainsi que des différences importantes dans les réponses des taux de change aux chocs selon la nature de ces derniers. Ainsi, les taux de change réagissent beaucoup plus fortement aux chocs de prix du pétrole provenant de modifications de la demande globale qu'aux chocs d'offre ou aux chocs spécifiques au marché pétrolier. La version existante sera révisée avant d'être publiée en document de travail.

Volatilité, incertitude et comportement à l'exportation

Jérôme Héricourt, en collaboration avec Clément Nedoncelle (Université Lille 1)

L'article étudie la façon dont la performance à l'exportation des entreprises est influencée par la volatilité du taux de change réel, et comment cette relation se trouve à son tour affectée par la taille de l'entreprise et le nombre de pays vers lesquels elle exporte. L'analyse empirique s'appuie sur une grande base de données d'entreprises françaises, contenant des informations très détaillées à la fois au plan comptable et sur les exportations par produit et par destination sur la période 1995-2009. L'étude montre que la performance à l'exportation est influencée à la fois par la volatilité bilatérale et multilatérale du taux de change réel. La seconde est construite comme une moyenne pondérée des volatilités de toutes les autres destinations vers lesquelles la firme exporte, et représente donc les effets de marchés tiers. Les résultats soulignent également que ces relations se trouvent renforcées par la taille de l'entreprise et le nombre de destinations servies : les entreprises réallouent les exportations vers les destinations à plus faible volatilité relative, et le font d'autant plus qu'elles servent beaucoup de destinations. Les conséquences au niveau macroéconomique ne sont pas négligeables : un exercice simple de simulation montre que les exportations agrégées seraient supérieures de 6,6 % si toutes les entreprises pouvaient réallouer leurs exportations vers un nombre suffisant de destinations (une quinzaine).

RÉFÉRENCE(S)

"Relative Real Exchange-Rate Volatility, Multi-Destination Firms and Trade: Micro Evidence and Aggregate Implications",
J. Héricourt & C. Nedoncelle,
Document de travail CEPII,
n° 2015-03, mars.

ASPECTS ÉCONOMIQUES DU VIEILLISSEMENT

Les conséquences du vieillissement de la population sur la productivité et la croissance en France et en Allemagne et leur impact sur la convergence fiscale entre les deux pays

Xavier Chojnicki et Lionel Ragot

En France, le vieillissement est principalement dû à l'allongement continu de la durée de vie. En Allemagne, il résulte également de la diminution du taux de fécondité. Cette différence pourrait avoir un impact à la fois sur l'évolution relative de la population active dans les deux pays et sur l'évolution de la productivité du travail à travers le capital santé, le capital humain, le progrès technique et la structure productive.

Alors que la plupart des modèles supposent que la productivité croît à un rythme constant au cours du temps, il est fort probable que le vieillissement de la population influencera l'évolution de la productivité du travail. Nous étudions dans ce projet les différentes perspectives de convergence fiscale entre ces deux pays, dans le cadre de cet environnement démographique différencié, à l'aide d'un modèle d'équilibre général calculable à générations imbriquées.

Un premier jeu de simulations sur la réforme du financement du système de protection sociale en France ne permet pas encore d'établir de conclusion définitive, et le projet sera poursuivi en 2015. Restent à développer les éléments portant sur une endogénéisation partielle de la productivité (notamment en relation avec l'état de santé de la population) ; et une duplication du modèle sur l'Allemagne.

Vieillesse, productivité et soutenabilité de la politique publique : un modèle de comptabilité générationnelle appliqué au cas de la France et de l'Allemagne

Xavier Chojnicki, en collaboration avec Paul-Eliot Rabesandratana (Université Lille 1)

Une évaluation comptable des liens entre vieillissement, dépenses de santé et d'éducation en France a été initiée à l'aide d'un modèle de comptabilité générationnelle, le but étant d'évaluer dans quelle mesure la prise en compte des gains dans la dotation en capital humain des travailleurs combiné aux progrès réalisés en termes de productivité individuelle liée aux dépenses de santé modifie les évaluations en matière de viabilité des politiques de redistribution intra et intergénérationnelle. Ces travaux seront finalisés en 2015.

| RÉFÉRENCE(S)

"Aging, Human Capital and Productivity in France: A Generational Accounting Perspective",
X. Chojnicki & P. E. Rabesandratana,
Mimeo.

Programme



■ Économies émergentes
et migrations internationales

ÉCONOMIES ÉMERGENTES ET MIGRATIONS INTERNATIONALES

L'INSERTION INTERNATIONALE DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Panorama de l'insertion internationale de l'Afrique subsaharienne

Agnès Chevallier & Deniz Ünal

Ce panorama analytique a pour objet de situer les pays de l'Afrique subsaharienne sur la carte économique mondiale. Dans sa première partie, il expose, à partir de la base CHELEM du CEPII, les tendances de long terme (1960-2012) des échanges et spécialisations de ces économies. Puis, en utilisant des données plus détaillées et plus récentes de la base BACI du CEPII, il se focalise sur leurs échanges bilatéraux avec l'ensemble de leurs partenaires pour apprécier le niveau d'intégration commercial au sein du continent africain d'abord, puis, situer les pays européens par rapport à leurs concurrents en Afrique, en particulier par rapport aux grandes puissances émergentes (Chine, Inde, Turquie) qui mènent des politiques très actives sur le terrain. Engagé en 2014, le projet sera achevé en 2015.

La croissance en Afrique

Agnès Chevallier, Maëlan Le Goff, Deniz Ünal

Ce panorama analytique de la croissance en Afrique donne des informations détaillées sur les rythmes de croissance des pays d'Afrique sub-saharienne avant et après la rupture des années 2000, à la suite de laquelle ce rythme s'est sensiblement accéléré. Les niveaux de PIB par tête demeurent cependant largement inférieurs à ceux des autres grandes régions en développement et l'impact de la croissance sur la pauvreté est faible. L'Afrique sub-saharienne connaît aujourd'hui la croissance démographique la plus forte au monde du fait d'une diminution lente de la fécondité. La population est très jeune et, à l'exception des pays du sud de l'Afrique, la région bénéficiera d'un "dividende démographique" jusqu'en 2050. Cependant, les niveaux d'éducation, bien qu'en nette progression, restent faibles tandis que les inégalités dans l'accès à l'enseignement persistent.

Outre le panorama analytique, ce projet a conduit à la rédaction d'un chapitre de la publication annuelle du CEPII "L'économie Mondiale et à plusieurs présentations.

RÉFÉRENCE(S)

- "Dynamiques de croissance et de population en Afrique subsaharienne",
A. Chevallier & M. Le Goff,
Panorama du CEPII,
2014-A-03.
- "L'Afrique subsaharienne après quinze années de croissance",
A. Chevallier et M. Le Goff,
L'économie mondiale 2015,
Coll. Repères, La Découverte,
2014.

RÉFÉRENCE(S)

"Agricultural Supply Chains and Farmers Constraints: Welfare Impacts in ECOWAS Countries", N. Depetris-Chauvin & G. Porto, Document de travail CEPII, n° 2014-20, décembre.

Agricultural Supply Chains and Farmers Constraints: Welfare Impacts in ECOWAS Countries (Projet hors programme)

Nicolas Depetris Chauvin en collaboration avec Guido G. Porto (Universidad Nacional de La Plata, Argentina)

Ce projet étudie les facteurs entrent en jeu ans les décisions de production et de consommation des familles agricoles en Afrique. Un modèle décrit les comportements des cultivateurs, exportateurs et importateurs dans un cadre d'équilibre partiel. Il prend en compte :

- l'allocation des facteurs de production aux différentes cultures de rente et cultures vivrières ;
- la manière dont cette allocation est conditionnée par la concurrence tout au long de la chaîne de production et sur les contraintes auxquelles doivent faire face les différents agriculteurs.

Trois versions du modèle reflétant trois scénarios de base sont confrontées au travail empirique.

Ce modèle permet notamment d'analyser les changements de revenu réel des ménages causés par les changements de prix des cultures de rente et des cultures vivrières au Burkina Faso, au Ghana, au Nigéria et au Sénégal.

ÉCONOMIE DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET MONDIALISATION

L'impact des exportations sur les salaires et l'emploi dans les pays à faible revenu et les pays en développement

Nicolas Depetris Chauvin en collaboration avec Irene Brambilla et Guido G. Porto (Universidad Nacional de La Plata, Argentina)

Ce projet visait à explorer les liens entre les exportations, les emplois et les salaires dans les pays en voie de développement.

Une base constituée de données au niveau des firmes et des secteurs industriels, d'origines diverses, a été constituée.

Une première exploration de ces données a confirmé que la taille des entreprises exportatrices est en moyenne beaucoup plus importante que celle des entreprises non-exportatrices et que les entreprises exportatrices paient en moyenne des salaires supérieurs de 31 % à ceux offerts par les non-exportateurs. La prime est de 20 % en Europe, 38 % en Amérique Latine, 30 % en Asie et 22 % en Afrique. Toutefois, ces moyennes masquent les variations d'un pays à l'autre.

Sur cette base, un modèle a été établi destiné à explorer les principaux mécanismes qui expliquent les primes de l'exportation, à savoir : le

RÉFÉRENCE(S)

"Wage and Employment Gains From Exports. Evidence from Developing Countries", I. Brambilla, N. Depetris Chauvin & G. G. Porto, Mimeo.

recours à la main d'œuvre qualifiée, le degré de sophistication technologique, l'utilisation de la production importée et la productivité.

Lorsqu'il est appliqué aux données recueillies, les variables du modèle captent la totalité de la prime d'exportation sur les salaires.

Effets macroéconomiques de la réduction de la dette des pays à faible revenu

Nicolas Depetris Chauvin, en collaboration avec Aart Kraay (Banque Mondiale) et Andrea Presbitero (Fonds Monétaire International)

Ce projet visait à étudier les effets de l'allègement de la dette sur les dépenses des gouvernements des pays qui ont bénéficié de l'initiative pays pauvres très endettés (PPTE) et de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM). L'objectif explicite de l'allègement de la dette est de libérer des ressources au bénéfice de dépenses destinées à réduire la pauvreté. Par ailleurs, ces programmes prévoient que les allègements de la dette ne soient pas compensés par des réductions d'autres formes d'aide.

L'année 2014 a, pour l'essentiel, été consacrée à la constitution d'une base de données à partir de données brutes disponibles à la Banque Mondiale. L'économiste qui a travaillé sur ce projet compte la poursuivre après avoir quitté le CEPII en janvier 2015.

CHINE

Les mutations récentes du positionnement de l'Union Européenne sur le marché chinois

Françoise Lemoine, Sandra Poncet & Deniz Unal

Cette étude analyse les nouvelles tendances qui se dessinent dans les échanges extérieurs de la Chine sous l'effet du ralentissement de la croissance mondiale et des changements structurels internes au pays. Sur la base des statistiques douanières chinoises, l'analyse distingue deux types de commerce, le commerce de *processing* et le commerce ordinaire, et deux types d'acteurs, les firmes proprement chinoises et les entreprises à capitaux étrangers implantées en Chine. On identifie ainsi "4 Chine" qui ont des spécialisations géographiques et sectorielles différentes et contribuent chacune à leur manière à l'évolution de commerce extérieur du pays.

Il ressort de cette analyse que le commerce de *processing* a cessé d'être le moteur des échanges extérieurs de la Chine et les firmes à capitaux étrangers voient leur rôle en tant que maillons dans les chaînes internationales de valeur ajoutées diminuer. La demande

RÉFÉRENCE(S)

- "Le commerce extérieur chinois: l'usine du monde au ralenti",
F. Lemoine,
Blog du CEPII, 11 décembre 2014.
- "L'usine du monde au ralenti ou la mutation du commerce extérieur chinois",
F. Lemoine, S. Poncet, D. Unal,
C. Cassé,
Document de travail CEPII, 2015,
à paraître.
- "Mutations du commerce extérieur chinois",
F. Lemoine, S. Poncet, D. Unal,
C. Cassé,
La Lettre du CEPII, n° 352, mars.

proprement chinoise et l'offre fondée principalement sur les inputs locaux (commerce ordinaire) ont pris le relais. La Chine est ainsi pour ses partenaires de moins en moins une base de production pour l'exportation et de plus en plus un marché intérieur à capter.

L'Union européenne a maintenu une position forte dans les importations ordinaires du pays grâce à l'Allemagne dont les exportations ont été portées autant par les biens de consommation (automobiles) que par les biens d'équipement.

Une analyse "*shift-share*" laisse penser que les performances à l'exportation vers la Chine des différents pays s'expliquent moins par leur adaptation aux changements structurels de la demande chinoise que par les facteurs d'offre propres aux exportateurs, c'est-à-dire, leur compétitivité.

Finalement, cette analyse des "4 Chine" fournit une lecture des changements en cours dans l'économie interne du pays et de leurs implications internationales. Par delà l'augmentation de la valeur ajoutée en Chine dans les chaînes internationales de production, il y a une intégration accrue des activités des multinationales dans le tissu économique et productif chinois. Parallèlement, un secteur privé chinois dynamique émerge, dont les exportations dénotent encore un retard technologique, mais qui peut accélérer son rattrapage à travers la multiplication des opérations d'acquisitions et d'implantations dans les économies développées.

Politique industrielle et performance commerciale des firmes en Chine

Jérôme Héricourt et Sandra Poncet

Ce projet vise à étudier l'impact des variations du niveau de taxes à l'exportation sur la performance commerciale (volumes échangés et prix) des entreprises chinoises. Il se fonde sur des données douanières au niveau des entreprises qui détaillent les produits à un niveau très fin (HS8) et les met en regard de l'évolution des taxes à l'exportation qui varient selon le produit. L'étude explore en outre la possibilité d'un impact hétérogène selon que la firme pratique du commerce d'assemblage ou du commerce ordinaire, selon sa taille, sa productivité et selon le pays de destination. L'étude se situe ainsi dans la lignée des travaux identifiant une réaction différenciée des prix et volumes suite à une variation de coûts, ou en fonction du niveau de productivité de l'exportateur ou de revenu du pays importateur.

Le projet était initialement fondé sur des données de la période 2000-2006. Il a finalement été possible de disposer de données également pour la période 2006-2012, ce qui a néanmoins retardé

la finalisation de la base de données, qui s'est achevée fin 2014. Le projet sera finalisé dans l'année 2015.

Le lien entre exportations et pollution : une étude au niveau des villes chinoises

Sandra Poncet, en collaboration avec Laura Hering (Erasmus School of Economics) et José de Sousa (Université de Paris 11)

L'objectif de ce travail est de mettre en évidence le lien entre ouverture commerciale et intensité de la pollution en exploitant des données récentes, au niveau des villes chinoises. Les résultats obtenus suggèrent un effet global de réduction de la pollution suite à la croissance des échanges commerciaux mais cette réduction n'est permise que grâce aux exportations liées commerce d'assemblage (*processing trade*). Ce constat est en ligne avec le contenu technologique plus élevé des biens qui font l'objet de ce type d'échange.

AUTRES PAYS ÉMERGENTS

Les effets hétérogènes de la libéralisation industrielle en Inde sur la décision des entreprises d'innover (Projet hors programme)

Maria Bas en collaboration avec Caroline Paunov (OCDE)

Ce projet s'intéresse à l'impact de la réforme industrielle en Inde sur la décision des entreprises indiennes d'innover. Le travail étudie les effets hétérogènes de l'élimination du "License Raj" en Inde sur la performance innovatrice des entreprises indiennes. Les résultats montrent que les entreprises les plus productives et les plus grandes qui produisent dans les secteurs de l'industrie qui ont été libéralisées ont une probabilité plus importante d'investir en R&D par rapport aux entreprises petites et moins performantes. Ces effets hétérogènes selon les entreprises ont été plus importants dans les états indiens qui sont économiquement moins développés et où le développement financier et le capital humain est plus faible.

Les dynamiques internes et géostratégiques de la Nouvelle Turquie (Projet hors programme)

Deniz Ünal

Depuis 2002 et l'arrivée au pouvoir du parti AKP (Justice et Développement), la Turquie connaît une période de stabilité politique inédite. Parallèlement, surtout de 2002 à 2007, l'économie a connu d'importantes réformes institutionnelles permettant

RÉFÉRENCE(S)

"Trade openness as a way to reduce pollution in China?", S. Poncet, L. Hering & J. de Sousa, mimeo.

RÉFÉRENCE(S)

"The unequal effect of India's industrial liberalization on firms' decision to innovate: Do business conditions matter?", M. Bas & C. Paunov, *UNI-MERIT Working Papers Series*, n° 2014-044.

RÉFÉRENCE(S)

"Les dépenses sociales au cœur de la politique économique en Turquie", D. Ünal, *La Lettre du CEPII*, 2015, à paraître.
"L'émergence internationale de la Turquie", D. Ünal, *Panorama analytique du CEPII*, 2015, à paraître.

de rompre avec la politique de la dévaluation compétitive qui avait prévalu après l'ouverture aux échanges en 1980 pour passer à un mode de croissance fondé sur des fondamentaux plus solides, internes à l'économie.

Les travaux réalisés montrent que la Turquie a d'ores et déjà enregistré des progrès sociaux importants grâce aux réformes de la santé et de la sécurité sociale ainsi qu'aux aides ciblées vers les plus démunis. La politique de croissance inclusive de l'AKP explique pour beaucoup la solidité de son socle électoral. Ses succès électoraux sont également liés à une nouvelle confiance des Turcs quant au rôle géostratégique de leur pays. Cette confiance s'appuie notamment sur le rééquilibrage du commerce turc en faveur de la région eurasiatique alors que les négociations d'adhésion avec l'Union européenne n'avancent pas. Mais les autorités turques n'échappent pas à l'usure du pouvoir et l'économie n'est pas à l'abri des tendances autocratiques. Les élections générales du 7 juin 2015 peuvent marquer fortement l'économie politique du pays si l'AKP obtient un score suffisant pour instaurer un régime présidentiel.

ANALYSE ÉCONOMIQUE DES POLITIQUES MIGRATOIRES

L'impact sur les transferts de la féminisation croissante des flux migratoires

Maëlan Le Goff, en collaboration avec Sara Salomone (Université Catholique de Louvain)

Les transferts des migrants vers les pays en développement ont significativement augmenté et sont devenus la deuxième source de financement extérieur de ces pays après les investissements directs étrangers. De surcroît, les flux migratoires internationaux sont marqués par une féminisation et une plus grande qualification des migrants

Ce projet part d'une revue de la littérature portant sur les déterminants de ces transferts. Il étudie l'impact sur ces derniers des changements dans la composition des flux migratoires, en termes de genre et de qualification, à partir d'une nouvelle base de données.

L'estimation d'un modèle de gravité met en évidence le fait que la part des femmes et des individus qualifiés parmi les migrants augmente les montants annuels de transferts reçus par le pays d'origine.

L'effet positif des femmes sur les transferts reçus est principalement tiré par les femmes qualifiées.

RÉFÉRENCE(S)

"Changes in Migration Patterns and Remittances: Do Females and Skilled Migrants Remit More?", M. Le Goff & S. Salomone, *The World Economy*, à paraître.

Vieillesse démographique et migrations internationales de personnel médical : une étude comparative au sein des pays de l'OCDE

Xavier Chojnicki en collaboration avec Yasser Moullan (IRDES)

Ce projet vise à étudier l'impact du vieillissement démographique actuel et projeté sur l'évolution des flux migratoires internationaux des personnels de santé à destination des pays de l'OCDE. Il s'interroge également sur les politiques à mettre en place (formation de médecins et/ou politique migratoire sélective) afin de résorber les potentielles pénuries de personnel médical dans les pays de l'OCDE.

Ce projet approfondit une étude antérieure sur les déterminants des choix de localisation des étudiants en mobilité internationale (effets de réseaux, proximité linguistique et culturelle, coût de la vie...) qui utilisait des bases de données nationales de 13 pays de l'OCDE pour les années 2004 à 2006.

Ce premier travail ne permettait pas de prendre en compte de manière fine des variables telles que la qualité de l'enseignement, le coût de la vie, les frais d'inscription ou les capacités d'accueil, qui peuvent différer grandement d'une université à l'autre au sein d'un même pays.

Cette seconde étude se fixe donc le même objectif mais en mobilisant une base de données par université, ce qui a supposé un travail important de collecte de données. L'étude devrait être achevée en 2015.

Programme



Politiques commerciales

POLITIQUES COMMERCIALES

LES MESURES NON TARIFAIRES

Les effets-prix des barrières non tarifaires

Julien Gourdon, en collaboration avec Olivier Cadot (Université de Lausanne)

Une précédente étude du CEPII avait été consacrée aux coûts liés aux différentes mesures non tarifaires (MNT) sur le commerce en Afrique, en combinant les données prix de l'International Comparison Project de la Banque Mondiale avec la nouvelle base TRAINS relative aux mesures non-tarifaires. Le travail réalisé en 2014 étend l'analyse au-delà de la région Afrique, combinant pour la première fois un nouvel ensemble de données de MNT dans 65 pays avec la base de valeurs unitaires du CEPII. Des équivalents ad valorem ont été évalués pour différents types de mesure. L'originalité du travail est l'estimation directe des écarts de prix, en lieu et place de la méthode usuelle fondée sur les quantités. Les ordres de grandeur obtenus sont sensiblement inférieurs aux estimations antérieures fondées sur des données plus anciennes et une méthode indirecte. Au-delà des questions méthodologiques, cette différence peut refléter la suppression progressive des instruments de contrôle quantitatifs dans de nombreux pays. Il apparaît enfin que les clauses d'intégration "en profondeur" contenues dans les accords commerciaux régionaux, en particulier la reconnaissance mutuelle des procédures d'évaluation de conformité, réduisent sensiblement l'effet des MNT sur les prix, reflétant la réduction des coûts de mise en conformité. En parallèle, il a été possible de créer et documenter une base de données sur les MNT à partir des données CNUCED. Cette base, intitulée "CEPII NTM-MAP", a été mise en ligne et documentée.

Évaluation d'équivalents tarifaires pour les barrières réglementaires dans les services

Julien Gooris et Cristina Mitaritonna

Ce travail s'intéresse à la mesure des équivalents tarifaires ad-valorem des obstacles réglementaires aux échanges de services, dans le prolongement de recherches déjà menées au CEPII. S'agissant de réglementations, l'information source est par nature qualitative, ce qui rend l'exercice de quantification difficile. Des bases de données très riches ont été utilisées pour estimer, avec un modèle de gravité des échanges, les effets des restrictions

RÉFÉRENCE(S)

"NTMs, Preferential Trade Agreements, and Prices: New Evidence",
O. Cadot & J. Gourdon,
Document de travail CEPII,
n° 2015-01, février.

"NTM-MAP: A Tool for Assessing the Economic Impact of Non-Tariff Measures",
J. Gourdon,
Document de travail CEPII,
n° 2014-24, décembre.

"North-South Standards Harmonization and International Trade",
A.-C. Disdier, L. Fontagné & O. Cadot,
World Bank Economic Review,
doi: 10.1093/wber/lht039, 2014.

RÉFÉRENCE(S)

"What import restrictions matter for services trade?",
J. Gooris & C. Mitaritonna,
Document de travail CEPII,
à paraître.

réglementaires sur les échanges de services bilatéraux, et pour calculer les équivalents tarifaires dans trois secteurs de services (services professionnels, banque et assurance). La combinaison de données non publiées sur les échanges bilatéraux de services en Mode 1 (c'est-à-dire les ventes de services franchissant la frontière, par opposition aux ventes sur place – par exemple via des filiales étrangères) fournies par l'Organisation mondiale du commerce, avec une base de données récemment publiée par la Banque mondiale a permis d'obtenir des résultats originaux. La base de la Banque mondiale contient des informations qualitatives détaillées sur les restrictions réglementaires aux échanges internationaux de services par pays et secteur. Sur le plan méthodologique, le choix a été fait de s'éloigner de l'approche classique agrégeant l'information qualitative dans un indice de restriction unique des échanges. Préservant la nature discrète de l'information originale, l'étude réalisée au CEPII crée, pour chaque combinaison secteur-pays, une variable pouvant prendre différentes valeurs (ordinales) en fonction du niveau de restriction des réglementations. Les résultats les plus nouveaux sont l'impact non linéaire des restrictions réglementaires sur les flux de services et la présence d'effets de seuil. Il apparaît finalement que des restrictions réglementaires mineures peuvent stimuler, et non restreindre, les échanges, en apportant les garanties nécessaires aux clients.

Modélisation des mesures non tarifaires en équilibre général calculable

Lionel Fontagné, Jean Fouré, Sébastien Jean et Cristina Mitaritonna

Les accords commerciaux comportent aujourd'hui de façon systématique un volet non tarifaire, qui représente le plus souvent l'enjeu principal des négociations. Ceci pose des problèmes méthodologiques importants que ce projet vise à étudier de façon systématique.

Deux approches ont cours dans la littérature. Les modèles de gravité fondés théoriquement sont estimés sur des données comportant des expériences d'accords régionaux. Utilisés en projection, ils donnent une estimation des gains à attendre en matière de commerce de la conclusion d'accords futurs. L'avantage de cette approche est de prendre en compte des dimensions de l'impact qui ne sont pas directement observables (mesures non tarifaires, développement de nouvelles relations interentreprises, confiance, etc.). Les inconvénients sont le manque de détail quant aux mesures simulées (profondeur de l'accord) et aux effets sectoriels et distributifs, d'une part, l'hypothèse sous-jacente que les accords en négociation sont de même nature que ceux ayant

été signés par le passé. Alternativement, les modèles d'équilibre général calculables sont calibrés, plutôt qu'estimés, mais ils permettent de modéliser le détail des mesures au niveau sectoriel, y compris dans des secteurs où les expériences passées de libéralisation régionale sont limitées, comme dans le cas des services. L'utilisation des modèles d'équilibre général calculables pose toutefois deux questions. Naturellement, la bonne mesure des obstacles est un préalable imposant des travaux économétriques spécifiques. Une autre question importante, souvent négligée, est relative au choix de modélisation de l'obstacle réglementaire. Le choix le plus fréquent est celui d'introduire un coût au commerce sous la forme d'un équivalent tarifaire qui sera ensuite réduit de façon arbitraire. Sur la base de ce constat le modèle MIRAGE a été mis à jour pour permettre trois modélisations différentes de l'impact des MNT sur les coûts, à savoir une perte d'efficacité (iceberg), un coût local (équivalent droit de douane) ou un coût étranger (équivalent taxe à l'exportation). La suite du programme va consister début 2015 à simuler avec MIRAGE les effets attendus de la réduction des obstacles non tarifaires relevant de la facilitation des échanges, en adaptant la modélisation des effets-frontières (une méthode économétrique) à ce nouveau contexte d'un modèle calibré.

LE RENOUVEAU DU RÉGIONALISME COMMERCIAL

Le TTIP : une perspective agricole

Charlotte Emlinger, Lionel Fontagné, Jean Fouré, Sébastien Jean, en collaboration avec Jean-Christophe Bureau (INRA) et Anne-Célia Disdier (PSE).

Ce projet s'inscrit à la suite des travaux de Lionel Fontagné, Julien Gourdon et Sébastien Jean sur le Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement (TTIP), et dans le cadre d'un projet financé par le Parlement Européen, en collaboration avec le CESifo (Munich). Il consiste en une évaluation, centrée sur les biens agricoles, des impacts potentiels associés à la signature du TTIP, en termes de diminution de droits de douane et de MNT, en combinant une approche économétrique (modèle de gravité) et une analyse en équilibre général calculable à l'aide du modèle MIRAGE. Cette évaluation d'impact centrée sur le secteur agroalimentaire européen a mis en évidence les opportunités d'exportation pour certains secteurs, tout en soulignant les risques qu'encourent les secteurs agroalimentaires dans leur ensemble, du fait d'une concurrence accrue avec les producteurs américains, plus productifs. Le rapport a été rendu au Parlement Européen et présenté au cours du Comité sur Agriculture et le Développement Rural.

RÉFÉRENCE(S)

"Risks and Opportunities for the EU Agri-Food Sector in a Possible EU-US Trade Agreement", J.-C. Bureau, A.-C. Disdier, C. Emlinger, G. Felbermayr, L. Fontagné, J. Fouré & S. Jean, *Report to the European Parliament's Committee on Agriculture and Rural Development*, Brussels, 2014.

"Risks and Opportunities for the EU Agri-food Sector in a Possible EU-US Trade Agreement", J.-C. Bureau, A.-C. Disdier, C. Emlinger, G. Felbermayr, L. Fontagné, J. Fouré & S. Jean, *Rapport d'étude du CEPPI*, n° 2014-01.

"What Next for the DDA? Quantifying the Role of Negotiation Modalities", Y. Decreux, L. Fontagné, *RSCAS Working Papers*, European University Institute, n° 2014/61.

RÉFÉRENCE(S)

"Mega-Deals: What Consequences for Sub-Saharan Africa?", H. Guimbar & M. Le Goff, Document de travail CEPII, à paraître.

Mega-deals et accords commerciaux en négociation

Houssein Guimbar & Maëlan Le Goff

En 2013, les négociations d'accords commerciaux entre grandes zones commerciales ont connu une impulsion nouvelle, avec le lancement de trois grands accords (*mega-deals*) : le Partenariat transpacifique (*TransPacific Partnership*, TPP), le TTIP et l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Japon. Parallèlement, les contours d'une grande zone de libre échange continentale (ZLEC) se dessinent peu à peu en Afrique. Généralement apparue comme relativement marginalisée dans les négociations multilatérales menées dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce, l'Afrique doit se positionner stratégiquement pour tirer, cette fois, parti de la course aux accords commerciaux. Une évaluation réalisée avec modèle MIRAGE, éclaire les conséquences économiques des *mega-deals* pour le continent africain. Il apparaît que ces accords auraient un impact négatif sur le revenu réel pour l'ensemble de la zone africaine. À l'opposé, une intégration commerciale africaine ambitieuse pourrait permettre de limiter les conséquences de cette exclusion des négociations. Enfin, négociier sur les MNT dans ces accords est crucial pour les pays africains. Cette dernière conclusion rejoint le message de plusieurs projets conduits en 2014 au sein du programme commercial quant à l'importance de mieux appréhender les questions de libéralisation réglementaire. Le document est en révision mineure avant finalisation.

Accords bilatéraux et stratégie de prix

Charlotte Emlinger et Houssein Guimbar

Ce projet, engagé en 2013 et initialement programmé sur deux ans, traite des modifications de l'environnement concurrentiel des entreprises induites par la signature d'accords commerciaux. En favorisant le commerce des pays signataires, les accords commerciaux augmentent la concurrence sur leur marché pour les entreprises des pays signataires comme pour celles des pays tiers. L'utilisation conjointe de la base MAcMap-HS6 (détaillant la protection tarifaire appliquée bilatéralement par produit, pour plusieurs années) et de BACI (commerce bilatéral au niveau SH6, disponible pour les mêmes années) permet d'examiner cette question de façon systématique pour l'ensemble des accords commerciaux signés. Autrement dit, ce projet se propose d'analyser dans quelle mesure les accords commerciaux signés entre un groupe de pays influent sur la stratégie de prix des exportateurs des pays tiers. En 2014, les bases de données nécessaires à sa mise en œuvre

ont été consolidées : droits de douane pour l'année 2010, accords commerciaux signés sur la période considérée (2001-2010), mise à jour de la base BACI. Le travail analytique est en cours.

Libéralisation et échanges : Que reste-t-il à négocier pour le multilatéralisme ?

Houssein Guimbard & Sébastien Jean, en collaboration avec Jean-Christophe Bureau (INRA)

Une analyse d'ensemble de l'évolution des politiques commerciales depuis le début de ce siècle est proposée au travers du prisme de la protection douanière. En s'appuyant sur travail de données extensif, l'étude montre que la protection douanière moyenne appliquée dans le monde a considérablement diminué depuis 2001, d'environ un tiers. Cette évolution, qui concerne surtout les pays en développement, est pour l'essentiel liée aux initiatives unilatérales de libéralisation, dont l'influence a été grande sur la plupart des continents, et aux engagements pris dans le cadre multilatéral (fin de la mise en œuvre de l'Accord de Marrakech, adhésion à l'OMC). Les accords régionaux de commerce, en dépit de leur multiplication, n'ont que peu contribué à cette baisse de la protection moyenne, pour environ un dixième de l'évolution d'ensemble.

Les négociations en cours d'accords régionaux pourraient cependant changer significativement la donne, rendant majoritaires dans le commerce mondial les échanges entre signataires d'un accord. Des simulations confirment l'érosion que cela impliquerait pour la valeur du multilatéralisme : qu'il s'agisse d'accès au marché, de création d'exportations ou de gains de revenu réel, les gains attendus d'un hypothétique accord dans le cycle de Doha apparaissent 40 % plus faibles en 2013 qu'ils ne l'étaient en 2001. Si les négociations en cours étaient toutes conclues, cette érosion du bénéfice potentiel du cycle atteindrait 60 %.

COMMERCE INTERNATIONAL ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sentiers de long terme

Lionel Fontagné, Jean Fouré

Une première mise en cohérence du modèle MaGE (Macroeconometrics of the Global Economy) et du modèle énergétique POLES (Prospective Outlook on Long-term Energy Systems), en collaboration avec l'institut JRC de Séville, a été réalisé en 2013, permettant d'introduire le prix de l'énergie comme variable endogène des projections de croissance mondiale. Cette interaction

RÉFÉRENCE(S)

"What Has Been Left to Multilateralism to Negotiate on?", J.-C. Bureau, H. Guimbard & S. Jean, Document de travail CEPII, à paraître.

RÉFÉRENCE(S)

"Long Term Socio-Economic Scenarios for Representative Concentration Pathways defining Alternative CO2 Emission Trajectories", L. Fontagné et J. Fouré, Report to the Institute for Prospective Technological Studies (Joint Research Center, European Commission), juillet 2014.

RÉFÉRENCE(S)

(suite)

"Le monde en 2050",
A. Bénassy-Quéré, L. Fontagné &
J. Fouré,
<http://www.laviedesidées.fr>,
10 juin 2014.
"La boîte de Pandore de la
modélisation du commerce mondial
à l'horizon 2035",
J. Fouré,
Séminaire Fourgeaud "Prospective
macroéconomique : l'économie
mondiale à l'horizon 2035-2050",
DG Trésor, Paris, 12 février 2014.

RÉFÉRENCE(S)

"Trade Patterns in the 2060 World
Economy",
J. Château, L. Fontagné, J. Fouré,
A. Johansson & E.-A. Olaberria,
*OECD Economics Department
Working Papers* # 1142, 2014.
"Simulating world trade in the
decades ahead: driving forces and
policy implications",
L. Fontagné, J. Fouré & A. Keck,
WTO Working Paper,
ERSD-2014-05.

s'est poursuivie en 2014, avec une définition plus complète de l'indice de prix de l'énergie (indice de prix sur plusieurs énergies, différencié par région du monde). L'articulation des modèles MaGE et POLES a donc progressé, sans pour autant être menée à son terme, et donnera lieu à une suite en 2015, si possible, au-delà du contrat initial avec l'institut JRC de Séville. En particulier, la possibilité de différencier le prix de l'énergie par région a été testée, de même que la prise en compte des différentes énergies par le biais d'un prix moyen régional.

Parallèlement, le CEPII a élaboré et simulé 10 scénarios à l'horizon 2100 en accord avec les trajectoires socio-économiques (*Socio-economic pathways*) élaborés par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), ainsi qu'une analyse détaillée de leurs résultats. Cinq de ces scénarios correspondent aux scénarios du GIEC, adaptés pour être mis en place dans MaGE et MIRAGE, tandis que les cinq autres correspondent à une analyse de sensibilité tentant de reproduire avec nos outils les hypothèses formulées par l'OCDE pour répondre à cette même question. Une seconde analyse de sensibilité a été conduite concernant l'impact des flux migratoires sur la croissance de long-terme.

Enfin, une mise à jour complète du modèle MaGE a été réalisée afin d'élargir l'échantillon de pays pour correspondre à la base de données GTAP 8. Cette mise à jour est disponible sur le site du CEPII, ainsi qu'une nouvelle version de la base de données EconMap (2.3). Incidemment, la modélisation de l'efficacité énergétique des pays a été révisée afin de mieux refléter les dynamiques observées récemment.

Projection des tendances du commerce mondial

Lionel Fontagné & Jean Fouré

Les profonds changements passés et futurs du commerce international sont le résultat de forces gravitaires (l'évolution de la taille économique des pays, la baisse des coûts au commerce, la déformation des avantages comparatifs, les niveaux de compétitivité respectifs). La combinaison d'une modélisation macro-économétrique (MaGE) décrivant les facteurs de croissance économique (démographie, participation au marché du travail, éducation, productivité, efficacité énergétique, mouvements de capitaux, prix de l'énergie) et d'une modélisation en équilibre général calculable (MIRAGE) permet de retracer ces forces structurant le commerce international au niveau sectoriel et régional. Engagé en 2013 dans le cadre d'une réflexion en collaboration avec l'OMC, ce travail s'est poursuivi en 2014 en

collaboration avec l'OCDE. Les grandes tendances des échanges à l'horizon 2060 sont présentées dans le cadre d'une approche par scénario. Le pôle de la croissance mondiale va continuer à se déplacer en dehors des économies de l'OCDE, les économies émergentes continuant à gagner des parts de marché à l'exportation de produits manufacturiers mais aussi de services. Les scénarii opposent une libéralisation commerciale régionale centrée sur les pays de l'OCDE à une approche multilatérale et montrent que la seconde option devrait générer plus de commerce et être plus favorable en termes de croissance du PIB. Ces évolutions sont conditionnées en partie par la vitesse de rattrapage des économies émergentes en termes d'éducation et donc leur capacité à s'orienter vers une spécialisation sur les activités à haut niveau de qualification.

Politique climatique et taxes à l'exportation sur les produits intensifs en énergie en Chine

Stéphanie Monjon, Sandra Poncet & Julien Gourdon

Dans le cadre de leur politique de lutte contre le changement climatique, les autorités chinoises cherchent à limiter les exportations de biens très polluants. Dans cet objectif, plusieurs instruments fiscaux ont été mobilisés : d'une part, le remboursement de TVA dont peuvent bénéficier les entreprises exportatrices, d'autre part, les taxes à l'exportation. Si le second instrument a surtout touché les biens très polluants ou très intensifs en énergie, le premier a également été utilisé pour servir des objectifs de politiques industrielle et commerciale plus larges : par exemple, la maîtrise des excédents commerciaux, ou encore le changement de spécialisation du pays vers des produits à forte valeur ajoutée ou à fort contenu technologique.

Le CEPII a évalué l'impact qu'ont eu ces différents instruments fiscaux sur les exportations des entreprises chinoises durant la période 2002-2012. Ce travail a permis de faire ressortir les principales motivations, officielles ou non, de la modulation des taxes à l'exportation par les autorités chinoises. Il apparaît que cette politique fiscale très spécifique a suivi de nombreux objectifs simultanément, allant de la promotion du contenu technologique à la protection de l'environnement avec une mobilisation de cet instrument visant à aider certaines industries à traverser le contexte de crise.

Nourrir la planète, le rôle du commerce

Christophe Gouel

Le rôle du commerce international pour nourrir la planète va aller croissant avec l'augmentation prévisible de l'écart entre les

RÉFÉRENCE(S)

"Trade policy and industrial policy in China: What motivates public authorities to apply restrictions on exports?",
S. Monjon, S. Poncet & J. Gourdon,
Document de travail CEPII,
n° 2015-05, avril.

demandes nationales et les capacités de production. Les outils usuellement mobilisés au CEPII, modèle MIRAGE ou modèles gravitaires, ne permettent qu'imparfaitement d'analyser cette question du fait qu'ils ne représentent pas explicitement les potentiels de production dans chaque région. D'où l'idée d'étudier le commerce agricole mondial dans le cadre d'un modèle ricardien et de mobiliser des mesures géo-spatialisées fines des productivités potentielles pour différentes productions agricoles. Ce projet ambitieux sur deux ans a été scindé en deux parties, à savoir : i) l'analyse de la demande alimentaire de long terme via l'estimation d'un système de demande mondial prenant en compte les changements de préférences alimentaires associées à l'élévation des revenus ; et ii) l'analyse des spécialisations productives internationales en agriculture et des usages des sols afférents. Le travail en 2014 s'est focalisé sur l'analyse de la demande alimentaire et plus particulièrement sur le traitement des données. Les estimations économétriques auront lieu en 2015.

Programme



Analyse
du commerce international

ANALYSE DU COMMERCE INTERNATIONAL

BASES DE DONNÉES

CHELEM propose des données détaillées sur l'économie mondiale avec une interface facilitant les extractions et le calcul d'indicateurs. Elle est constituée de trois bases de données, qui ont été chacune actualisées cette année.

CHELEM – Commerce international

Alix de Saint Vaulry

La base CHELEM-Commerce international contient des flux bilatéraux de commerce à partir de 1967 pour 94 pays ou zones élémentaires, les données de certains pays comme la Russie étant estimées avant la partition de l'ex-URSS, de l'ex-Yougoslavie, de l'ex-Tchécoslovaquie. Les données sources (Comtrade, OCDE, FMI et sources nationales) sont d'abord assemblées, puis harmonisées. Par ailleurs, un certain nombre de corrections sont appliquées, notamment pour mettre en cohérence les différentes nomenclatures et pour tenir compte des réexportations et réimportations de produits. La base a été actualisée pour couvrir les données de flux bilatéraux de commerce de 1967 à 2013.

CHELEM – PIB

Deniz Unal

La base CHELEM-PIB propose différentes séries de PIB : en valeur, en volume et en parité de pouvoir d'achat (PPA)t. Ces séries sont complétées par celles des populations totales et des taux de change nominaux. La base couvre l'ensemble du monde au niveau de la nomenclature géographique commune des 94 zones élémentaires de la nomenclature CHELEM. Mais elle propose aussi un niveau plus détaillé avec 205 pays individualisés ou territoires statistiques. Les données sont disponibles de 1960 à nos jours. En 2014, elle a été réactualisée à partir des données de la Banque mondiale (WDI), de l'OCDE (données de comptabilités nationales), du FMI (IFS et WEO) et des sources nationales. La particularité de cette réactualisation fut le changement de l'année de base pour la série des PIB en parités de pouvoir d'achat. La nouvelle série est basée sur les PPA de l'année 2011 conformément aux derniers résultats du Programme des comparaisons internationales de la Banque mondiale. Les évolutions depuis 1960 sont alors calculées pour les PIB en volume en dollars et en volume PPA et sont

RÉFÉRENCE(S)

La base CHELEM est disponible en ligne : <https://chelem.bvdep.com/>

rebasées sur l'année 2011. La dernière année incluse est 2013 (avec une estimation pour les séries de PIB et de population jusqu'en 2019).

CHELEM – Balance des paiements

Houssein Guimbard & Laurence Nayman

La base CHELEM-Balance des paiements contient les flux de Balances des Paiements pour près de 200 pays, avec une nomenclature géographique compatible avec l'ensemble des bases CHELEM. CHELEM - BAL utilise la version 6 du Manuel de la Balance des Paiements du FMI (2005 à 2013) et rétrope les données disponibles jusqu'en 1967. La nomenclature sectorielle contient 37 postes (nouvelle version de la nomenclature CHELEM – BAL), accompagnés de 7 soldes spécifiques. En 2014, certains services ont été désagrégés ainsi que le compte des revenus primaires. Les postes "Télécommunications, services informatiques et d'information" et le poste "Autres services aux entreprises" sont respectivement déclinés en trois composantes. Les revenus primaires sont aussi désagrégés en trois sous-postes "rémunérations des salariés", "revenus d'investissement" et "autres investissements". En outre, le travail de rétropolation a été affiné. Les données nationales de certains pays ont été rajoutées. déduites de celles du Pakistan, ont été estimées de 1967 à 1971, sur le modèle de l'estimation des données des républiques tchèque et slovaque avant 1993. Ainsi la nomenclature géographique elle aussi est pérenne sur toute la période.

RÉFÉRENCE(S)

La base BACI est disponible en ligne : http://www.cepii.fr/CEPII/fr/bdd_modele/presentation.asp?id=1

Base pour l'Analyse du Commerce International (BACI)

Charlotte Emlinger & Gianluca Orefice

BACI est une base de données rassemblant les flux de commerce mondial bilatéraux, harmonisés, au niveau le plus fin (HS6, soit 5000 produits) pour plus de 200 pays. La procédure d'harmonisation des données est appliquée à la fois aux valeurs et aux quantités de la base de données Comtrade des Nations Unies. La base de données est disponible pour tous les utilisateurs déjà abonnés à Comtrade et couvre la période 1989-2013.

RÉFÉRENCE(S)

La base TUV est disponible en ligne : http://www.cepii.fr/CEPII/fr/bdd_modele/presentation.asp?id=2

Trade Unit Value (TUV)

Charlotte Emlinger

La base de données de prix du commerce Trade Unit Value a été actualisée pour la période 2000-2012. Cette base fournit des données de valeur unitaire pour chaque flux bilatéral, à un niveau

fin (5000 produits). Les valeurs unitaires sont calculées à partir des données sources de Comtrade, au niveau le plus fin des nomenclatures de produits (6, 8 ou 10 chiffres), puis ré-agrégées au niveau 6 chiffres (HS6).

SPÉCIALISATIONS DES PAYS EUROPÉENS, STRUCTURE DU TISSUS PRODUCTIF ET DU COMMERCE INTERNATIONAL

Les spécialisations européennes : une approche en termes d'emplois

Deniz Ünal

La désindustrialisation, fortement ressentie en France depuis les années 1990, traduit une mutation structurelle des emplois dans l'ensemble de l'Europe, engagée dès avant les années 1970. Le Vieux Continent, où les emplois augmentent plus rapidement dans les services que dans l'industrie, est à cet égard dans une phase de convergence avec les Etats-Unis. Le projet analyse l'évolution sectorielle des emplois dans la production des biens et services en Europe entre 1970 et 2010 à partir de la base EU-KLEMS pour identifier les branches les plus créatrices d'emplois sur cette période. Cette évolution est ensuite comparée à celles des États-Unis, du Japon et de la Chine. Enfin, la structure par branche de chacun des quatre grands pays européens (Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie) est comparée à la structure du bloc UE15 pour mettre en relief les particularités nationales.

En 2014, un premier jeu d'analyses a été produit et les résultats préliminaires ont été présentés dans divers séminaires

Cartographie des échanges de services

Laurence Nayman

Support d'actifs dématérialisés, les services permettent l'éclosion d'une multitude de nouvelles activités. Leur part dans le commerce mondial s'élève aujourd'hui à plus de 20 %. Leur recensement dans le commerce mondial se heurte à de sérieux problèmes de mesure. Cependant, on dispose de statistiques plus ou moins détaillées concernant la fourniture à l'international de services identifiés dans l'Accord Général sur les Echanges de Services (GATS) : fourniture de services transfrontières, consommation de services à l'étranger, présence commerciale à l'étranger et présence de personnes physiques dans le pays d'accueil. À partir des statistiques disponibles, ce projet vise à caractériser les flux de commerce de

RÉFÉRENCE(S)

"Emplois européens : les spécialisations nationales",
D. Ünal,
6^e séminaire du programme
Modèles nationaux de croissance
et protection sociale, le CEE
et le LIEPP de Sciences Po, le
CEPREMAP et la DREES, Paris,
24 janvier 2014.

RÉFÉRENCE(S)

La base, "World Trade Flows Characterization", est déclinée en trois versions, disponibles sur le site du CEPII :

- "Trade characterization database" (trad_charact_0012), qui fournit les types et les gammes de commerce pour chaque flux élémentaires dans la nomenclature du système harmonisée (hs6)
- "Trade types database" (type_chelem0012), qui fournit les types de commerce pour chaque flux élémentaires dans la nomenclature CHELEM
- "Price range database" (price_range_chelem0012), qui fournit les gammes de commerce pour chaque flux élémentaires dans la nomenclature CHELEM.

La méthodologie est documentée dans :

"World Trade Flows Characterization : Unit Values, Trade Types and Price Ranges", C. Emlinger et S. Piton, Document de travail CEPII, n° 2014-26, décembre.

services, par zone géographique, sur la période 1990-2011. Ce projet débouchera sur un Panorama dédié aux échanges internationaux de services, à paraître en 2015.

Échanges intra-européens par types de commerce et gammes de valeurs unitaires

Sophie Piton & Charlotte Emlinger

Les déséquilibres courants entre pays de la zone euro se sont beaucoup accentués depuis l'intégration monétaire. Les déficits des pays en crise ont longtemps été interprétés comme étant une contrepartie d'un processus de convergence, mais la crise actuelle a jeté des doutes sur cette interprétation. Ils ont été pointés du doigt comme révélateurs d'une perte de compétitivité et reflétant une asymétrie croissante des spécialisations entre le centre et la périphérie, expliquant notamment les difficultés de certains pays membres à se remettre du choc de la crise globale de 2008-2009. L'un des arguments avancés en faveur de la création l'union monétaire, sans budget fédéral, était l'importance des échanges intra-branche au sein du marché unique qui était censé refléter la proximité des spécialisations et empêcher la survenue des chocs asymétriques d'offre ou de demande. Or, si les européens réalisent à eux seuls la moitié des échanges intra-branche au niveau mondial, il s'agit surtout des échanges croisés de produits verticalement différenciés : des produits avec les mêmes caractéristiques techniques mais à des prix sensiblement différents (commerce croisé de qualités). Le commerce intra-branche de produits à caractéristiques et valeurs unitaires similaires (commerce croisé de variétés) représente seulement un peu plus du cinquième des échanges à l'intérieur de l'UE. Ainsi, près de 80 % du commerce intra-européen est un échange de spécialisation (commerce intra branche de qualités pour 41 % et commerce univoque pour 37 % en 2011).

Cette année, nous avons commencé à réactualiser nos analyses des échanges par type et gamme de commerce. La comparaison du commerce entre deux partenaires et l'analyse des valeurs unitaires permet de distinguer ce qui relève du commerce univoque de ce qui est du commerce intra-branche horizontal ou vertical. La comparaison des valeurs unitaires permet par ailleurs de classer chaque flux bilatéral dans une gamme de prix au niveau du produit.

En mobilisant les bases de données du CEPII BACI et Trade Unit Value (TUV), harmonisée suivant la méthodologie de BACI, une base de donnée a été créée qui associe à chaque flux bilatéral une gamme de prix (haut, moyen et bas de gamme) et un type de commerce

(univoque, croisé de variété, croisé de qualité). L'indicateur de Gruebel et Lloyd a également été calculé pour chaque flux, sur la période 1998-2012.

Cette base, "World Trade Flows Characterization", est proposée dans deux nomenclatures différentes : la nomenclature du système harmonisée (HS6) et la nomenclature de CHELEM. La base de données est librement disponible en ligne. Elle sera exploitée au CEPII en 2015.

L'impact des chocs de demande mondiale sur les différentes gammes de produits

Charlotte Emlinger, en collaboration avec Antoine Berthou (Banque de France)

Ce projet visait à vérifier l'hypothèse selon laquelle les variétés classées comme haut de gamme sont plus sensibles que les autres aux variations de revenu des pays importateurs. Utilisant la base de données Trade Unit Value du CEPII sur la période 2000-2012, nous avons estimé les élasticités revenus par gamme de produit en utilisant des séries longues et en tenant compte des possibles changements de gammes dans le temps. Quelle que soit la mesure de qualité retenue (gamme de prix, indicateur continu, prix relatif), il apparaît que les effets revenus sont d'autant plus importants que les produits sont considérés comme du haut de gamme. Ce résultat signifie que l'évolution conjoncturelle des performances à l'exportation des pays dépend de leur spécialisation, au sein de chaque produit, le long des gammes de prix.

Ces premiers résultats doivent être complétés par d'autres estimations, en utilisant des mesures alternatives de qualité (mesure de Khandelwal), en distinguant l'effet selon le type de produit ou de pays. Le projet a pris du retard du fait de la faible disponibilité des co-auteurs, mais une *Lettre du CEPII* peut être envisagée en 2015.

La production de service dans l'industrie (et vice-versa)

Matthieu Crozet, en collaboration avec Emmanuel Milet (Paris 1)

L'économie française, comme beaucoup d'économies développées, se désindustrialise à un rythme rapide, souvent jugé préoccupant. Cette évolution du tissu productif est plus profonde qu'il n'y paraît. Au-delà d'un basculement de la production et des emplois depuis les secteurs industriels vers les secteurs de services, les activités des entreprises deviennent plus complexes et plus diversifiées, au point que la frontière entre services et industrie est aujourd'hui

RÉFÉRENCE(S)

- "The Servitization of French Manufacturing Firms",
M. Crozet & E. Milet,
Document de travail CEPII,
n° 2014-10, mai.
- "Vers une industrie moins...
industrielle ?",
M. Crozet & E. Milet,
La Lettre du CEPII,
n° 341, février.

RÉFÉRENCE(S)

"La compétitivité-prix explique-t-elle les performances à l'exportation de la France et de ses partenaires ?", M. Bussière, G. Gaulier & S. Jean, *La Lettre du CEPPII*, n° 349, décembre.

RÉFÉRENCE(S)

"From Micro to Macro : Demand, Supply, and Heterogeneity in the Trade Elasticity", M. Bas, T. Mayer & M. Thoenig, *mimeo*.

difficile à cerner. L'exploration des données de bilan des entreprises françaises révèle que 83 % des entreprises industrielles ont une production de services pour autrui et que près du tiers produisent, en réalité, plus de services que de biens. Entre 1997 et 2007, cette tendance à produire des services s'est renforcée. Cette « servitisation » de l'industrie suggère qu'un processus de désindustrialisation est aussi à l'œuvre au sein même des entreprises industrielles.

La compétitivité-prix explique-t-elle les performances à l'exportation de la France et de ses partenaires ? (Projet hors programme)

Sébastien Jean, en collaboration avec Matthieu Bussière (Banque de France) et Guillaume Gaulier (Banque de France)

La France est l'un des pays industrialisés dont les parts de marché à l'exportation ont le plus reculé entre 1999 et 2013. Ce recul est sensiblement plus marqué que celui enregistré par l'Allemagne, et ce dans la quasi-totalité des secteurs. Une analyse comparative simple des performances à l'exportation des pays de la zone euro est menée pour mettre ces évolutions en perspective. Elle suggère que les changements de la compétitivité-prix, mesurée par les coûts salariaux unitaires de l'ensemble de l'économie, constituent, à côté des différentiels de croissance, un élément d'explication probant mais incomplet. En particulier, ces deux facteurs n'expliquent que partiellement les mauvaises performances françaises.

COMPÉTITIVITÉ ET GAINS AU COMMERCE

Les élasticités prix du commerce

Maria Bas & Thierry Mayer

Les élasticités-prix du commerce international constituent un paramètre essentiel des analyses des échanges internationaux. Au niveau des entreprises, elles traduisent tout à la fois le degré de concurrence qui s'exerce sur les marchés mondiaux, l'importance de la maîtrise des coûts de production sur les performances commerciales, et les conséquences à attendre d'une fluctuation du taux de change ou d'une mesure de protection commerciale. Au niveau agrégé, ces élasticités déterminent largement l'ampleur des gains à l'échange dont peuvent profiter les pays engagés dans le commerce mondial.

La littérature empirique a estimé avec différentes méthodologies ces élasticités à partir des données agrégées. D'un point de vue théorique, l'utilisation de données agrégées est cependant

problématique. À moins de supposer une distribution très spécifique (de Pareto) des productivités entre les entreprises, les élasticités obtenues sur données agrégées sont largement biaisées. Nous montrons que les élasticités estimées sur données micro-économiques de commerce sont sensiblement différentes et peuvent varier grandement selon les pays de destination. Ce résultat fondamental invite à revisiter largement les prédictions d'impact des politiques commerciales et les mesures de gains à l'ouverture. Le projet est achevé, un document de travail sortira prochainement.

Mesurer les gains au commerce

Thierry Mayer, en collaboration avec Keith Head (University of British Columbia) et Mathias Thoenig (Université de Lausanne)

Une nouvelle littérature, initiée au début des années 2000 (en particulier par Marc Melitz pour la théorie et Andrew Bernard pour les aspects empiriques), avance que, du fait de l'hétérogénéité des entreprises, l'ouverture commerciale peut être porteuse de nouveaux bénéfices. Ces gains sont provoqués par un processus de sélection : les entreprises les plus productives sont celles qui vont bénéficier de plus grandes opportunités de ventes à l'exportation ainsi que sur le marché domestique avec la mondialisation. Dès lors, il semble qu'il faille désormais s'intéresser très précisément à ce qui se passe pour chaque entreprise, afin de bien percevoir l'ensemble des conséquences de l'ouverture. Cependant des travaux théoriques très récents (Arkolakis et al. 2012) ont affirmé que l'introduction d'hétérogénéité dans les modèles apporte des modifications moins radicales qu'il n'y paraît au premier abord. Un nombre restreint de données agrégées pourrait suffire pour calculer les modifications du niveau de bien-être généré par la libéralisation commerciale. Plus surprenant encore, ils démontrent que cette méthode d'évaluation serait la même pour des modèles avec ou sans hétérogénéité des entreprises.

Ce projet discute et enrichit ces analyses. Il établit que les résultats d'Arkolakis et al. (2012) reposent sur une hypothèse de distribution de l'hétérogénéité bien particulière (la distribution de Pareto) et que les résultats centraux seraient très différents avec toute autre hypothèse de distribution. Une hypothèse alternative particulièrement attractive est celle de la distribution log-normale, qui semble correspondre mieux aux données françaises, mais aussi chinoises. Au-delà des aspects théoriques ou méthodologiques, ce travail permet de mieux comprendre les enjeux de l'ouverture commerciale et les conséquences économiques de la mondialisation sur les différents secteurs, en fonction de leur mode d'organisation.

RÉFÉRENCE(S)

"Welfare and Trade Without Pareto",
K. Head, T. Mayer et M. Thoenig,
*American Economic Review
Papers and Proceedings*,
2014 104(5) : 310-316.

Les entreprises françaises face à la concurrence des exportateurs chinois

Thierry Mayer, en collaboration avec Marc Melitz (Université de Harvard) et Gianmarco Ottaviano (London School of Economics).

Comment les entreprises réagissent-elles à la concurrence qui s'exerce sur les marchés étrangers ? Cette question essentielle pour comprendre les conséquences de la mondialisation sur les tissus industriels, la structure de la production, la productivité et l'emploi, a déjà été abordé dans un précédent travail, réalisé en 2011. Nous avons alors montré que les entreprises réagissent à la libéralisation du commerce international en concentrant leur production sur leurs produits phares, pour lesquels elles sont les plus compétitives, et adaptent le panier de biens exportés aux caractéristiques de chaque marché de destination, et en particulier à la pression concurrentielle qui s'y exerce.

Dans le prolongement de ce travail, nous étudions comment une concurrence accrue sur les marchés internationaux affecte non seulement la ventilation des ventes des entreprises exportatrices par produits, mais aussi leur productivité. L'hypothèse que nous souhaitons vérifier est que lorsqu'une entreprise concentre sa production sur ses produits les plus performants sa productivité augmente. Si cette hypothèse est exacte, cela implique qu'un choc d'ouverture a un impact positif sur la productivité agrégée et donc sur la performance des exportateurs et de l'ensemble de l'économie.

Ce travail est toujours en cours. Le projet avance lentement, notamment du fait de l'éloignement géographique des différents co-auteurs

L'INFLUENCE DES BARRIÈRES AUX ÉCHANGES ET NORMES SUR LES PERFORMANCES À L'EXPORTATION

Internationalisation des enseignes de grande distribution et exportations des firmes agro-alimentaires françaises

Charlotte Emlinger, en collaboration avec Karine Latouche (INRA Nantes) et Angela Cheptea (INRA Rennes)

Un projet précédent avait montré, à partir de données agrégées au niveau des pays, que la présence d'enseignes de grande distribution d'un pays d'origine dans un pays hôte stimule les exportations de produits agro-alimentaires entre les deux pays. Ce papier approfondit ce résultat en utilisant des données de firmes agro-alimentaires françaises. Une base de données originale des entreprises

RÉFÉRENCE(S)

"Do exporting firms benefit from retail internationalization? Evidence from France", A. Cheptea, C. Emlinger & K. Latouche, Paper prepared for presentation at the EAAE 2014 Congress 'Agri-Food and Rural Innovations for Healthier Societies', Mimeo.

françaises certifiées selon les normes privées IFS (International Food Standard, requise par les enseignes de grande distribution françaises pour leurs fournisseurs de produits de marques de distributeur) permet de distinguer les firmes qui fournissent la grande distribution française sur le marché domestique. L'analyse économétrique montre que ces entreprises certifiées ont plus de facilités à exporter et profitent davantage de l'implantation des enseignes de grande distribution à l'étranger que les autres entreprises. Ce résultat, robuste aux différentes spécifications et utilisations d'effets fixes, met en lumière l'effet « réseau » dont bénéficient les entreprises agroalimentaires qui fournissent les enseignes de grande distribution en France. L'internationalisation de la grande distribution, très marquée dans le cas de la France, constitue un avantage compétitif important pour les firmes agroalimentaires qui travaillent déjà avec la grande distribution sur le marché domestique.

Les barrières techniques au commerce et la performance des firmes françaises

Lionel Fontagné & Gianluca Orefice, en collaboration avec Nadia Rocha (OMC) et Roberta Piermartini (OMC)

La principale différence entre les obstacles techniques au commerce et les droits de douane concerne la nature des coûts qu'ils impliquent pour les exportateurs ; si les droits de douane sont des coûts variables, les obstacles techniques au commerce (OTC) sont avant tout des coûts fixes. Quand une firme veut exporter un produit vers un marché qui impose un standard différent, il faut modifier le produit ou le procédé de production. Une augmentation des coûts fixes d'exportation rend l'accès aux marchés étrangers plus sélectif : seules les entreprises les compétitive peuvent payer ces coûts et continuer à exporter. Dès lors, les exportations agrégées tendent à diminuer parce que le nombre d'exportateurs se réduit ; la marge « extensive » du commerce se contracte. Mais d'un autre côté, les OTC constituant une barrière à l'entrée, les entreprises qui parviennent à exporter font face à une concurrence moindre et peuvent espérer des parts de marchés plus importantes ; la marge « intensive » du commerce agrégé peut alors s'accroître.

Notre projet vise à évaluer les différentes conséquences sur les entreprises françaises des OTC imposés par les pays étrangers, et des OTC imposées aux extra-communautaires souhaitent pénétrer le marché européen.

Ce projet a pris du retard, la priorité étant accordée à la finalisation (publication) du précédent projet sur les mesures sanitaires

et phytosanitaires. Des résultats préliminaires ont toutefois été obtenus. L'imposition des barrières non tarifaires au commerce (notamment les OTC) réduisent de 7 % la probabilité d'exporter par les firmes françaises. En outre, l'imposition de standards techniques par l'Union Européenne, en élevant le prix d'importation des biens intermédiaires en provenance de l'extérieur de l'UE, réduit la compétitivité des firmes françaises. Notamment, une augmentation de 10 % des importations soumises à barrières non tarifaires réduit de 0,4 % la probabilité d'exporter par les firmes françaises.

L'évaluation des politiques de soutien à l'exportation et à la productivité

Julien Gourdon, en collaboration avec Mélişe Jaud (Banque Mondiale) et Ana Fernandes (Banque Mondiale)

Les politiques d'ouverture commerciale, notamment dans les pays en développement, ont évolué ces dernières années, avec moins d'importance donnée à la réduction des droits de douane au profit d'un essor des mesures visant à faciliter le commerce et à favoriser les exportations, en cohérence avec l'agenda "aid for trade" de l'OMC.

D'un point de vue économique, ces politiques paraissent pleinement fondées. De nombreux travaux, et notamment ceux menés par le CEPIL, ont montré à quel point il était difficile, pour les entreprises, de commencer à exporter et de se maintenir sur les marchés d'exportation. Cependant, la mise en œuvre de tels dispositifs peut s'avérer complexe ou mal adaptée aux besoins, et les effets d'aubaine ne peuvent être exclus. Pour déterminer clairement ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas, des analyses d'impact rigoureuses doivent être menées. Dans la continuité des analyses d'impact menées en 2013 sur ce sujet, nous avons commencé une évaluation des programmes d'aide à l'exportation et de mise à niveau que l'Union Européenne propose à ses partenaires lors de la signature d'accords commerciaux.

Ces programmes ont une importance politique non négligeable. En effet, de nombreux pays sont réticents à l'idée de signer des accords préférentiels avec l'UE car ils ne sont pas certains que leurs entreprises (notamment les PME) puissent profiter pleinement des opportunités liées à l'ouverture du marché européen. Les exigences en termes de qualité, de certification et de développement de réseaux de distribution sont en effet tels que beaucoup de PME doivent renoncer à exporter. C'est pourquoi l'UE propose d'accompagner l'intégration de ces marchés avec ces mécanismes d'aide à l'exportation et de mise à niveau des entreprises. Ce projet

est mené conjointement avec une équipe de la Banque Mondiale. Il porte spécifiquement sur l'un de ces programmes : le programme JEDCO financé par l'UE en Jordanie depuis 2005. En janvier 2014, une mission en Jordanie nous a permis de lancer la collecte des données. Malheureusement, les données ne nous sont parvenues qu'au cours des six mois suivant et la collecte fut complétée qu'en juin 2014. Ces difficultés ont considérablement retardé le lancement de l'étude. Néanmoins, la base de données est maintenant prête et des estimations ont été effectuées. Des améliorations conséquentes restent à apporter avant de finaliser le document, ce qui devrait être fait en 2015.

MONDIALISATION, EMPLOIS ET SALAIRES

Mondialisation et mutation de la demande de travail des entreprises françaises

Lionel Fontagné & Cristina Mitaritonna, en collaboration avec Ahmed Tritah (Université du Mans)

En France, entre 1994 et 2007, la dispersion des salaires horaires a globalement diminué. La hausse plus rapide du SMIC que du salaire médian a produit un tassement du bas de l'échelle des salaires, qui a plus que compensé l'augmentation modérée des écarts observée dans le même temps entre les salariés les mieux rémunérés et les salariés intermédiaires. Dans l'industrie manufacturière, la réduction des inégalités salariales provient largement de la modification de la structure par profession des emplois au sein des différents secteurs. La profession est, de façon de plus en plus marquée, l'origine principale des inégalités de salaires. Mais, alors que l'entreprise est une source de différenciation des salaires qui perd de son importance, la dispersion des salaires reste plus grande dans les entreprises qui participent aux échanges.

L'avantage compétitif des entreprises intensives en travail qualifié : une étude sur le long terme

Farid Toubal, en collaboration avec Ariell Reshef (University of Virginia) et James Harrigan (University of Virginia)

Ce travail exploite des données administratives employé-employeur (DADS) sur la période 1994-2007. Il montre que le marché du travail en France s'est polarisé : la part de l'emploi des professions à hauts salaires a augmenté, de même que celle des professions à bas salaires. À l'inverse, la part des professions à salaires intermédiaires a diminué. La littérature théorique suggère que ce

RÉFÉRENCE(S)

"Les inégalités salariales ont diminué en France,
L. Fontagné, C. Mitaritona &
A. Tritah,
La lettre du CEPII,
n° 343, avril.

Un document de travail est en cours de finalisation

RÉFÉRENCE(S)

"The March of the Techies :
Technology, Trade and Job
Polarization in France, 1994-2007",
J. Harrigan, A. Reshef & F. Toubal,
Document de travail CEPII,
à paraître.

RÉFÉRENCE(S)

"Does Exporting Improve Matching? Evidence from French Employer-Employee Data", M. Bombardini, G. Orefice & M. Tito, *Document de travail CEPII*, à paraître.

phénomène peut être induit par deux facteurs indépendants : une plus forte exposition au commerce international et une évolution des techniques de production. Notre objectif est d'étudier dans quelle mesure ces deux facteurs ont contribué à cette polarisation.

Nous montrons que la polarisation des emplois est une tendance profonde du marché du travail français. Elle s'observe aussi bien dans l'industrie que dans les services, et à la fois entre et au sein des entreprises. Partant du principe que l'adoption de nouvelles technologies doit être facilitée par la présence dans les entreprises de techniciens et d'ingénieurs qualifiés, nous utilisons la part de ces professions dans l'emploi total de l'entreprise comme un indicateur de sa propension à améliorer son niveau de technologies. Nous montrons alors que les entreprises ayant plus d'ingénieurs et de techniciens en 2002 ont connu une plus grande polarisation de leur emploi entre 2002 et 2007. La participation de ces entreprises au commerce international, n'a eu, en revanche, qu'un effet très limité.

Concurrence internationale et effet de sélection sur le marché du travail

Gianluca Orefice, en collaboration avec Matilde Bombardini (UBC) et Maria Tito (UBC)

Ce projet aborde la question de l'impact de la mondialisation sur les marchés du travail sous un angle très spécifique. Il s'agit de voir dans quelle mesure la concurrence accrue issue de la libéralisation commerciale conduit à une plus grande polarisation du marché du travail, au sein de chaque secteur. Précisément, nous cherchons à voir dans quelle mesure les firmes françaises engagées dans la concurrence internationale tendent à devenir plus sélectives et à attirer les meilleurs talents, creusant ainsi l'écart avec les entreprises moins compétitives et de plus petite taille.

Ce travail exploite la base de données DADS qui fournit des informations détaillées sur les caractéristiques des employés. L'étude montre qu'au sein d'un même bassin d'emploi, et pour un niveau de qualification et un type d'emploi donné, les entreprises exportatrices ont un échantillon de travailleurs plus homogène que les firmes non exportatrices. Cela indique qu'elles sélectionnent mieux leurs salariés. C'est aussi vrai en dynamique : un choc d'ouverture commerciale tend à améliorer encore la sélection des travailleurs dans les entreprises exposées. Ces résultats permettent d'expliquer en partie l'écart de performances entre les entreprises exportatrices et les autres, en mettant en avant un nouveau type de gain au commerce : l'exposition à la concurrence étrangère et le

développement des opportunités d'exportations permettent d'améliorer l'allocation des travailleurs entre les entreprises et d'accroître ainsi la productivité.

L'emploi et les salaires dans les entreprises multinationales

Gianluca Orefice & Farid Toubal, en collaboration avec Nicholas Sly (University of Oregon)

C'est un fait bien établi : les entreprises multinationales versent des salaires plus élevés que les firmes domestiques. L'origine de ce différentiel de salaire est en revanche moins bien connue. Au-delà des effets sectoriels et de ceux liés à la taille des entreprises, il peut simplement s'expliquer par un effet de sélection, si les entreprises multinationales sont plus sélectives dans leurs modes de recrutement et attirent les meilleurs talents. Ce peut être aussi, et c'est plus intéressant, la conséquence d'un avantage de productivité (lié à l'organisation, la technologie ou au pouvoir de marché).

Pour examiner ces questions, une étude empirique est menée pour la période 1999-2007 sur des données individuelles par employé et par employeur, en se concentrant sur les entreprises qui ont fait l'objet d'une fusion-acquisition internationale. Elle met en évidence une évolution en U du salaire des travailleurs avant et après la fusion-acquisition. Les trois années précédant l'entrée dans un groupe multinational, les salaires ont tendance à diminuer (d'environ 8 %). Mais dès l'année de l'acquisition, les salaires repartent à la hausse : de 4,8 % la première année et de 6 % à 8 % ensuite.

Concurrence internationale et nature des contrats de travail

Maria Bas, Sébastien Jean & Gianluca Orefice, en collaboration avec Pamela Bombarda (THEMA - Université de Cergy-Pontoise)

Ce projet vise à étudier les effets de l'exposition à la concurrence internationale sur les types de contrat de travail proposés par les entreprises. Une plus forte concurrence des importations ou un engagement plus important dans des activités d'exportation peut en effet influencer sur la gestion que les entreprises font de leurs ressources humaines, dans la mesure où elles modifient la perception que les entreprises peuvent avoir du caractère risqué de leur environnement. Les entreprises exportatrices sont en moyenne plus dynamiques et plus sélectives dans leur recrutement, ce qui peut se traduire par une plus forte proportion de contrats de travail permanents. Cependant, si une entreprise perçoit plus d'incertitude sur ses ventes à l'exportation que sur son marché domestique,

RÉFÉRENCE(S)

"The Multinational Wage Premium and Wage Dynamics",
G. Orefice, N. Sly & F. Toubal,
Document de travail CEPII,
n° 2015-06.

cela peut l'amener à privilégier la flexibilité dans la gestion de ses emplois, d'où un recours accru aux contrats temporaires.

Ces questions sont évaluées ici à partir de données individuelles d'entreprises incluant des informations commerciales, bilancielles et relatives au type de contrat de travail. Ce projet est programmé sur deux ans. Des travaux exploratoires sur la méthodologie et les données ont été réalisés.

Les conséquences sociales de la mondialisation : au-delà des effets sur l'emploi et les salaires, quelles conséquences sur les opinions ?

Matthieu Crozet, en collaboration avec Pamina Koenig (PSE)

Existe-t-il, en France, un électorat protectionniste ? Dans quelle mesure les populations les plus directement touchées par la mondialisation se tournent-elles vers des mouvements politiques défendant des idées protectionnistes ou eurosceptiques ? À l'inverse, les circonscriptions qui profitent le plus de la mondialisation et de l'intégration européenne offrent-elles un soutien politique significatif aux partis défendant l'ouverture commerciale et l'intégration européenne ? Nous chercherons à répondre à ces questions en exploitant des données détaillées sur la structure de l'emploi par secteur des communes françaises, et les résultats électoraux aux élections à caractère national des années 1990 et 2000. Au-delà de fournir une analyse détaillée des déterminants des choix électoraux, nous cherchons à mettre en évidence les conséquences de la mondialisation sur l'électorat et les équilibres politiques. En contrôlant des différentes caractéristiques sociales (salaires, chômage, etc.) des communes, nous évaluons si une opinion « anti-mondialisation » se forge et s'exprime dans les urnes, en dépit des efforts des pouvoirs politiques et économiques pour compenser les conséquences sociales de la concurrence internationale.

Ce travail a été reprogrammé sur deux ans. En 2014, nous avons mené les procédures de levées de secret statistiques, codé les résultats électoraux et constitué les bases de données.



Les annexes

Annexe 1



Les publications du CEPII

INTERNATIONAL ECONOMICS
ÉCONOMIE INTERNATIONALE

N° 137 - 1^{er} trimestre 2014

"Real Exchange Rate and Competitiveness of an EU's Ultra-Peripheral Region: La Reunion Island", Fabien Candau, Michaël Goujon, Jean-François Hoarau, Serge Rey

"The Determinants of Regional Stock Market Integration in Middle East: A Conditional ICAPM Approach", Khaled Guesmi, Frédéric Teulon

"Solvency Vs. Liquidity. A Decomposition of European Banks' Credit Risk over the Business Cycle", Guillaume Vuillemeys

"Energy Prices and the Real Exchange Rate of Commodity-Exporting Countries", Magali Dauvin

"Conventional and Islamic Stock Price Performance: An Empirical Investigation", Fredj Jawadi, Nabila Jawadi, Waël Louhichi

"Predicting Exchange Rates Using a Novel 'Cointegration Based Neuro-Fuzzy System'", Behrooz Gharleghi, Abu Hassan Shaari, Najla Shafiqhi

N° 138 - 2^e trimestre 2014

"Where Is the System?", Sylvain Benoit

"The Emergence of New Entrepreneurs in Europe", Emilio Congregado, José María Millán, Concepción Román

"From Mutual Insurance to Fiscal Federalism: Rebuilding the Economic and Monetary Union after the Demise of the Maastricht Architecture", Shahin Vallée

"Exchange Rate Pass-Through to Import Prices in the Euro-Area: A Multi-Currency Investigation", Olivier de Bandt, Tovonony Razafindrabe

"Monetary Policy and the Dutch Disease Effect in an Oil Exporting Economy", Mohamed Tahar Benkhodja



Rédacteurs en chef :
V. Mignon & F. Toubal.
<http://ees.elsevier.com/inteco/>

N° 139 - 3^e trimestres 2014

"Competitiveness and Growth within the CFA Franc Zone: Does the Switch to the Euro Matter?", Issiaka Coulibaly

"Gender Inequality and Emigration: Push Factor or Selection Process?", Thierry Baudassé, Rémi Bazillier

"New Revealed Comparative Advantage Index: Dataset and Empirical Distribution", Elsa Leromain, Gianluca Orefice

"Stock Dividend Ex-Day Effect and Market Microstructure in a Unique Environment", Khamis Hamed Al-Yahyaee

"Corruption, Capital Account Liberalization, and Economic Growth: Theory and Evidence", Takuma Kunieda, Keisuke Okada, Akihisa Shibata

"Business Cycle, Market Power and Bank Behaviour in Emerging Countries", Zied Saadaoui

"On the Inclusion of the Chinese renminbi in the SDR Basket", Agnès Bénassy-Quéré, Damien Capelle

"Credit Constraints, Firm Ownership and the Structure of Exports in China", Joachim Jarreau, Sandra Poncet

"The Impossible Trinity and Krugman's Balance of Payments Crisis Model", Partha Sen

N° 140 - 4^e trimestres 2014

"Credit Constraints and Firm Imports of Capital Goods: Evidence from Middle- and Low-Income Countries", Dario Fauceglia

"Financial Constraints and Export Participation in India", Priya Nagaraj

"Modelling the Oil Price–Exchange Rate Nexus for South Africa", Babajide Fowowe

"Assessment of the Global Financial Crisis Effects on Energy Consumption and Economic Growth in Malaysia: An Input–Output Analysis", Hussain Ali Bekhet, Tahira Yasmin

"Greenhouse gases Mitigation Potential and Economic Efficiency of Phasing-out Fossil Fuel Subsidies", Jean-Marc Burniaux, Jean Chateau

"Structural Breaks and the Time-Varying Levels of Weak-Form Efficiency in Crude Oil Markets: Evidence from the Hurst Exponent and Shannon Entropy Methods", Walid Mensi, Makram Beljid, Shunsuke Managi

LA LETTRE DU CEPII

Les exportateurs français face à l'euro

J. Héricourt, P. Martin, G. Orefice, n° 340, janvier

Le taux de change est régulièrement incriminé lorsqu'il s'agit de déplorer la perte de compétitivité des exportateurs français. Rien d'étonnant à cela puisqu'une variation de l'euro modifie subitement les rapports de prix des biens échangés. Mais dans quelles proportions affecte-t-elle les volumes et les prix des exportations ? Son effet est-il différent selon les secteurs, les marchés, la gamme du produit exporté, ou au-delà d'un certain niveau du taux de change ? Cette Lettre propose de répondre à ces interrogations en examinant, sur la période 1995-2010, comment le taux de change a affecté les exportations des firmes françaises... et leurs importations.

Vers une industrie moins... industrielle ?

M. Crozet, E. Milet, n° 341, février

L'économie française, comme beaucoup d'économies développées, se désindustrialise à un rythme rapide, souvent jugé préoccupant. Cette évolution du tissu productif est plus profonde qu'il n'y paraît. Au-delà d'un basculement de la production et des emplois depuis les secteurs industriels vers les secteurs de services, les activités des entreprises deviennent plus complexes et plus diversifiées, au point que la frontière entre services et industrie est aujourd'hui difficile à cerner. L'exploration des données de bilan des entreprises françaises révèle que 83 % des entreprises industrielles ont une production de services pour autrui et que près du tiers produisent, en réalité, plus de services que de biens. Entre 1997 et 2007, cette tendance à produire des services s'est renforcée. Cette « servitisation » de l'industrie suggère qu'un processus de désindustrialisation est aussi à l'œuvre au sein même des entreprises industrielles.

D'une crise à l'autre : 30 ans de globalisation des cycles immobiliers

T. Grjebine, n° 342, avril

Si la crise initiée en 2007 est souvent comparée à celle de 1929, elle présente en réalité des similitudes très importantes avec un épisode récent mais peu étudié : la crise qui a touché presque tous les



Rédacteurs en chef :
A. Chevallier & S. Piton

Disponible sur www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/lettre.asp

pays de l'OCDE suite au retournement du premier cycle immobilier globalisé au début des années 1990. A partir de 1985, plusieurs marchés immobiliers nationaux ont évolué de façon synchrone du fait du développement d'un système financier déréglementé et globalisé. Depuis cette date, deux cycles immobiliers globaux se sont succédé (1985-1995, 1997-2012). À bien des égards, le second cycle apparaît comme une reproduction amplifiée du premier. Dans les deux cas, les booms immobiliers vont conduire à une montée des déséquilibres macroéconomiques et financiers, avant que le retournement du cycle n'entraîne crises bancaires et récessions.

Les inégalités salariales ont diminué en France

L. Fontagné, C. Mitaritonna, A. Tritah, n° 343, avril

En France, entre 1994 et 2007, la dispersion des salaires horaires a globalement diminué. La hausse plus rapide du SMIC que du salaire médian a produit un tassement du bas de l'échelle des salaires, qui a plus que compensé l'augmentation modérée des écarts observée dans le même temps entre les salariés les mieux rémunérés et les salariés intermédiaires. Dans l'industrie manufacturière, la réduction des inégalités salariales provient largement de la modification de la structure par profession des emplois au sein des différents secteurs. La profession est, de façon de plus en plus marquée, l'origine principale des inégalités de salaires. Mais alors que l'entreprise est une source de différenciation des salaires qui perd de son importance, la dispersion des salaires reste plus grande dans les entreprises qui participent aux échanges.

Succès et risques des Abenomics

É. Dourille-Feer, U. Szczerbowicz, n° 344, mai

Lorsque Shinzo Abe se lance dans la campagne des législatives à l'automne 2012, le PIB vient d'enregistrer deux trimestres consécutifs de recul, l'investissement des entreprises se contracte dans un contexte de demande intérieure et extérieure peu dynamique, la lente érosion des prix se poursuit et les cours boursiers sont bas. Dès sa prise de fonction, le nouveau Premier ministre met en place une politique économique, appelée Abenomics par les anglo-saxons, centrée sur deux objectifs prioritaires : vaincre la déflation par une politique monétaire très accommodante et restaurer une croissance soutenue (par la relance budgétaire) et durable (par des réformes structurelles). Début 2014, le pays semble sortir progressivement de la déflation et la croissance s'est raffermie, mais la reprise reste fragile. Le succès des Abenomics dépendra essentiellement des évolutions de l'investissement et des salaires,

ainsi que de la capacité du gouvernement à mettre en oeuvre les réformes nécessaires pour encourager des gains de productivité.

Chine : maîtriser l'endettement et réformer la finance

M. Aglietta, n° 345, juin

L'économie chinoise a la capacité de supporter un taux d'endettement élevé, mais elle souffre d'un excès de crédit persistant et qui s'est fortement aggravé après 2009. Au début de 2014, les autorités ont décidé d'y porter un coup d'arrêt. Elles s'attaquent en priorité aux principales sources de fragilité : les collectivités locales, le secteur immobilier, les secteurs de l'industrie lourde en surcapacité. Il leur faut aussi engager la libéralisation de la finance, car les dysfonctionnements dus à la réglementation des taux d'intérêt sont les causes profondes des déséquilibres accumulés. À ce tournant dans le développement du pays, la Chine peut compter sur l'assise politique du leadership réformateur au pouvoir et sur sa vision de long terme.

Divergence entre États-Unis et zone Euro : le financement des entreprises en cause

T. Brand, F. Tripier, n° 346, août

Fortement synchronisés durant la Grande Récession de 2008-2009, les cycles aux États-Unis et en zone Euro ont divergé en 2011, la reprise américaine se poursuivant alors que la zone Euro entrait à nouveau en récession. Cette divergence macroéconomique s'est accompagnée d'une divergence dans les conditions de financement des entreprises non financières. Les entreprises américaines ont accès aujourd'hui à un volume de crédit plus important qu'avant la Grande Récession, pour un coût proche de celui qui prévalait alors ; les entreprises de la zone Euro font face à un coût du crédit toujours élevé pour un volume de crédit octroyé quasi-identique. Cette lettre montre que les fluctuations de l'incertitude dans le secteur financier jouent un rôle crucial pour expliquer la divergence entre les deux économies : elles stimulent la croissance de l'investissement et du crédit aux États-Unis depuis 2009 et sont à l'origine de la double récession en zone Euro.

L'immigration en France, quelles réactions des salaires et de l'emploi ?

A. Edo, F. Toubal, n° 347, septembre

En France, en 2010, un dixième de la population active était immigrée. Quel impact cet apport d'actifs a-t-il eu sur les salaires

et l'emploi des natifs ? Une analyse centrée sur la substitution entre natifs et immigrés montre d'abord que l'immigration n'a pas eu d'effet sur les salaires des natifs de même niveau d'éducation et d'expérience. En revanche, l'emploi des natifs peut diminuer au profit de celui des immigrés lorsque ces derniers sont amenés à accepter de moins bonnes conditions d'emploi. Une analyse prenant en compte des effets de long terme montre ensuite que, du fait d'une forte augmentation de la qualification des immigrés sur vingt ans, l'immigration a eu un impact différencié sur les salaires des natifs selon leur niveau de qualification.

Salaire minimum, emploi et productivité : l'expérience chinoise de 2004

F. Mayneris, S. Poncet, n° 348, octobre

La hausse du salaire minimum peut-elle améliorer la rémunération des travailleurs sans nuire à leur emploi ? La question reste largement débattue, aussi bien dans les économies avancées qu'en développement. Pour comprendre la façon dont l'emploi réagit à une hausse du salaire minimum, il est nécessaire d'analyser différents indicateurs de performance des entreprises. C'est ce que nous avons cherché à faire dans notre étude de la réforme du salaire minimum mise en oeuvre par les autorités chinoises en 2004. Nos résultats suggèrent que la hausse du salaire minimum, en renchérissant les coûts de production, favorise le remplacement des entreprises les moins efficaces par des entreprises plus performantes et pousse les autres à améliorer leur productivité. Dans une économie en développement en forte croissance, des normes plus élevées sur le marché du travail peuvent ainsi conduire à favoriser les gains de productivité de l'ensemble de l'économie.

La compétitivité-prix explique-t-elle les performances à l'exportation de la France et de ses partenaires ?

M. Bussière, G. Gaulier, S. Jean, n° 349, décembre

La France est l'un des pays industrialisés dont les parts de marché à l'exportation ont le plus reculé entre 1999 et 2013. Ce recul est sensiblement plus marqué que celui enregistré par l'Allemagne, et ce dans la quasi-totalité des secteurs. Une analyse comparative simple des performances à l'exportation des pays de la zone euro est menée pour mettre ces évolutions en perspective. Elle suggère que les changements de la compétitivité-prix, mesurée par les coûts salariaux unitaires de l'ensemble de l'économie, constituent, à côté des différentiels de croissance, un élément d'explication probant

mais incomplet. En particulier, ces deux facteurs n'expliquent que partiellement les mauvaises performances françaises.

Investissement et croissance à long terme : les complémentarités public-privé

T. Brand, S. Doisy, N. Valla, n° 350, décembre

En Europe, cinq ans après la récession de 2009, la faiblesse persistante de l'investissement est un sujet majeur de préoccupation. Dans quelle mesure une relance de l'investissement public pourrait-elle contribuer à re-dynamiser l'investissement privé et à faire repartir la croissance ? Nos simulations montrent que l'investissement du secteur public renforce à moyen terme l'investissement privé, tandis que son impact sur la croissance est supérieur à celui des autres dépenses budgétaires. La création que nous préconisons d'un Système Européen de Banques d'Investissement (SEBI) pourrait accompagner la mise en œuvre du Plan Juncker initié fin 2014 pour réorienter l'épargne et certaines dépenses publiques vers un investissement à visée pleinement européenne.

THE CEPII NEWSLETTER

La Newsletter du CEPII informe, chaque mois, les abonnés sur la vie du CEPII, ses publications et événements. Certains d'entre eux font l'objet d'une mise en valeur particulière, sous différentes rubriques (Focus, Edito, Opinion, Faits et Chiffres) en fonction de l'actualité et/ou des enjeux des sujets traités. La Newsletter, en français et/ou en anglais, est envoyée onze fois par an à ses 4800 abonnés.

Une sélection des différents éclairages est présentée ici.

Risques et opportunités pour le secteur agroalimentaire européen liés à un possible accord entre l'UE et les États-Unis

Jean-Christophe Bureau, Anne-Célia Disdier, Charlotte Emlinger, Gabriel Felbermayr, Lionel Fontagné, Jean Fouré, Sébastien Jean

Le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) est en cours de négociation. Ce rapport donne un aperçu détaillé des échanges agricoles entre l'UE et les États-Unis. Il analyse les obstacles au commerce en place, particulièrement les obstacles non tarifaires. Un modèle d'équilibre général calculable du commerce international est utilisé afin d'évaluer l'impact potentiel du TTIP sur les exportations et les importations agroalimentaires, ainsi que sur la valeur ajoutée du secteur. Cette étude discute également des opportunités et des risques liés à un TTIP pour le secteur agroalimentaire de l'UE.

Vers une industrie moins industrielle

Matthieu Crozet, Emmanuel Milet

Une proportion large et croissante d'entreprises produisent à la fois des biens et des services, ce qui suscite des interrogations sur les spécificités de l'industrie. L'opposition traditionnelle industrie/services apparaît singulièrement brouillée. Ceci devrait amener à réviser les grilles d'analyse de la désindustrialisation et les fondements des politiques industrielles

The Euro Area Urgently Needs a Federal Investment Fund (Not a Budget)

The decline in investment rates in the euro area following the global financial crisis has been sharp. And it looks as though it will



Disponible sur
www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/newsletter.asp

FOCUS
Octobre 2014

Edito
Mars 2014

Edito
Avril 2014

Base de données
Janvier 2014

not reverse significantly. Rebooting investment and channeling investable funds to the right places on the continent is therefore a major challenge for policy makers.

Le déplacement du centre de gravité de l'économie mondiale Deniz Ünal

Les évolutions remarquables de la répartition de la richesse et des flux d'échange mondiaux au cours des dernières décennies suscitent une abondance d'interprétations en termes de réorientation, voire de basculement du centre de gravité de la sphère réelle de l'économie mondiale vers l'Asie-Océanie. En s'appuyant sur les bases CHELEM et BACI du CEPII, ce panorama détaille et illustre ces tendances dans un cadre cohérent et exhaustif. Le déplacement vers l'Asie-Océanie du centre de gravité de l'économie mondiale paraît alors remarquable mais aussi naturel, eu égard à la population de cette région

Faits et chiffres
Décembre 2014

Updated Data and Projections

The macroeconomic projections database EconMap has been updated, providing homogenized and up-to-date data from 1980 to 2012, as well as improved projections up to year 2050 for 167 countries (20 more than the previous version), regarding Gross Domestic Product, production factors (capital, labor, energy) and productivity (energy-specific and capital-labor-specific).

This database is built from an updated version of the MaGE model, introducing better insights in the dynamics of global energy productivity along with economic development.

Opinion
Janvier 2014

Negative Interest Rate on Bank Deposits at the Central Bank: An Option for the ECB?

For a long time considered as impossible to implement, the negative interest rates on deposits of commercial banks at the central bank is now often mentioned as an option for the European Central Bank (ECB).

Opinion
Octobre 2014

Déflation au Japon : quelles leçons pour l'Europe ?

Evelyne Dourille-Feer

Le Premier ministre Shinzo Abe a fait de la lutte contre la déflation sa priorité pour « remettre le Japon sur pied ». Dans le contexte d'une zone euro où l'indice des prix à la consommation a atteint le niveau alarmant de 0,3 % en août 2014, quelles leçons peut-on tirer de l'expérience japonaise ?

LES "POLICY BRIEFS" DU CEPII

Can the Euro Area Avoid a “Lost Decade”?

Benjamin Carton, Jérôme Héricourt, Fabien Tripier, n° 2, avril 2014

A “lost decade” refers to an extended period of low or negative growth triggered by an economic crisis and that could have been avoided by the use of efficient crisis policies. The risk to the world’s developed economies of a lost decade was highlighted early on in the 2007-2008 crisis. Now, five years on from the severe recession of 2009, the risk appears much more of a concern for the Euro Area.

We find that there is currently a moderate to high risk of production capacities in the Euro Area being permanently impaired. The risk relates mostly to the prolonged period of stalled investment and persistent unemployment, with its detrimental effect on human capital. In addition, paying off past debt will be painful to both the public and private sectors, in particular in the context of a low inflation environment.

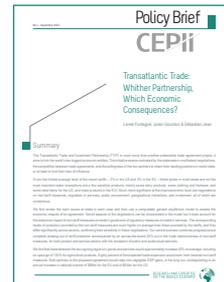
The policy response in the Euro Area has been hesitant. It emphasised structural reforms over cyclical policies. While structural reforms are a good lever for growth in the long term, they need to be accompanied by much stronger cyclical policies, especially given the recessionary environment. In short, there is a danger the decade could be lost because of an excess of confidence in the ability to fight a major economic crisis with structural reforms only.

China’s Roadmap to Harmonious Society: Third Plenum Decisions on “major issues concerning comprehensively deepening reforms”

Michel Aglietta, Guo Bai, n° 3, mai 2014

In November 2013, the central committee of the Communist Party of China (CPC), at its third plenum, issued a Directives Paper (with 16 items and 60 prescriptions), setting out a long-term strategic compendium of China’s reform agenda, based on the principle of separation between market and state under the unifying predominance of the Law. Its prescriptions refer to three basic objectives: inclusiveness, protection of rights, and improving economic efficiency.

The Directives Paper formulates an ambitious plan of reforms over the next 20 years, aimed at overhauling the factor price



Disponibles sur
www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/pb.asp

system. There are two pillars to the Reform. First, labor market developments should provide workers with enhanced bargaining power. Government is expanding the basic social safety net, promoting low catch-up, enforcing labor contracts and introducing collective bargaining. Second, capital market reform has been speeded-up by the urgency of dealing with non-performing loans held in state-owned enterprises and credit platforms guaranteed by local governments. The Government intends to foster bond markets, encourage private banks to finance SMEs, build a strong prudential framework, deregulate interest rates, and move to Renminbi convertibility in the new Shanghai free trade area.

We believe that the political feasibility of the Reform depends on the sequencing of its implementation. Benefits in the early stage would legitimate more contentious future policy decisions.

But the deep social changes involved in the Reform also imply risks. Reforming rural land and natural resource prices will be difficult. Farmers' land-use rights will be secured by law and made transferable in rural land markets. Fuel, water, electricity and carbon prices will rise progressively to their social marginal costs within an integrated urban rural model to accommodate 350 million migrants over the next 20 years. New smart cities and greater social inclusiveness will be spurred by relaxing the hukou system and the one child policy. Tough political decisions will be required related to fiscal sharing amongst local H77 governments, and rebalancing the tax system towards more progressive direct taxes.

A New Architecture for Public Investment in Europe

Natacha Valla, Thomas Brand, Sébastien Doisy, n° 4, juillet 2014

Some five years after the severe recession of 2009, private sector investment in Europe is still dangerously sluggish. And public sector investment has been cut, reinforcing the downward trend seen over the past thirty years.

In this paper, we discuss the complementarity between private and public sector investment. Evidence suggests that in the medium term, public investment does not hinder, but fosters, the quantity and efficiency of private investment. Moreover, our fiscal multiplier for public investment (at 1.4, considerably above 'breakeven') is significantly stronger than those for other fiscal instruments. Taken together, these two findings suggest that the public sphere would be well advised to tilt spending towards investment in areas such as infrastructure and human capital, which represent an investment for future generations.

A new European initiative might be needed to get investment back on track and thus protect future growth. To this end we propose establishing, by treaty, a Eurosystem of Investment Banks (ESIB), around a pan-European financial capacity that would coordinate the actions of the national public investment banks of Euro area member states and add to their funding capacity. The ESIB would channel the Euro area's excess savings towards investment in the right places throughout the continent. To do so in an economically sustainable and financially profitable way, funding would be conditional on firm commitments to growth-enhancing structural reforms and economic policies.

Our proposed Eurosystem of Investment Banks (ESIB) would be structured around a federal centre and national entities. The central node, the Fede Fund, would be created by restructuring the European Investment Bank into a truly federal entity. The Fede Fund would orchestrate the joint work of national investment and development banks with a clear European map in mind.

The mandate of the ESIB, enshrined in the Treaty, would be to promote long-term growth, well-being and employment in Europe. The mandate would, by definition, reflect a political consensus emanating democratically from the people of the Euro area member states.

The ownership and governance of the Fede Fund would be key in ring-fencing the investment process from national political agendas not linked to the promotion of long-term growth. We propose a structure with both public and private Fede shareholders, who would collectively elect the ESIB Board of Directors. The Fede Fund would also issue debt to finance investment at an economically relevant scale (10% of Euro area GDP, so around €1tn).

Central Bank Currency Swaps and the International Monetary System

Christophe Destais, n° 5, septembre 2014

Central bank currency swaps (CBCS) allow central banks to provide foreign currency liquidity to the commercial banks in their jurisdictions. Since the end of 2007, these swaps have emerged as a de facto key feature of the international monetary system (IMS), with the US Federal Reserve (FED) having extensive recourse to them during the financial crisis, and their exploitation by the People's Bank of China (PBOC) to help internationalizing the renminbi. This trend was further confirmed in the second half of 2013 with (i) the signing of two swaps agreements between the PBOC and the Bank

of England (BOE) and the European Central Bank (ECB), and (ii) the little remarked decision by six major western central banks including the US FED, announced on October 31st 2013, to make permanent previously temporary swap lines.

Currency swaps combined with the unlimited and exclusive power of central banks to create money can match the volatility of international capital flows. They have proved very effective and extremely helpful during the recent financial crisis. However, so far, central bank swaps have not been associated with conditionality, and are more precarious than alternative institutional arrangements, such as the International Monetary Fund (IMF) or regional financial agreements (RFA). Large scale use of CBCS can render central banks subject to significant counterparty risk.

The huge powers that are bestowed upon central banks as a result of CBCS have triggered questions about the possibility of institutionalizing, and therefore limiting, this new tool. This might be a step too far, since most countries link sovereignty and money creation, and would never agree to have their hands tied. However, in our view, an internationally agreed set of principles would enable a fairer and perhaps more efficient exploitation of this instrument. These principles should include a commitment to transparency. They should encourage long-lasting agreements in order to foster stability, as well as the inclusion of provisions that require commercial banks to soundly manage their foreign liquidity risk. They should also encourage international currency issuers not to unfairly exclude potential CBCS beneficiaries.

LES PANORAMAS DU CEPII



www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/panorama_analytique.asp

La géographie du commerce mondial : 1967-2011

Deniz Ünal

Les évolutions remarquables de la répartition de la richesse et des flux d'échange mondiaux au cours des dernières décennies suscitent une abondance d'interprétations en termes de réorientation, voire de basculement du centre de gravité de la sphère réelle de l'économie mondiale vers l'Asie-Océanie. En s'appuyant sur les bases CHELEM et BACI du CEPII, ce panorama détaille et illustre ces tendances dans un cadre cohérent et exhaustif. Le déplacement vers l'Asie-Océanie du centre de gravité de l'économie mondiale paraît alors remarquable mais aussi naturel, eu égard à la population de cette région. La mondialisation des échanges n'a pas gommé leur polarisation commerciale ; si la place croissante de l'Asie-Océanie – et celle de la Chine en particulier – y est également apparente, une analyse détaillée permet de situer chaque pays, contrastant notamment les pays principalement orientés vers leur région d'appartenance et d'autres, à l'instar des plus puissants, aux relations commerciales plus diversifiées.

Panorama analytique

n° 2014-A-01, janvier 2014

Chine bleue, Chine jaune : dynamiques spatiales et convergence

Françoise Lemoine, Sandra Poncet & Deniz Ünal

Depuis les débuts de la modernisation du pays, le centre de gravité de l'économie chinoise s'est situé alternativement dans la zone côtière (Chine bleue) et les régions de l'intérieur (Chine jaune). On assiste à l'heure actuelle à l'un de ces basculements : grâce à un rattrapage industriel d'un rythme inédit, les régions de l'intérieur sont en train de prendre le relais de la façade maritime qui fut le moteur du décollage économique des trente dernières années. Le rééquilibrage correspond au nouveau régime de croissance qui s'appuie progressivement sur l'expansion du marché intérieur. L'analyse est fondée sur les données du Bureau national des statistiques de la RPC : les annuaires statistiques fournissent des séries macroéconomiques longues au niveau provincial (1952-2011) ; les recensements des firmes industrielles permettent une analyse détaillée de la période 1997-2009, une période où l'industrie a joué un rôle moteur dans la croissance spectaculaire de l'économie chinoise.

Panorama analytique

n° 2014-A-02, mars 2014

Dynamiques de croissance et de population en Afrique sub-saharienne

Agnès Chevallier & Maëlan Le Goff

Après deux décennies de croissance économique trop faible pour permettre une progression des niveaux de vie, les pays d'Afrique sub-saharienne ont connu au cours des années 2000 une hausse très sensible de leur rythme de croissance. Les niveaux de PIB par tête demeurent cependant largement inférieurs à ceux des autres grandes régions en développement et l'impact de la croissance sur la pauvreté y est très faible. L'Afrique subsaharienne connaît aujourd'hui la croissance démographique la plus forte au monde du fait d'une diminution lente de la fécondité. La population est très jeune et, à l'exception des pays du sud de l'Afrique, la région bénéficiera d'un « dividende démographique » jusqu'en 2050. Cependant, les niveaux d'éducation, bien qu'en nette progression, restent faibles tandis que les inégalités dans l'accès à l'enseignement persistent.

L'ÉCONOMIE MONDIALE 2015

"Introduction"

Agnès Chevallier

"I. Économie mondiale : croissance fragile, reprise contrastée"

Matthieu Bussière et Natacha Valla

"II. Dette publique et politique monétaire dans la zone euro"

Michel Aglietta

"III. Déséquilibres des balances courantes en zone euro : où en est-on ?"

Sophie Piton

"IV. Les pays émergents face aux flux (et reflux) de capitaux"

Vincent Caupin

"V. Globalisation des cycles immobiliers et déséquilibres financiers"

Thomas Grjebine

"VI. L'expérience originale des Abenomics"

Évelyne Durille-Feer

"VII. L'Afrique subsaharienne après quinze années de croissance"

Agnès Chevallier et Maëlan Le Goff

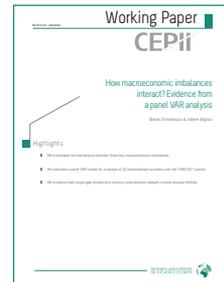
"Base de données sur l'économie mondiale"

Alix de Saint Vaulry



Sous la direction
d'Agnès Chevallier
Collection Repères,
Éditions La Découverte

LES DOCUMENTS DE TRAVAIL DU CEPII



Disponibles sur
[www.cepii.fr/CEPII/fr/
 publications/wp.asp](http://www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/wp.asp)

n° 2014-01, janvier

Oil Price Shocks and Global Imbalances: Lessons from a Model with Trade and Financial Interdependencies

Jean-Pierre Allegret, Valérie Mignon, Audrey Sallenave

L'objectif de cet article est d'étudier les effets des chocs des prix du pétrole sur les déséquilibres mondiaux, ainsi que les canaux de transmission associés. À cette fin, nous recourons à l'approche VAR globale qui nous permet de prendre en compte les interdépendances commerciales et financières entre les pays. Considérant un échantillon de 30 pays exportateurs et importateurs de pétrole sur la période 1980-2011, nous montrons que la nature du choc (choc de demande ou choc d'offre) importe pour comprendre les effets des chocs des prix du pétrole sur les déséquilibres mondiaux. En outre, nous mettons en évidence que le principal mécanisme d'ajustement aux chocs pétroliers est basé sur le canal commercial, le canal de valorisation des actifs ne jouant qu'à court terme.

Tariff Reductions, Trade Patterns and the Wage Gap in a Monopolistic Competition Model with Vertical Linkages

Francesco Di Comite, Antonella Nocco, Gianluca Orefice

Cet article examine l'impact des accords commerciaux préférentiels sur les marchés du travail. Nous proposons dans cet article un modèle théorique validé par une analyse économétrique. Les développements théoriques de cet article met l'accent sur les gains à l'échange lié aux relations verticales, c'est-à-dire à la possibilité de réduire les coûts de production grâce à l'importation des produits intermédiaires plus compétitifs. Notre modèle montre cependant que les accords commerciaux préférentiels n'affectent pas les exportations vers les pays exclus. Sur le marché du travail, nous montrons que ces accords : (i) réduisent l'emploi de travailleurs non qualifiés dans les secteurs faiblement exportateurs, (ii) augmentent

n° 2014-02, janvier

l'écart de salaire entre travailleurs qualifiés et non qualifiés. En utilisant une base de données du commerce international pour 17 pays exportateurs de l'OCDE et 122 pays importateurs, sur la période 1997-2007, nous obtenons des résultats qui soutiennent nos principales prédictions théoriques. Cela conforte l'idée selon laquelle il est important de prendre en compte le rôle des relations verticales dans l'évaluation des conséquences de l'ouverture commerciale sur les marchés du travail.

n° 2014-02, février

Looking at the Other Side of Carry Trades: Are there any Safe Haven Currencies?

Virginie Coudert, Cyriac Guillaumin, Hélène Raymond

We define "safe haven currencies" as those able to yield positive excess returns during crises and show that they are likely to have negative risk premia on the long-run. We try to identify them empirically by considering a sample of 26 currencies from advanced and emerging countries over a period spanning from 1999 to 2013. We first spot the currencies yielding negative mean excess returns over the long run and positive ones during crises; only the Japanese yen (JPY) and the US dollar (USD) meet these conditions. Second, we run a smooth transition regression (STR) of the Fama equation, in which we add the VIX as an explanatory and a transition variable, in order to capture the response of exchange rates over the global financial cycle. The results also point out to the USD and the JPY as the only candidates for a safe haven role; despite its long-run appreciation trend, the Swiss franc does not qualify for this role, as it tends to follow the downward movement of the euro during the recent financial turmoil.

n° 2014-04, février

The Geographic Pattern of China's Growth and Convergence within Industry

Françoise Lemoine, Grégoire Mayo, Sandra Poncet, Deniz Ünal

Depuis le milieu des années 2000, le centre de gravité de la croissance économique de la Chine est passé de la côte à l'intérieur du pays et l'écart de PIB par habitant entre les deux zones s'est réduit. Ce rattrapage macroéconomique traduit, avec un certain retard, le processus de convergence qui a été à l'œuvre dans l'industrie manufacturière depuis la fin des années 1990 et suggère que l'espace chinois est de plus en plus technologiquement intégré. Ce changement correspond à un modèle dans lequel l'intérieur rattrape le niveau de productivité du travail de la côte grâce aux apports de technologie et de capital en provenance de ces régions les plus avancées.

Incomplete VAT Rebates to Exporters: How Do They Affect China's Export Performance?

Julien Gourdon, Stéphanie Monjon, Sandra Poncet

n° 2014-05, février

During the last decade, the Chinese government has frequently changed the value added tax (VAT) refund levels offered to exporters. Indeed, China's VAT system is not neutral, in particular because the exporters may not receive complete refund of the domestic VAT paid on their inputs. This paper investigates how changes in the VAT rebates affect export performance in China. Our empirical analysis relies on export volume data at the HS6 product level over the 2003-12 period. To address potential endogeneity, we exploit an eligibility rule that disqualifies processing trade with supplied materials from the rebates. We find that the adjustments to the VAT rebates have significant repercussions on the exported volume: a one percentage point increase in the VAT rebate can lead to a 7% increase in export volumes. This magnitude allows to better understand the strong resistance of China's exports amid the global recession.

The Development of EU and EU Member States' External Competitiveness

Angela Cheptea, Charlotte Emlinger, Lionel Fontagné,
Gianluca Orefice, Olga Pindyuk, Robert Stehrer

n° 2014-06, mars

Nous réexaminons la question de la compétitivité européenne en utilisant des données récentes. Nous montrons que la crise financière a prélevé son tribut en Europe. Alors que les producteurs européens parvenaient globalement à maintenir leurs parts de marché mondiales jusqu'à 2007 ce n'est plus le cas depuis, y compris dans les segments de haut de gamme ou de haute technologie. Ce recul récent est attribuable à de purs effets de compétitivité et non à l'orientation des exportations. Toutefois, les exportations européennes restent de façon prédominante "Made in Europe" et incluent une part croissante de services. Les avantages internes de l'Union européenne dans le domaine manufacturé semblent avoir été épuisés ; il est maintenant nécessaire de s'appuyer sur l'extérieur de l'UE et de fonder le futur de l'industrie européenne sur la compétitivité dans les services.

Intellectual Property Rights, Product Complexity, and the Organization

Alireza Naghavi, Julia Spies, Farid Toubal

n° 2014-07, mars

This paper studies how the Intellectual Property Right (IPR) regime in destination countries influences the way multinationals structure

the international organization of their production. In particular, we explore how multinationals divide tasks of different complexities across countries with different levels of IPR protection. The analysis studies the decision of firms between procurement from related parties and from independents suppliers at the product level. It also breaks down outsourcing into two types by distinguishing whether or not they involve technology sharing between the two parties. We combine data from a French firm-level survey on the mode choice for each transaction with a newly developed complexity measure at the product level. Our results confirm that firms are generally reluctant to source highly complex goods from outside firm boundaries. By studying the interaction between product complexity and the IPR protection, we obtain that (i) for technology-sharing-outsourcing IPRs promote outsourcing of more complex goods to a destination country by guaranteeing the protection of their technology, (ii) for non-technology-related-outsourcing IPRs attract the outsourcing of less complex products that are more prone to reverse engineering and simpler to decodify and imitate.

n° 2014-08, mars

Trade Liberalization, Democratization and Technology Adoption

Matteo Cervellati, Alireza Naghavi, Farid Toubal

We study the role of trade liberalization, democratization and their interaction for technology adoption. A general equilibrium theory with heterogeneous skills predicts a complementarity between trade and political regimes. Openness should accelerate technology adoption if coupled with democratization but may lead to a slowdown if these regime changes are imbalanced. We use panel data on technology adoption at the sectoral level for the period 1980-2000. We exploit within country variation and the heterogeneous timing of openness and democratization. The results document the existence of a positive interaction between these institutional changes for technology adoption.

n° 2014-09, mars

Immigrants and Firms' Productivity: Evidence from France

Cristina Mitaritonna, Gianluca Orefice, Giovanni Peri

Les migrants peuvent constituer une main d'œuvre complémentaire aux travailleurs nationaux, permettre la réallocation par compétences et la réduction des coûts des entreprises. Ces effets pourraient être bénéfiques pour les entreprises et accroître leur productivité et profits. Cependant, toutes les entreprises n'embauchent pas des travailleurs migrants. Prenant en considération le fait que les entreprises ont des coûts fixes différents à l'embauche d'immigrants, en raison de leur accès à l'information et aux réseaux, nous estimons l'impact d'une augmentation de l'offre locale d'emploi par les immigrants sur l'emploi et

la productivité des entreprises qui embauchent des migrants. En utilisant des données de firmes françaises sur la période 1995-2005, nous montrons qu'une augmentation de l'offre de travailleurs étrangers dans un département augmente la productivité des entreprises qui utilisent des employés étrangers dans ce même département. Nous constatons également que cet effet est nettement plus fort pour les entreprises avec un niveau initial d'emploi étranger faible ou nul ; ce sont les entreprises dont la part d'immigrants dans l'emploi total augmente le plus. Nous constatons également que l'effet positif des immigrants sur la productivité est associé à une croissance plus rapide du capital et une amélioration de la performance à l'exportation (marge extensive et extensive) des entreprises. Si ces derniers résultats dépendent de la part des immigrés dans l'emploi total des entreprises, nous trouvons par contre que l'immigration a un effet positif sur les salaires des travailleurs nationaux ainsi que sur leurs spécialisations dans les professions complexes, et ce pour toutes les entreprises dans le département.

The Servitization of French Manufacturing Firms

Matthieu Crozet, Emmanuel Millet

n° 2014-10, mai

Dans tous les pays développés, la part de la valeur ajoutée manufacturière dans le PIB a diminué de façon continue depuis les années 1950. Elle est désormais inférieure à 15 % dans la plupart des pays de l'OCDE. Ce déplacement de la valeur ajoutée et de l'emploi industriels vers la production de services peut être encore plus profond que ce que laissent entrevoir les analyses reposant sur les classifications sectorielles. L'activité des entreprises tend en effet à devenir de plus complexe et variée, de sorte que la frontière entre les services et l'industrie devient de plus en plus difficile à cerner. Cet article utilise des données de bilan détaillés pour décrire l'importance de la production de services pour autrui d'un très large échantillon de entreprises manufacturières françaises. Nos données révèlent que 83 % des entreprises enregistrées dans les secteurs manufacturiers produisent des services pour autrui, et environ un tiers produisent plus de services que de biens. Au cours de la période 1997-2007, les entreprises manufacturières ont encore augmenté leur production de services. Cette "servitisation" de l'industrie suggère que le processus de désindustrialisation est également en cours au sein des entreprises.

Risk Shocks and Divergence Between the Euro Area and the US

Thomas Brand, Fabien Tripier

n° 2014-11, juillet

Pourquoi les économies de la zone Euro et des États-Unis ont-elles divergé en 2011 alors qu'elles étaient fortement synchronisées

durant la récession de 2008-2009 ? Pour expliquer cette divergence, nous proposons une interprétation structurelle de ces épisodes à partir de l'estimation d'un modèle de cycle augmenté de frictions financières pour les deux économies. Nos résultats montrent que les chocs de risque, mesurés par la volatilité idiosyncratique dans le secteur financier, jouent un rôle crucial dans la divergence de ces deux économies en l'absence de retournement de l'incertitude dans la zone Euro. Les chocs de risque stimulent la croissance du crédit et de l'investissement aux États-Unis depuis le creux de 2009 tandis qu'ils sont à l'origine de la double récession dans la zone Euro. Un site Web compagnon est disponible sur <http://shiny.cepii.fr/risk-shocks-and-divergence>.

n° 2014-12, septembre

Fragmenting Global Business Processes: A Protection for Proprietary Information

Julien Gooris, Carine Peeters

Suite aux progrès liés aux technologies de l'information, les coûts et efforts liés aux échanges à distance d'information ont drastiquement réduit. Ces changements ont créé des nouvelles opportunités pour exploiter des avantages comparatifs en réorganisant les chaînes de valeur en termes de géographie et de mode de gouvernance des opérations. Cependant la désagrégation et fragmentation des processus des entreprises tend à accroître la dispersion des contenus propriétaires – flux d'information et savoirs – à travers les différents sites de production et les intermédiaires. Ainsi, cette recherche étudie la fragmentation des activités de production de services à l'étranger comme mécanisme de protection des informations et les savoirs propriétaires de la firme présents dans les chaînes de valeur internationales. Les entreprises ajustent l'étendue des activités menées à l'étranger pour d'adapter leur stratégie de protection des savoirs et informations propriétaires à la disponibilité de mécanismes de protection légale et de contrôle interne. Nous présentons et confirmons empiriquement l'hypothèse selon laquelle, lorsque ces deux mécanismes ne sont pas disponibles, les entreprises utilisent le substitut de protection offert par une fragmentation fine des segments de la chaîne de valeur réalisés à l'étranger. Elles exploitent les complémentarités entre les différentes tâches et réduisent le risque de détournement de leurs contenus propriétaires. Nous mettons également en avant que, d'une part, l'expérience dans le pays de production et, d'autre part, la valeur du contenu propriétaire renforcent la propension à utiliser ce mécanisme de fragmentation.

Migration and Regional Trade Agreement: A (new) Gravity Estimation

Gianluca Orefice, Luiz Lima, Erik Figueiredo

n° 2014-13, septembre

Cet article examine le rôle des accords commerciaux régionaux (ACR) sur la migration internationale bilatérale. En augmentant l'information sur le pays de destination, l'ACR peut favoriser les flux migratoires bilatéraux entre les pays membres. S'appuyant sur le modèle de gravité pour migration d'Anderson (2011), nos stratégies économétriques contrôlent pour la résistance multilatérale des migrations (Bertoli et Fernandez-Huertas Moraga, 2013) et résolvent le problème technique lié à l'absence de flux migratoires en utilisant une approche de régression par quantile censuré. En outre, le problème de l'endogénéité des ACR est traité en utilisant des variables instrumentales (Chernozhukov et Hansen, 2008). Nos résultats suggèrent que la présence d'un ACR stimule les flux migratoires entre les pays membres. L'effet pro-migration des ACR est amplifié si l'accord comporte également des dispositions d'assouplissement des procédures bureaucratiques pour visa et asile entre les pays membres. Enfin, nous constatons un effet non linéaire des ACR sur la distribution des immigrants entre quantiles.

Offshoring and the Shortening of the Quality Ladder: Evidence from Danish Apparel

Valérie Smeets, Sharon Traiberman, Frederic Warzynski

n° 2014-14, septembre

Recently a small and growing empirical literature has attempted to analyze the role that quality plays in our understanding of trade. In particular, the recent work of Khandelwal (2010) has brought the insights of structural IO models of demand to bear into trade data. Our work builds on this new structural literature; we use similar demand estimation techniques on a panel of Danish apparel firms from 1997 to 2010 in order to analyze how firms responded to China's entry to the WTO and the dismantling of the Multi-Fibre Agreement. We explore the implications of offshoring and import competition on the distribution of apparel quality within Denmark, and demonstrate the firm-level mechanisms that induced the observed aggregate changes. In particular, we show that the quality ladder tightens in response to trade shocks as initially low quality firms upgrade their quality relative to other firms while initially middle and high quality downgrade their output quality. An important qualification is that the quality of exports from the source country is a key determinant in both the uptake of offshoring and resultant decisions regarding quality. Finally, import competition appears to spur entry of higher

quality firms and exit of lower quality producers. Nevertheless, the reallocation pattern is imperfect, suggesting that two sources of heterogeneity – the productivity and the quality margin – are key to understanding these patterns.

n° 2014-15, septembre

International Trade and Firm-Level Markups when Location and Quality Matter

Flora Bellone, Patrick Musso, Lionel Nesta, Frederic Warzynski

In this paper, we estimate firm-level markups and test some micro-level predictions of a model of international trade with heterogeneous firms and endogenous markups. Our theoretical framework is an extended version of the Melitz and Ottaviano (2008) (MO) model that features both quality and spatial differentiation across firms. In line with our model, we find that firm markups are positively related to firm productivity and negatively related to the toughness of local competition. Considering the relationship between firm markups and exports, we find evidence that markups are higher for exporters, what appears to indicate that the quality-enhancing channel overbalances the price-depressing channel of global competition.

n° 2014-16, septembre

The Cleansing Effect of Minimum Wage: Minimum Wage Rules, Firm Dynamics and Aggregate Productivity in China

Florian Mayneris, Sandra Poncet, Tao Zhang

Nous étudions comment la réforme de 2004 des minima de salaires en Chine a affecté la survie, le salaire moyen, l'emploi et la productivité des entreprises locales. Pour identifier l'effet causal de la croissance du salaire minimum, nous utilisons des données au niveau des entreprises pour plus de 160.000 firmes manufacturières actives en 2003 et associons une estimation en triple-différence avec des variables instrumentales qui s'appuient sur les caractéristiques institutionnelles de la réforme de 2004. Nous constatons que l'augmentation du salaire minimum au niveau de la ville a donné lieu à une plus faible probabilité de survie pour les entreprises qui étaient les plus exposées à la réforme. Pour les entreprises survivantes, les coûts salariaux ont augmenté sans répercussions négatives sur l'emploi. La principale explication de cette constatation est une hausse de leur productivité, leur permettant d'absorber le choc de coût sans nuire à leur travail ni à leur rentabilité. Au niveau ville, nos résultats montrent que des salaires minimum plus élevés favorisent la croissance de la productivité globale grâce à l'amélioration de la productivité des entreprises en place et à l'entrée nette de firmes plus productives. Ainsi, dans une économie à croissance rapide

comme la Chine, il y a un effet de nettoyage d'une hausse de la rémunération réglementaire des travailleurs. La croissance du salaire minimum permet aux entreprises les plus productives de remplacer les moins productives et force les entreprises en place à devenir plus compétitives, ces deux mécanismes renforcent l'efficacité globale de l'économie.

Capital Inflows, Exchange Rate Regimes and Credit Dynamics in Emerging Market Economies

Robin Boudias

n° 2014-17, septembre

This paper investigates the impact of the exchange rate regime (ERR) on the cycle of capital flows, the private credit growth rate and the level of dollarization in emerging market economies. We consider two different panels including 12 and 22 countries over the periods 1980-2010 and 1994-2008, respectively. We estimate a Panel Smooth Transition Regression (PSTR) model in order to assess whether the impact of ERR on credit dynamics is affected by the cyclical component of capital flows. Our findings are threefold. First, the ERR has no impact on the cyclical component of capital flows. Second, credit expansion is procyclical in economies with pegged currencies. Third, during capital inflows or low outflows periods, economies with fixed exchange rate regimes show a higher level of dollarization. When outflows are sizeable, ERR no longer impacts the level of dollarization. These results suggest that ERR should be an important variable in conceiving the policy mix to cope with domestic credit expansions and liability dollarization.

A Search-Theoretic Approach to Efficient Financial Intermediation

Fabien Tripier

n° 2014-18, novembre

This article develops a search-theoretic model of financial intermediation to study the efficiency condition of the banking sector. Competitive financial intermediation is determined by the search decisions of both households (to find adequate financial products) and banks (to attract depositors through marketing and to select borrowers through auditing) and by the interest rate setting mechanism. The efficiency of the competitive economy requires that interest rates are posted by banks or are bargained under a specific Hosios (1990) condition, which addresses the hold-up problem induced by search frictions on the credit and deposit markets. Interbank market frictions are introduced to show how an interbank market crisis leads to inefficient financial intermediation characterized by credit rationing and high net interest margin.

n° 2014-19, novembre

Corporate Debt Structure and Economic Recoveries

Thomas Grjebine, Urszula Szczerbowicz, Fabien Tripier

Cet article étudie l'évolution de la structure de la dette des entreprises au cours du cycle économique ainsi que ses interactions avec les reprises économiques. La structure de la dette des entreprises est mesurée par la part des obligations dans le crédit total accordé aux entreprises non-financières pour un panel de vingt-cinq économies sur la période 1989-2013. Nous montrons d'abord que la substitution des obligations aux prêts bancaires durant les reprises est un phénomène régulièrement observé au cours des cycles économiques. Nous montrons ensuite que les économies caractérisées par une part élevée des obligations et une forte substitution entre obligations et prêts connaissent des reprises économiques plus rapides. La relation entre structure de la dette des entreprises et reprise économique est robuste à la prise en compte d'indicateurs de développement financier. Un modèle théorique est développé pour expliquer cette relation par l'existence de contraintes financières pesant sur l'offre de crédit des banques.

n° 2014-20, décembre

Agricultural Supply Chains and Farmers Constraints: Welfare Impacts in ECOWAS Countries

Nicolas Depetris-Chauvin, Guido Porto

We study the interplay between market structure and other domestic factors that affect the production and consumption decisions of agricultural families in Africa. We are interested in modeling the production allocation of factors of production to various cash and food crops and in how this allocation depends on competition along the supply chain and on the constraints faced by different types of farmers. The model describes the behavior of farms, exporters and importers in a simple partial equilibrium setting. In particular, we build three different versions of the model to deal with the three basic scenarios that we face in our empirical work. That is, we build a model to explore the case of cash crop production (mostly for exports). We then adapt this model to deal with the case of a country that is a net exporter of a food crop. Finally, we develop a different version of the model for the case of a country that is a net importer of a food crop. We study changes in market structure and in key parameters of the model that capture various household constraints and institutional access. We analyze the changes in real income of household caused by the hypothetical price changes of cash and food crops predicted by the models' simulations in Burkina Faso, Ghana, Nigeria and Senegal.

Knocking on Tax Haven's Door: Multinational Firms and Transfer Pricing

Ronald B. Davies, Julien Martin, Mathieu Parenti, Farid Toubal

n° 2014-21, décembre

This paper analyzes the transfer pricing of multinational firms. We propose a simple framework in which intra-firm prices may systematically deviate from arm's length prices for two motives: i) pricing to market, and ii) tax avoidance. Multinational firms may decide not to avoid taxes if the risk to be sanctioned is high compared to the tax gap. Using detailed French firm-level data on arm's length and intra-firm export prices, we find that both mechanisms are at work. The sensitivity of intra-firm prices to foreign taxes is reinforced once we control for pricing-to-market determinants. Most importantly, we find almost no evidence of tax avoidance if we disregard exports to tax havens. Back-of-the-envelope calculations suggest that tax avoidance through transfer pricing amounts to about 1% of the total corporate taxes collected by tax authorities in France. The lion's share of this loss is driven by the exports of 450 firms to ten tax havens. As such, it may be possible to achieve significant revenue increases with minimal cost by targeting enforcement.

The Circular Relationship between Inequality, Leverage, and Financial Crises: Intertwined Mechanisms and Competing Evidence

Rémi Bazillier, Jérôme Héricourt

n° 2014-22, décembre

The academic interest around the well-known inequality-finance nexus has recently been the subject of a renewed attention. A recent, yet flourishing literature started pointing inequality as a possible cause credit bubbles, leading to financial crises. Based on the existing literature, this paper aims at disentangling the various influences underlying the two-way relationship between inequality and finance, by focusing on a causality chain made of three main links: inequality, credit, and financial crises. The literature finds evidence of a positive causal relationship from inequality to credit, both direct (a rise of credit demand as a result of high inequalities) and indirect (inequality incites governments to support credit supply in order to maintain aggregate consumption); coincident factors are not to be excluded either (financial deregulation increasing simultaneously both inequalities and leverage). As credit booms appear to be the main determinant of financial crises, the possible direct and indirect impact of inequalities on such booms is a fundamental dimension to be taken into account by policymakers. Finally, the literature does not provide decisive conclusions concerning the sign of the distributional impact of financial development, financial

n° 2014-23, décembre

deregulation and financial crises. It is fair to say however, that a majority of studies conclude to an increase of inequality following a financial crisis. The gaps identified in the literature allow pointing at several avenues for future research.

Trade Policy Coordination and Food Price Volatility

Christophe Gouel

De nombreux pays ajustent leur politique commerciale de manière contracyclique par rapport aux prix alimentaires, au point que les restrictions aux exportations utilisées par beaucoup de pays exportateurs ont occasionnellement menacé la sécurité alimentaire des pays importateurs. Notre article analyse la coordination des politiques commerciales lorsque celles-ci sont motivées à la fois par la manipulation des termes de l'échange et par le désir de limiter la volatilité des prix alimentaires domestiques. Ce cadre théorique implique que les pays importateurs et exportateurs ont des incitations à dévier de la coopération à des périodes différentes : les exportateurs lorsque les prix sont élevés et les importateurs lorsque les prix sont bas. Dans la mesure où les prix des matières premières alimentaires ont une distribution asymétrique avec une queue de distribution étalée vers les prix élevés, un accord commercial tendrait à générer des résultats asymétriques. En l'absence de coopération, un pays importateur utilise plus fréquemment sa politique commerciale du fait de la concentration des prix mondiaux en dessous de leur moyenne, mais un pays exportateur aura une plus grande incitation à dévier de la coopération car les déviations positives des prix par rapport à leur moyenne sont plus importantes que les déviations négatives. L'asymétrie de la distribution des prix alimentaires pourrait donc rendre difficile tout accord international pour discipliner l'usage des restrictions aux exportations.

n° 2014-24, décembre

CEPII NTM-MAP: A Tool for Assessing the Economic Impact of Non-Tariff Measures

Julien Gourdon

Visit CEPII NTM-MAP:
http://www.cepii.fr/CEPII/fr/bdd_modele/presentation.asp?id=28

This paper documents NTM-MAP, CEPII's database measuring the incidence of Non-Tariff Measures through different methodologies, based on UNCTAD multilateral database. Three indexes are proposed as proxies for NTMs occurrence: frequency index, coverage ratio and prevalence score. Those indices are systematically computed for several countries and products classifications and for five different categories of NTMs (SPS, TBT, PSI, Price Control and Quantitative Restrictions). 63 countries are covered, with reference year 2010, 2011 or 2012, using two

different product disaggregation levels (HS-2 and HS-Section). This comprehensive dataset on non-tariff measures is intended for descriptive, trade policy or econometric analysis.

Assessing House Price Effects on Unemployment Dynamics

François Geerolf, Thomas Grjebine

n° 2014-25, décembre

Nous étudions l'impact des prix de l'immobilier sur les dynamiques de l'emploi. À partir d'une base de données portant sur une trentaine de pays pour les 40 dernières années, nous montrons l'effet large et significatif des prix immobiliers sur les fluctuations de l'emploi, en utilisant les taxes foncières comme instrument des prix de l'immobilier. Une hausse (instrumentée) de 10 % des prix de l'immobilier conduit à une baisse du taux de chômage de 3,4 %. Les résultats sont robustes à l'inclusion des variables communément utilisées pour expliquer les fluctuations du taux de chômage. Si les booms immobiliers conduisent à l'augmentation de l'emploi dans le secteur de la construction, les prix de l'immobilier impactent également l'emploi total à travers leurs effets sur l'investissement non-résidentiel et la consommation, deux déterminants de la demande de travail. Les booms immobiliers ont un effet spécifique sur l'emploi manufacturier en conduisant à une appréciation du taux de change réel qui affecte l'activité dans ce secteur.

World Trade Flows Characterization: Unit Values, Trade Types and Price Ranges

Charlotte Emlinger, Sophie Piton

n° 2014-26, décembre

Nous présentons une nouvelle base de données permettant de distinguer la nature des flux de commerce. La comparaison du commerce entre deux partenaires et l'analyse des valeurs unitaires permet de distinguer ce qui relève du commerce univoque de ce qui est du commerce intra-branche et de déterminer s'il s'agit de différenciation horizontale ou verticale en suivant la méthodologie développée par Fontagné & Freudenberg (1997). La comparaison des valeurs unitaires permet par ailleurs de classer chaque flux bilatéral dans une gamme de prix au niveau du produit.

En mobilisant les bases de données du CEPII BACI et Trade Unit Value (TUV), harmonisée suivant la méthodologie de BACI, nous créons une base de donnée qui associe à chaque flux bilatéral une gamme de prix (haut, moyen et bas gamme) et un type de commerce (univoque, croisé de variété, croisé de qualité). L'indicateur de Grubel Lloyd est également calculé pour chaque flux, sur la période 1998-2013.

Nous montrons que le commerce est toujours principalement inter-branche et concerne de plus en plus des produits de gamme moyenne.

n° 2014-27, décembre

European High-End Varieties in International Competition

Lionel Fontagné, Sophie Hatte

On étudie dans cet article la concurrence internationale pour les variétés de luxe des 416 catégories HS6 dans lesquelles les marques de luxe françaises exportent leurs produits. Nous construisons une base de données mondiales des échanges pour ces catégories de produits, nous calculons la valeur unitaire des flux commerciaux et nous étudions la concurrence entre les principaux pays exportateurs. La distribution des valeurs unitaires permet de définir un segment de marché du luxe. Les exportations dans ce segment apparaissent moins sensibles à la distance mais plus sensible à la richesse du pays de destination que les autres variétés, mais seulement pour les pays exportateurs disposant d'un grand nombre de marques de luxe. Ceci suggère une prime au premier entrant.

n° 2014-28, décembre

Mega-deals: What Consequences for Sub-Saharan Africa?

Houssein Guimbard, Maëlan Le Goff

Les pays d'Afrique sub-saharienne sont totalement exclus des méga-deals (négociations d'accords commerciaux entre UE-USA, UE-Japon, Chine-Japon-Corée du Sud...) : ces pays pourraient cependant subir d'importantes répercussions économiques, leurs exportations restant dépendantes de ces grands marchés. En utilisant un modèle d'équilibre général calculable dynamique (MEGC), nous trouvons que les méga-deals auront un impact négatif sur le revenu réel des pays d'Afrique sub-saharienne. L'intégration régionale (le projet d'accord «Tripartite», qui prévoit la création d'une zone de libre-échange comprenant 26 pays) en Afrique tend à limiter les pertes dues aux méga-deals, mais ne peut les compenser. Un accord continental, impliquant tous les pays d'Afrique sub-saharienne, pourrait légèrement contrebalancer l'impact négatif de ces grands accords. Dans ce cadre, nous montrons également que l'ouverture des pays africains vers l'Asie pourrait être une solution possible pour réduire les phénomènes de détournement de commerce et d'érosion des préférences.

LES RAPPORTS D'ÉTUDE DU CEPII

Risques et opportunités pour le secteur agroalimentaire européen liés à un possible accord entre l'UE et les États-Unis

Jean-Christophe Bureau, Anne-Célia Disdier, Charlotte Emlinger, Gabriel Felbermayr, Lionel Fontagné, Jean Fouré, Sébastien Jean

Le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) est en cours de négociation. Ce rapport donne un aperçu détaillé des échanges agricoles entre l'UE et les États-Unis. Il analyse les obstacles au commerce en place, particulièrement les obstacles non tarifaires. Un modèle d'équilibre général calculable du commerce international est utilisé afin d'évaluer l'impact potentiel du TTIP sur les exportations et les importations agroalimentaires, ainsi que sur la valeur ajoutée du secteur. Cette étude discute également des opportunités et des risques liés à un TTIP pour le secteur agroalimentaire de l'UE.



Disponibles sur
www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/reports.asp

n° 2014-01, septembre

LE BLOG DU CEPII

"Le CEPII vous présente ses meilleurs voeux pour 2014 !", Billet du 2 janvier 2014, par le S. Jean.

"La région, ancrage de la globalisation commerciale", Faits & Chiffres du 7 janvier 2014, par D. Ünal.

"Le doux commerce des volailles françaises ? 2/2", Billet du 13 janvier 2014, par C. Emlinger, D. Mirza.

"L'euro : trop fort pour les exportations françaises ?", Billet du 23 janvier 2014, par J. Héricourt, Philippe Martin, Gianluca Orefice.

"Les Abenomics : un an après...", Billet du 23 janvier 2014, par É. Dourille-Feer.

"Fed : les deux défis que devra affronter Janet Yellen", Billet du 30 janvier 2014, par C. Destais.

"Revenus dans les pays développés et en développement : de la grande divergence à la grande convergence", Faits & Chiffres du 31 janvier 2014, par M. Fouquin.

"Les investissements étrangers en France : biais statistiques et astuces comptables", Billet du 4 février 2014, par S. Jean, F. Toubal.

"Le yuan : future grande devise internationale ?", Billet du 4 février 2014, par J.-P. Patat.

"Modalités et enjeux de la sortie du quantitative easing aux États-Unis", Billet du 5 février 2014, par U. Szczerbowicz.

"The French Should Care about Karlsruhe", Billet du 12 février 2014, par N. Valla.

"Le remboursement discriminant de la TVA aux exportateurs : une politique industrielle efficace pour la Chine", Faits & Chiffres du 26 février 2014, par J. Gourdon, S. Monjon, S. Poncet.

"Les bitcoins peuvent-ils inspirer confiance ?", Billet du 3 mars 2014, par C. Destais.

"L'industrie française produit de plus en plus de services", Billet du 3 mars 2014, par M. Crozet, E. Milet.



Disponibles sur
<http://www.cepii.fr/BLOG/bi/blog.asp>

"Quelles sont les vraies monnaies refuges pendant les crises ?", Faits & Chiffres du 5 mars 2014, par V. Coudert, C. Guillaumin, H. Raymond.

"Zone euro : la déflation n'est pas le sujet", Billet du 6 mars 2014, par N. Valla.

"Le bitcoin, innovation véritable, mirage...", Billet du 7 mars 2014, par J.-P. Patat.

"Les étudiants étrangers : quels enjeux économiques ?", Billet du 12 mars 2014, par L. Ragot.

"Hong Kong : 10^e ou 70^e exportateur mondial ?", Faits & Chiffres du 18 mars 2014, par A. de Saint Vaulry.

"Approvisionnement énergétique : le dilemme européen", Billet du 19 mars 2014, par L. Nayman, A. de Saint Vaulry.

"L'évolution de l'économie chinoise change la donne sur le marché mondial", Billet du 24 mars 2014, par F. Lemoine.

"La déflation : un spectre qui rôde en zone euro", Billet du 1 avril 2014, par M. Aglietta.

"Jusqu'où peut aller la responsabilité des grandes banques centrales ?", Billet du 1^{er} avril 2014, par J.-P. Patat.

"The Euro Area Urgently Needs a Federal Investment Fund (Not a Budget)", Billet du 9 avril 2014, par N. Valla.

"Faut-il négocier un accord de libre-échange entre l'UE et la Chine ?", Billet du 10 avril 2014, par S. Jean.

"70 ans après les accords de Bretton Woods, quel rôle pour le Fonds Monétaire International ?", Billet du 15 avril 2014, par C. Destais.

"Banques centrales des pays émergents et volatilité des capitaux : le cas de la Turquie", Billet du 17 avril 2014, par U. Szczerbowicz.

"Les pays avancés doivent-ils craindre la stagnation séculaire ?", Billet du 29 avril 2014, par M. Aglietta.

"La Chine devient la première économie du monde plus tôt que prévu", Billet du 5 mai 2014, par S. Jean, D. Ünal.

"Les non-dits du discours "anti-euro"", Billet du 5 mai 2014, par N. Valla.

"Quand les statisticiens du commerce international se rencontrent",
Faits & Chiffres du 19 mai 2014, par Alix de Saint Vaulry.

"Bilans de la Fed et de la BCE : des modes opératoires différents",
Billet du 21 mai 2014, par J.-P. Patat.

"L'Europe aura sa décennie perdue", Billet du 26 mai 2014, par
Benjamin Carton, J. Héricourt, Fabien Tripier.

"La Fed ressemblera-t-elle bientôt à la BCE ?", Billet du 4 juin 2014,
par J.-P. Patat.

"Mesures non tarifaires : que négocie-t-on avec les États-Unis ?",
Faits & Chiffres du 6 juin 2014, par J. Gourdon.

"Accord commercial États-Unis/Europe : vers une baisse de la
qualité des produits ?", Billet du 11 juin 2014, par J. Gourdon.

"Chine : stratégie pour une 'société harmonieuse'", Billet du 12 juin
2014, par M. Aglietta, Guo Bai.

"Le retournement du marché immobilier en France devrait réduire le
déficit courant", Billet du 30 juin 2014, par T. Grjebine.

"Comment faire baisser les taux d'intérêt ? Rogoff revisité", Billet du
1 juillet 2014, par Benjamin Carton.

"Chine : la verticale des réformes", Billet du 10 juillet 2014, par
F. Lemoine.

"Mme Lagarde a-t-elle raison d'attribuer la reprise économique au
Royaume-Uni à l'austérité budgétaire ?", Billet du 17 juillet 2014,
par T. Grjebine.

"Nouvelle Banque de Développement des BRICS : une étape vers
la réforme du SMI", Billet du 20 juillet 2014, par M. Aglietta.

"Un solde courant positif pour l'Allemagne, à quel prix ?", Faits &
Chiffres du 22 juillet 2014, par L. Nayman.

"Indonésie : un grand pays islamique, émergent et démocratique",
Billet du 22 juillet 2014, par M. Fouquin.

"Les migrations intra-européennes bénéficient surtout aux pays
d'accueil", Billet du 24 juillet 2014, par M. Le Goff.

"Reforming the European Investment Bank: a New Architecture for
Public Investment in Europe", Billet du 30 juillet 2014, par N. Valla.

- "Un monde sans dollar ?", Billet du 31 juillet 2014, par C. Destais.
- "Erdogan et sa "Nouvelle Turquie"", Billet du 9 août 2014, par D. Ünal, P. Rötig.
- "Le choc de la hausse de la TVA au Japon risque-t-il de faire dérailler les 'Abenomics' ?", Billet du 13 août 2014, par É. Dourille-Feer.
- "TiSA : des enjeux spécifiques aux économies des partenaires", Billet du 18 août 2014, par J. Gooris.
- "Le crédit aux entreprises : point faible de la zone euro", Billet du 22 août 2014, par Fabien Tripier.
- "Risques et opportunités d'un accord transatlantique pour l'agroalimentaire européen", Billet du 3 septembre 2014, par C. Emlinger, Jean Fouré.
- "Les migrations intra-européennes sont d'ampleur limitées et se concentrent sur les grands pays", Billet du 4 septembre 2014, par Xavier Chojnicki.
- "La difficile sortie de la déflation au Japon", Billet du 11 septembre 2014, par É. Dourille-Feer.
- "Fragmenter sa production pour protéger ses activités internationales", Billet du 18 septembre 2014, par J. Gooris.
- "The Delusion of State Guarantees", Billet du 3 octobre 2014, par N. Valla.
- "L'inflation est-elle un facteur de croissance ?", Billet du 15 octobre 2014, par J.-P. Patat.
- "Investissement public européen : ici et maintenant !", Billet du 16 octobre 2014, par M. Aglietta.
- "Non, la France ne souffre pas d'un problème d'offre de logement", Billet du 30 octobre 2014, par T. Grjebine.
- "OMC : oublier Doha ?", Billet du 12 novembre 2014, par S. Jean.
- "La difficile intégration régionale en Asie", Billet du 13 novembre 2014, par M. Fouquin.
- "Les stress tests de la BCE, exercice salutaire ou 'vaste blague'?", Billet du 19 novembre 2014, par J.-P. Patat.

"Le salaire minimum permet d'améliorer la productivité des pays en développement", Billet du 19 novembre 2014, par S. Poncet, F. Mayneris.

"La baisse de l'euro s'annonce durable et profitable pour les économies de la zone", Billet du 21 novembre 2014, par J. Héricourt.

"Nouvel épisode de récession pour l'économie Japonaise", Faits & Chiffres du 24 novembre 2014, par É. Dourille-Feer.

"Salaire minimum et emploi : nouvelles approches d'un débat persistant", Billet du 25 novembre 2014, par A. Chevallier.

"Le commerce trans-pacifique bascule vers l'Asie", Billet du 27 novembre 2014, par F. Lemoine.

"Achats d'obligations souveraines : la BCE confrontée à l'hétérogénéité de la zone", Billet du 4 décembre 2014, par U. Szczerbowicz.

"TTIP is about regulatory coherence", Billet du 8 décembre 2014, par L. Fontagné, S. Jean.

"Le commerce extérieur chinois : l'usine du monde au ralenti", Billet du 11 décembre 2014, par F. Lemoine.

"L'incidence de la Chine sur l'économie mondiale commence à passer aussi par le canal du crédit", Billet du 16 décembre 2014, par C. Destais.

"Sortir la zone euro du piège de la croissance basse", Billet du 19 décembre 2014, par M. Aglietta.

"Long Live the Juncker Plan!", Billet du 21 décembre 2014, par N. Valla.

"Prix de transfert et optimisation fiscale : le fait d'un faible nombre d'entreprises multinationales dans les paradis fiscaux", Billet du 22 décembre 2014, par F. Toubal, R. B. Davies, J. Martin, M. Parenti.

"Politique de liquidité de la BCE et relance du crédit bancaire", Billet du 23 décembre 2014, par U. Szczerbowicz.

Annexe 2



Le site internet du CEPII

LE SITE INTERNET DU CEPII

www.cepii.fr

L'offre du site

L'intégralité des travaux du CEPII est accessible à l'internaute. Pour l'année et pour l'ensemble des produits depuis leur création, depuis la numérisation de l'ensemble des publications : 515 documents de travail depuis 1994 et 496 lettres (dont 148 en anglais) depuis 1979, les résumés de 140 numéros de la revue *International Economics* depuis 1980. Comme chaque année, le fonds du site s'est enrichi de nouveaux événements et publications : 28 *Documents de travail*, 4 Policy briefs, 11 numéros de *La Lettre du CEPII*, 11 *Newsletters en français*, 11 *Newsletters en anglais*, 3 panoramas analytiques, 45 réunions, 4 numéros d'*International Economics*. Les références relatives à la présentation des travaux du CEPII dans les médias, revues scientifiques, ont été ajoutées : 328 articles ou interviews dans les médias (287 en 2013), 26 articles dans les revues scientifiques.

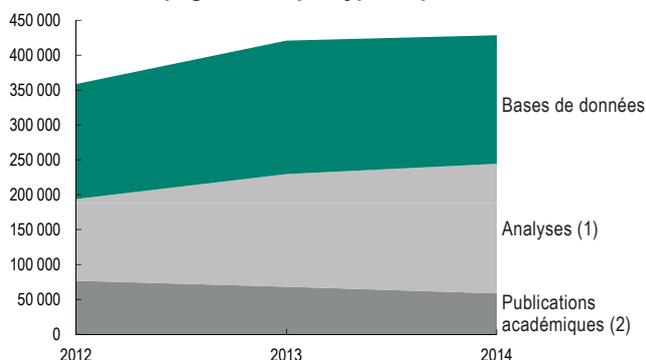
Une fréquentation stable

Selon les outils de mesure d'audience utilisés, les chiffres de fréquentation globale peuvent varier significativement. Ainsi, pour une même journée Awstats¹ compte 4 000 visites et 28 000 pages vues, Xiti² 550 visites et 1 600 pages vues. Même le recensement des visiteurs uniques diffère du fait de la définition propre de la période de référence : visiteur unique identifié sur un mois (xiti), ou sur un jour (Awstats). En outre, l'évolution constante des outils de mesures proposés, des technologies utilisées sur le site et des serveurs affaiblit la pertinence d'une comparaison dans le temps. On peut en revanche s'arrêter sur l'évolution de la structure de l'audience.

¹ Awstats utilise un système de logs, comptabilisant l'ensemble des requêtes et leurs réponses.

² Xiti stocke les informations par le biais de marqueurs spécifiques et distincts introduits dans chaque page du site, dans le lien sur chaque document téléchargeable.

Les pages vues, par type de produits CEPII



(1) Billets du Blog du CEPII, L'économie mondiale, La lettre du CEPII, Panoramas, Policy Briefs.

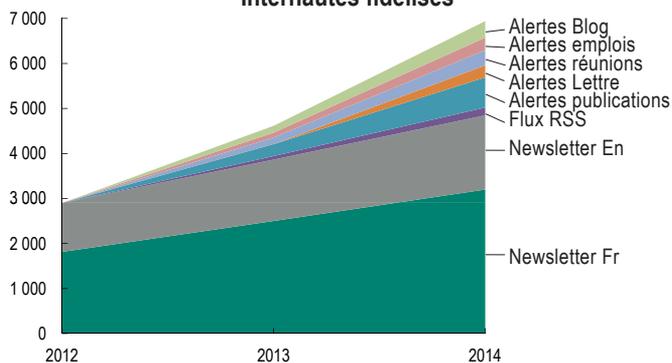
(2) Working Papers et International Economics. La revue International Economics est hébergée depuis 2013 chez Elsevier, dont la fréquentation n'est pas prise en compte ici.

Source : XITI.

La fidélisation croissante du public

Les nouveaux événements et publications mis en ligne sont signalés aux personnes qui l'ont souhaité par le biais de la Newsletter du CEPII. Est également proposé un abonnement à des alertes et des flux RSS. Le nombre total d'inscrits fin 2014 était proche de 5 000, sachant qu'un même inscrit est souvent abonné à plusieurs supports d'information.

Internautes fidélisés



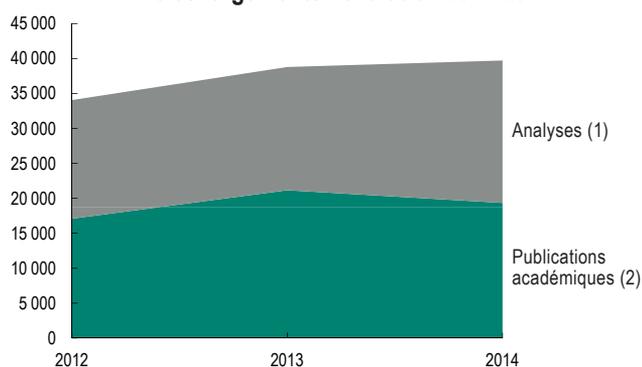
Source : CEPII.

Les téléchargements

Les téléchargements rendent compte de l'appropriation des travaux du CEPII par les internautes à des fins de recherche ou à des fins pédagogiques. La hausse des analyses dans les téléchargements

résulte de l'apparition de nouvelles collections telle les panoramas et policy briefs. À noter, que la possibilité de téléchargement individuel des graphiques des Panoramas analytiques a généré 584 téléchargements. Un défaut de marquage sur les bases ne permet pas leur prise en compte en 2014, où près de 3 000 nouveaux internautes se sont inscrits pour accéder aux pages de téléchargement des données, presque autant qu'en 2013.

Téléchargements : évolution 2012-2014



(1) L'économie mondiale, La lettre du CEPII, Panoramas, Policy Briefs.

(2) Working Papers et International Economics. La revue International Economics est hébergée depuis 2013 chez Elsevier, dont la fréquentation n'est pas prise en compte ici

Source : REPEC et XITI.

Une audience internationale

Répartition géographique des visites en 2014

Total	Europe	France	Asie	Amérique du Nord	Afrique	Amérique du Sud	Océanie
100 %	75 %	50 %	9 %	8 %	6 %	1 %	1 %

Le CEPII dans la communauté économique internationale

Le CEPII et ses travaux sont répertoriés par le principal collectif international de diffusion de la recherche en économie (REPEC) qui collabore entre autres à la base de données EconLit de l'*American Economic Association*. Le CEPII y est placé au 15^e rang mondial des *think tanks*, 8^e européen et 1^{er} français. Dans le classement GGTTI, le CEPII apparaît au 23^e rang mondial, 8^e européen et 1^{er} français.

Classement REPEC des think tanks (top 20 en mars 2015)

Rang	Institution
1	National Bureau of Economic Research (NBER)
2 +1	Institute for the Study of Labor (IZA)
3 -1	Centre for Economic Policy Research (CEPR)
4	Brookings Institution
5 +1	DIW Berlin (Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung)
6 -1	ifo Leibniz-Institut für Wirtschaftsforschung an der Universität München e.V.
7	Peter G. Peterson Institute for International Economics (IIE)
8 +1	Resources for the Future (RFF)
9 -1	Institutet för Näringslivsforskning (IFN)
10 +5	Motu: Economic & Public Policy Research
11	Economic and Social Research Institute (ESRI)
12 +1	American Enterprise Institute
13 -3	Rimini Centre for Economic Analysis (RCEA)
14 -2	Research Institute of Economy, Trade and Industry (RIETI)
15 -1	Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII)
16	Institut für Arbeitsmarkt- und Berufsforschung (IAB)
17 +4	Bruegel
18 -1	W.E. Upjohn Institute for Employment Research
19	Rheinisch-Westfälisches Institut für Wirtschaftsforschung (RWI)
20	Centro de Investigación y Docencia Económicas (CIDE)

- x=recul de x place(s), +x= progression de x place(s)

Classement Global Go To Think Tank Index (GGTTI) Top 25 International Economic Policy Think Tanks (Rapport 2014)

Rang		Institution
1	+3	Peterson Institute for International Economics (PIIE) (United States)
2	-1	Brookings Institution (United States)
3	-1	Bruegel (Belgium)
4	-1	National Bureau of Economic Research (NBER) (United States)
5	+3	Adam Smith Institute (ASI) (United Kingdom)
6	+4	RAND Corporation (United States)
7	-2	Chatham House (United Kingdom)
8	+3	Institute of World Economy and International Relations (IMEMO RAS) (Russia)
9	+3	Center for Strategic and International Studies (CSIS) (United States)
10	-3	American Enterprise Institute for Public Policy Research (AEI) (United States)
11	-5	Kiel Institute for the World Economy (IfW) (Germany)
12	+2	Vienna Institute for International Economic Studies (WIIW) (Austria)
13	+2	Korea Institute for International Economic Policy (KIEP) (Republic of Korea)
14	+2	Carnegie Endowment for International Peace (United States)
15	+5	Cato Institute (United States)
16	-7	Council on Foreign Relations (CFR) (United States)
17		Institute of Developing Economies, Japan External Trade Organization (IDE-JETRO) (Japan)
18	+4	Fraser Institute (Canada)
19	-1	Centre for European Policy Studies (CEPS) (Belgium)
20	-7	Berkeley Roundtable on the International Economy (BRIE) (United States)
21		European Centre for International Political Economy (ECIPE) (Belgium)
22	+1	Center for Global Development (CGD) (United States)
23	+1	Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII) (France)
24	+1	Australian Institute of International Affairs (AIIA) (Australia)
25	-6	Heritage Foundation (United States)

- x=recul de x place(s), +x= progression de x place(s)

Annexe 3



Les publications hors CEPII

LES PUBLICATIONS HORS CEPII¹

En gras : revues à comité de lecture

AGLIETTA Michel, MOJON Benoît, "Central Banking", In The Oxford Handbook of Banking - Second edition, Oxford University Press, p. 431-452, 2014.

AGLIETTA Michel, "Sovereign wealth funds in the mutation of global finance", **Law and Financial Markets Review**, n° 8.2, juin 2014.

ALLEGRET Jean-Pierre, COUHARDE Cécile, COULIBALY Dramane, MIGNON Valérie, "Current accounts and oil price fluctuations in oil-exporting countries: the role of financial development", **Journal of International Money and Finance**, vol. 47, p. 185-201, 2014.

ALOY Marcel, DUFRENOT Gilles, Péguin-Feissolle Anne, "Is financial repression a solution to reduce fiscal vulnerability? The example of France since the end of World war II", **Applied Economics**, vol. 46(6), p. 629-637, 2014.

ALOY Marcel, DUFRENOT Gilles, DE TRUCHIS Gilles, KEDDAD Benjamin, "Shift volatility transmission in East Asian Equity Markets: new indicators", In Market microstructure and nonlinear dynamics. Keeping financial crisis in context, Springer, 2014.

BAS Maria, STRAUSS-KAHN Vanessa, "Does Importing More Inputs Raise Exports? Firm Level Evidence from France", **Review of World Economics**, vol. 150(2), p. 241-275, mai 2014.

BAS Maria, "Does Services Liberalization affect Manufacturing Firms' Export Performance? Evidence from India", *Journal of Comparative Economics*, vol. 42(3), p. 569-589, août 2014.

BEINE Michel, NOËL Romain, RAGOT Lionel, "Determinants of the International Mobility of Students", **Economics of Education Review**, vol. 41, p. 40-54, août 2014.

BLONIGEN A. Bruce, FONTAGNÉ Lionel, SLY Nicholas, TOUBAL Farid, "Cherries for Sales: The Incidence and Timing of Cross-Border M&A", **Journal of International Economics**, vol. 94(2), p. 341-357, novembre 2014.

BOILLOT Jean-Joseph, "L'Inde pour les nuls", *First*, p. 350, avril 2014.

1. Les auteurs CEPII sont en vert.

BOUVATIER Vincent, LOPEZ-VILLAVICENCIO Antonia, MIGNON Valérie, "Short-Run Dynamics in Bank Credit: Assessing Nonlinearities in Cyclicity", **Economic Modelling**, vol. 37, p. 127-136, février 2014.

CADOT Olivier, DISDIER Anne-Célia, GOURDON Julien, HÉRICOURT Jérôme, SUWA-EINSENMANN Akiko, "Évaluer l'impact des instruments financiers en faveur des entreprises", Document de Travail de l'Agence Française de Développement, n° 137, mars 2014.

CADOT Olivier, DE MELO Jaime, FERNANDES Ana, GOURDON Julien, MATTOO Aaditya, "Evaluating Aid for Trade: A Survey of Recent Studies", *The World Economy*, vol. 37(4), Wiley, p. 516-529, avril 2014.

CADOT Olivier, GOURDON Julien, "Assessing the Price-Raising Effect of Non-Tariff Measures in Africa", **Journal of African Economies**, vol. 23(4), p. 425-463, août 2014.

CAFIERO Carlo, GOUEL Christophe, LAMPIETTI Julian, LARSON Donald, ROBERTS John, "Food Security and Storage in the Middle East and North Africa", **World Bank Economic Review**, vol. 28(1), p. 48-73, 2014.

CHÂTEAU Jean, FONTAGNÉ Lionel, FOURÉ Jean, JOHANSSON Åsa, OLABERRÍA Eduardo, "Trade Patterns in the 2060 World Economy", OECD Economics Department Working Papers, N° 1142, p. 1-42, 1^{er} décembre 2014.

CHEPTEA Angela, FONTAGNÉ Lionel, ZIGNAGO Soledad, "European Export Performance", **World Economics**, vol. 1(150), p. 25-58, 2014.

CHEPTEA Angela, EMLINGER Charlotte, LATOUCHE Karine, "Multinational retailers and home country food exports", **American Journal of Agricultural Economics**, vol. 1(97), p. 159-179, 2014.

CHINN Menzie, FERRARA Laurent, MIGNON Valérie, "Explaining US Employment Growth after the Great Recession: The Role of Output-Employment Non-linearities", **Journal of Macroeconomics**, vol. 42, p. 118-129, décembre 2014.

CHOJNICKI Xavier, "Bénéfices et coûts de l'immigration : les perspectives macroéconomiques d'une politique d'immigration active en France", e-migrinter, n° 12, 2014.

DAMETTE Olivier, DUFRÉNOT Gilles, FROUTÉ Philippe, "Anticipated macroeconomic fundamentals, sovereign spreads and regime-switching: the case of the euro area", In *Market microstructure and nonlinear dynamics. Keeping financial crisis in context*, Springer, 2014.

DISDIER Anne-Célia, CADOT Olivier, FONTAGNÉ Lionel, "North-South Standards Harmonization and International Trade", **World Bank Economic Review**, 2014.

DOURILLE-FEER Évelyne, "Les paradoxes de la dette publique japonaise", In *Dettes publiques en zone Euro : Enseignements de l'histoire et stratégie pour l'avenir*, Rapport CDC, 2014.

DOURILLE-FEER Évelyne, "L'économie du Japon", *La Découverte*, janvier 2014.

DUFRENÔT Gilles, KEDDAD Benjamin, "Business cycle synchronization in East Asia: A Markov switching approach", **Economic Modelling**, p. 186-197, 2014.

DUFRENÔT Gilles, OSPANOVA Adlya, SAND Alain, "A small macroeconomic model for Kazakstan: a retrospective of alternative economic policies undertaken during the transition process", **Economic Change and Restructuring**, vol. 47(1), p. 1-39, 2014.

DUFRENÔT Gilles, JAWADI Fredj, LOUHICHI Waël, "Market microstructure and nonlinear dynamics. Keeping financial crisis in context", Springer, 2014.

EHRHART Hélène, LE GOFF Maëlan, SINGH Jan Raju, "Does migration foster exports ? evidence from Africa", Policy Research Working Paper, N° WPS6739, janvier 2014.

EMLINGER Charlotte, GUIMBARD Houssein et DE SAINT VAULRY Alix : « Les Profils Pays du CEPII : indicateurs, bases et nomenclatures », Panorama du CEPII, n° 2015-M-01, juin 2015.

FONTAGNÉ Lionel, FOURÉ Jean, KECK Alexander, "Simulating world trade in the decades ahead: driving forces and policy implications", WTO Staff Working Paper, vol. 2014(5), p. 1-20, avril 2014.

GOORIS Julien, PEETERS Carine, "Home-host country distance in offshore governance choices", **Journal of International Management**, vol. 20(1), p. 73-86, mars 2014.

GOUEL Christophe, "Food Price Volatility and Domestic Stabilization Policies in Developing Countries", In *The Economics of Food Price Volatility*, University of Chicago Press, 2014.

GOURDON Julien, PIGATO Miria, "The Impact of Rising Chinese Trade and Development Assistance in West Africa", Africa Trade Working Paper Series, n° 4, juin 2014.

GOURDON Julien, "La Mondialisation : contrepoint", In *Regards sur le Monde de 2025*, CAPS-MAE, août 2014.

GRJEBINE Thomas, "Faut-il encourager les bulles immobilières pour sortir de la 'stagnation séculaire' ?", *L'Économie politique*, n° 65, Janvier 2015.

HEAD Keith, MAYER Thierry, THOENIG Mathias, "Welfare and Trade Without Pareto", *American Economic Review*, vol. 104(5), p. 310-316, 2014.

HEAD Keith, MAYER Thierry, "Gravity Equations: Workhorse, Toolkit, and Cookbook", In *Handbook of International Economics*, Elsevier, p. 131-195, 2014.

HÉRICOURT Jérôme, SPIELVOGEL Gilles, "Beliefs, media exposure and policy preferences on immigration: evidence from Europe", *Applied Economics*, vol. 46(2), p. 225-239, 2014.

HERING Laura, PONCET Sandra, "Environmental policy and exports: Evidence from Chinese cities", *Journal of Environmental Economics and Management*, 68: 296–318.

JEAN Sébastien, MULDER Nanno, RAMOS Priscila Maria, "A general equilibrium, ex-post evaluation of the EU–Chile Free Trade Agreement", *Economic Modelling*, vol. 41, p. 33-45, 2014.

KYRTSOU Catherine, MIGNON Valérie, TOKPAVI Sessi, "Comovement and Contagion in Financial Markets", *International Review of Financial Analysis (introduction à un numéro spécial)*, vol. 33, p. iii-iv, 2014.

LEMOINE Françoise, GOLDSTEIN Andrea, "Les BRIC dans la gouvernance mondiale : les effets de la crise globale ", In *Rapport Moral sur l'Argent dans le Monde, 2014. Régulation, Gouvernance, Complexité dans la finance mondialisée*, Association d'économie financière, 2014.

MAURY Tristan-Pierre, TRIPIER Fabien, "Search strategies on the housing market and their implications on price dispersion", *Journal of Housing Economics*, vol. 26, p. 55-80, décembre 2014.

MAYER Thierry, MELITZ Marc, OTTAVIANO Gianmarco, "Market Size, Competition, and the Product Mix of Exporters", *American Economic Review*, vol. 2(104), p. 495-536, février 2014.

MELITZ Jacques, TOUBAL Farid, "Native Language, Spoken Language, Translation and Trade", *Journal of International Economics*, vol. 92(2), p. 351-363, 2014.

MIGNON Valérie, "Un bref aperçu des principaux développements en dynamique économique depuis les années 1970 : la diversité des explications des fluctuations économiques", In *Économie*,

mathématique et histoire. Hommage à Christian Bidard, Presses Universitaires de Paris Ouest, p. 167-180, 2014.

MITARITONNA Cristina, OREFICE Gianluca, PERI Giovanni, "Immigration and Firms' Productivity: evidence from France", IZA Discussion Paper 8063.

OREFICE Gianluca, "Offshoring, Migrants and Native Workers: the optimal choice under asymmetric information", **Journal of International Trade and Economic Development**, vol. 23(2), p. 179-201, 2014.

OREFICE Gianluca, ROCHA Nadia, "Deep Integration and Production Networks: an empirical analysis", **The World Economy**, vol. 37(1), Wiley, p. 106-136, janvier 2014.

PFISTER Christian, VALLA Natacha, "Le système financier européen peut-il soutenir la croissance ?", Revue Banque Éditions, n° 9, 2014.

RAMOS Priscila Maria, "Trade Liberalization in Environmental Products: What is at stake for Argentina?", Policy Brief on Trade and Poverty - UNCTAD Virtual Institute, p. 4, septembre 2014.

TRIEPIER Fabien, "Frictions de recherche sur les marchés financiers", **Revue Française d'Économie**, n° 4, janvier 2014.

ÜNAL Deniz, "La géographie du commerce mondial : 1967-2012", Problèmes économiques Hors-Série Comprendre L'économie mondiale, n° 6, septembre 2014.

ÜNAL Deniz, "La France est-elle une bonne vendeuse ?", Alternatives internationales, 1^{er} décembre 2014.

VALLA Natacha, "Banques centrales : les défis de la sortie de crise", **Revue d'Économie Financière**, n° 113, 2014.

Annexe 4



Le CEPII dans les médias

LE CEPII DANS LES MÉDIAS

En 2014, les économistes du CEPII ont publié 107 articles de presse et réalisé 142 interviews exclusives. Au total, le CEPII est apparu 472 fois dans la presse écrite, 154 fois dans les médias audiovisuels et 1 159 fois sur internet pour un total de 1 785 mentions dans les médias. Cette année, l'essentiel des interventions a porté sur les questions monétaires et financières ainsi que sur la mondialisation, le commerce international et les accords régionaux.

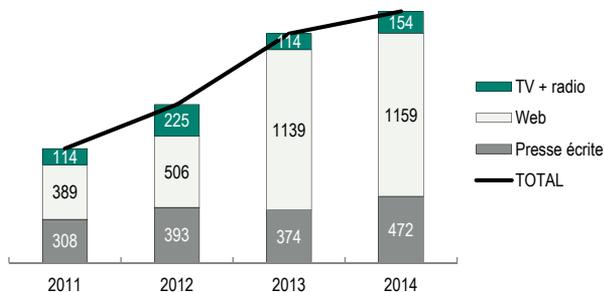
Cartographie de la présence du CEPII dans les médias

Le CEPII recense les coupures de presse fournies par Kantarmedia pour la presse écrite et audiovisuelle et les alertes envoyées par Meltwater et Google pour les citations sur les sites internet internationaux. Les économistes notifient également leurs interventions dans les médias audiovisuels et dans la presse écrite internationale. Les reprises d'articles déjà parus dans des médias différents ne sont pas exhaustives.

Les interventions du CEPII dans les médias peuvent prendre diverses formes : interviews exclusives, articles signés ou chroniques audiovisuelles par les économistes, mais aussi des mentions d'économistes, de publications ou de conférences du CEPII.

Le graphique 1 recense les mentions du CEPII en 2014 en fonction de la nature du support des médias. On observe une nette augmentation du nombre total de mentions par rapport à 2013 (+ 10 %). Cette augmentation résulte notamment de la forte

Graphique 1 - Répartition des mentions du CEPII par types de supports, 2011-2014



Source : Référencement par le CEPII à partir de Kantarmedia, Meltwater et Google.

Note : Les chiffres concernent l'ensemble des mentions : articles signés et chroniques, interviews et citations.

augmentation du nombre d'articles et chroniques signés et publiés par les économistes du CEPII (107 en 2014 contre 49 en 2013).

La presse écrite comptabilise 29 % du total des mentions du CEPII. Selon le tableau 1, un peu plus de 50 % des mentions dans la presse écrite ont été publiées dans la presse spécialisée ou la presse quotidienne nationale.

Dans l'ensemble, pour la presse écrite, Le Monde Éco comptabilise le plus de mentions (45), suivi par La Tribune (29), Les Échos (25) puis La Correspondance Économique (23).

Tableau 1 - Répartition des mentions du CEPII par types de supports, 2011-2013

Support	Nombre de citations	Part (en %)
Presse économique et financière, dont :	136	29 %
La Tribune	29	
La Correspondance Économique	23	
Problèmes Économiques	15	
Alternatives Économiques	13	
Challenges	8	
Presse quotidienne nationale, dont :	84	25 %
Le Monde	45	
Les Échos	25	
La Croix	15	
Le Figaro	10	
L'Humanité	5	
Presse spécialisée hors éco-fin., dont :	75	18 %
Bulletin Quotidien	18	
Cahiers Français	5	
Le Moci	4	
CCE International	3	
L' Usine Nouvelle	2	
Presse régionale et locale, dont :	62	14 %
Républicain Lorrain	6	
Le Progrès	5	
Ouest France	5	
Les dernières nouvelles d'Alsace	5	
Vosges Matin Saint-Dié - Remiremont	5	
Autre	22	9 %
Presse internationale	13	1 %
Agences de presse	23	4 %
TOTAL	373	100 %

Source : Référencement par le CEPII à partir de Kantarmedia, Meltwater et Google.

Note : les chiffres concernent l'ensemble des mentions : articles signés et chroniques, interviews et citations.

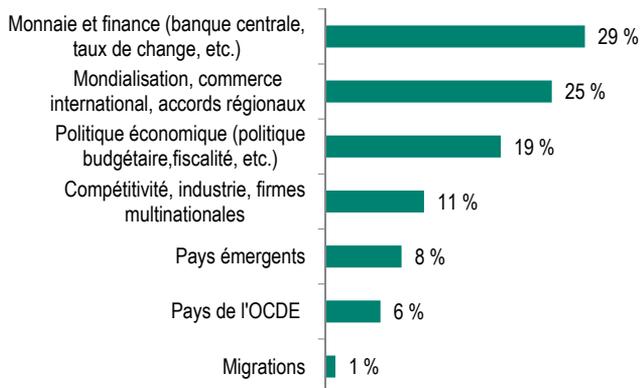
Les sites internet comptabilisent plus de 1 159 mentions du CEPII, soit 65 % du total des mentions, et représentent 2,8 milliard de vues potentielles (Meltwater). La presse sur internet représente 48 % des mentions sur le web, avec, en tête, Latribune.fr puis Lesechos.fr, Lemonde.fr, Franceculture.fr et La-Croix.com. Les sites d'actualité, spécialisés, professionnels et les blogs représentent 43 % des mentions. Les cinq premiers sont Boursorama.com, Planet.fr, Zonebourse.com, Regards.fr et Huffingtonpost.fr. Les portails (Free, Msn, Orange, Yahoo) représentent 6 % des mentions. Enfin, les médias sociaux représentent 3 % des mentions (principalement Twitter).

Les médias audiovisuels représentent 9 % des mentions. Concernant la radio, les économistes du CEPII sont beaucoup intervenus sur France Culture (36 % des interventions radio), RFI (22 %) et France Info (17 %). Concernant la TV, les économistes sont surtout intervenus sur BFM (39 % des interventions TV), LCI (33 %), France 5 (12 %).

Nature des interventions du CEPII dans les médias

Cette année, les économistes sont surtout intervenus sur les questions monétaires et financières mais aussi les effets de la mondialisation, l'évolution du commerce international et les accords régionaux. Les journalistes ont également beaucoup interrogé les experts du CEPII sur les enjeux des politiques économiques (politiques fiscales, budgétaires, etc.) et les questions de compétitivité.

Graphique 2 - Principaux thèmes traités en 2014 (part en % de l'ensemble des mentions)



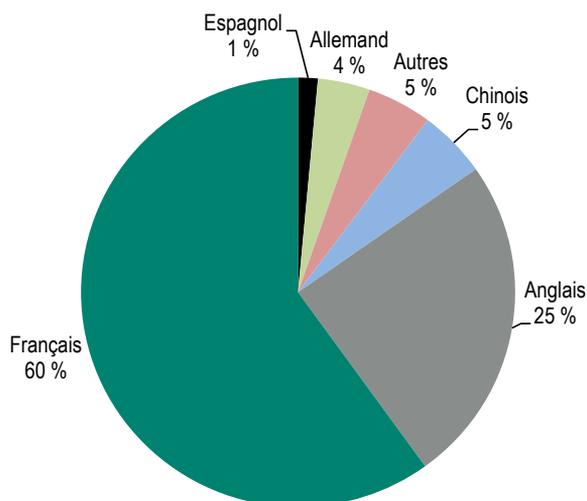
Source : Référencement des mots clés par le CEPII.

En 2014, on dénombre 107 articles signés ou chroniques animées par les économistes du CEPII, un chiffre en nette augmentation par rapport à 2013 (+ 118 %). Cinq médias en regroupent un peu moins de 50 % : La Tribune, Le Monde, Les Échos, Problèmes économiques et Challenges.

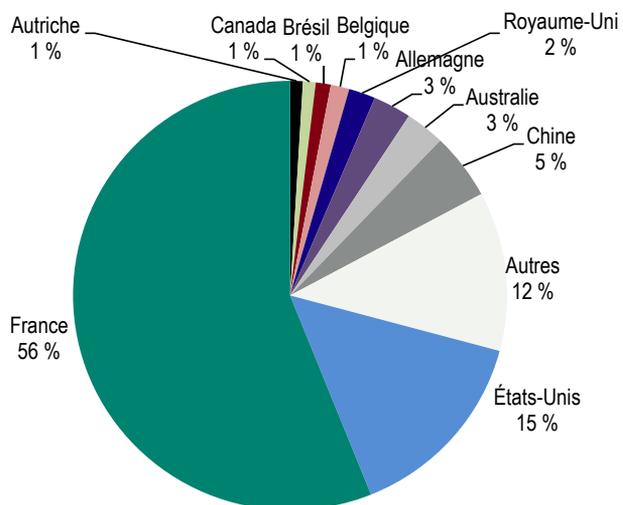
En 2014, les économistes du CEPII ont donné 142 interviews exclusives. Les cinq premiers médias qui ont interviewés les économistes du CEPII comptabilisent un peu moins de 50 % de l'ensemble, et sont : France Culture, RFI, France 24, BFM Business, TF1 et France 24.

La base Meltwater recense les mentions du CEPII sur les sites internet du monde entier. Elle permet notamment d'obtenir des statistiques concernant l'origine géographique des sites. En 2014, 56 pays différents citent le CEPII, et ce en 20 langues différentes. Le français domine toutes les autres langues, avec 60 % des mentions en français. L'anglais a une place importante (25 % des mentions, voir graphique 3), et en nette augmentation depuis 2013 (+ 12 points de pourcentage). Les cinq premiers pays comptabilisent plus de 80 % des mentions (graphique 4).

Graphique 3 - Mentions du CEPII sur internet, répartition des cinq premières langues en 2014



Graphique 4 - Mentions du CEPII sur internet, répartition des dix premiers pays en 2014



Annexe 5



Interventions, rapports et
travaux pour des institutions
publiques et des fondations

INTERVENTIONS, RAPPORTS ET TRAVAUX, POUR DES INSTITUTIONS PUBLIQUES ET DES FONDATIONS

Michel Aglietta

"Régénérer l'Europe", Université de Montpellier 3, 9 janvier.

"Aspects économiques des défis de la Chine", Semaine de l'Extrême-Orient, ENS Ulm, 24 janvier.

"Quality of Growth: Sustainability and Inclusiveness", How Do We Get the Growth We Want? The Challenge of Improving the Quality of Growth, IDS, JICA and AFD, 3 février.

"China's Political Economy: The Way to Harmonious Society", Regards croisés sur la croissance des pays émergents et en développement, CEDIMES, 14 février.

"Dettes publiques et croissance", CHEDE (Ministère des Finances), 12 mars.

"Débat sur les ruptures qui changent le monde", EDHEC Business School, 17 mars.

"Quelles politiques pour concilier consolidation des dettes publiques et renouveau de la croissance ?", avec Thomas Brand, Un new deal pour l'Europe, CFDT - Bureau national, 21 mars.

"Perspectives de croissance de la France", Les mardis de l'ESSEC, 1^{er} avril.

"Comment financer la transition énergétique ?", Comment financer la transition énergétique ?, Assemblée nationale, 8 avril.

"L'Euro peut-il survivre aux différences de conception qu'ont la France et l'Allemagne de l'Union européenne ?", Association des Journalistes Économiques et Financiers (AJEF), 9 avril.

"Quel cadre institutionnel pour l'Euro ?", Printemps de l'Économie, Les JECO, 10 avril.

"Que savoir de l'économie chinoise ?", Les marchés mondiaux 2014, Cyclope, 14 mai.

"Le risque de déflation dans la zone euro", Audition à la Commission des Finances du Sénat, 28 mai.

"Financing Low Carbon Development", 2^e réunion d'experts franco-chinois de haut-niveau sur le changement climatique, Ministère des Affaires étrangères & IEP Paris, 18 juin.

"Compétitivité, innovations, inclusion", Stratégies nationales de croissance et protection sociale, Ministère des Affaires sociales, 26 juin.

"Le développement inclusif et soutenable et le défi démocratique", Assemblée générale de l'AFEP, 2 septembre.

"Stagnation séculaire et basse inflation", Enjeux cruciaux de la macro-finance contemporaine, Université Paris Nanterre, 11 septembre.

"Monnaie et développement durable", Mission Monnaies locales et complémentaires, CGSP, 23 septembre.

"Gouvernance d'entreprise, actionnaires responsables et intérêt général", Positive Economy Forum, Positive Economy Forum, 25 septembre.

"Getting the Euro Zone out of the Doldrums", New Deal pour l'Europe ?, Initiative Citoyenne Européenne, 29 septembre.

"La voie chinoise - Les transformations de la Chine dans la problématique de la régulation", Séminaire Marx au XXI^e siècle, Université Paris 1, 18 octobre.

"Commentaires sur le rapport "Pour une finance au service de l'entreprise"", L'entreprise et les nouveaux horizons du politique, Collège des Bernardins, 6 novembre.

"Principes de la réforme chinoise 2013-2030 vers la civilisation écologique", Conférence-débat "Chine : une transition énergétique sobre en carbone ?", AFD, 13 novembre.

"Démocratie et développement : un rapprochement problématique", La démocratie - un levier du développement ?, JECO, 15 novembre.

"How to Deal with Subpar Growth in the Euro Zone", How to Avoid a Too Long Stagnation in the Eurozone?, Le Cercle des Économistes - Friedrich Ebert Stiftung, 19 novembre.

"Comment l'Europe peut-elle éviter la stagnation de longue durée ?", Rencontre des réformateurs, Parti Socialiste, 29 novembre.

"Sustainable Growth Via Climate Policy: The Crucial Role of Finance", Franco-Chinese Workshop: Crossed Views on the Quality of Growth, CGSP - DRC, 24 novembre.

"Pourquoi l'investissement ne repart pas en Europe ?", Assises européennes du long terme : Un nouveau départ pour l'investissement, Confrontations Europe, 3 décembre.

"Sortir de la crise et réinventer l'avenir", Conférence de présentation du livre, Librairie Filigranne, 3 décembre.

"La menace de stagnation séculaire dans les pays développés et les moyens d'y faire face", La menace de stagnation séculaire dans les pays développés et les moyens d'y faire face, AJEF, 10 décembre.

"Enjeux et défis de la réforme chinoise", Comment approcher la Chine contemporaine ?, Fondation Gabriel Péri, 16 décembre.

Jean-Joseph Boillot

"Innovation in a New World Shaped by Chindiafrica", Design for a Billion, Indian Institute of Technology, 7 décembre.

Thomas Brand

"Quelles politiques pour concilier consolidation des dette publiques et renouveau de la croissance ?", avec Michel Aglietta, Un new deal pour l'Europe, CFDT - Bureau national, 21 mars.

Jean-Christophe Bureau

"Risks and Opportunities for the EU Agri-Food Sector in a Possible EU-US Trade Agreement", avec Jean Fouré & Gabriel Felbermayr, Committee on Agriculture and Rural Development, Parlement européen, 3 septembre.

Virginie Coudert

"On the Impact of Oil Price Volatility on the Real Exchange Rate – Terms of Trade Nexus: Revisiting Commodity Currencies", avec Cécile Couharde & Valérie Mignon, Journée d'Économie Appliquée, 28 avril.

Evelyne Dourille-Feer

"Les enseignements de la déflation japonaise", La déflation menace-t-elle l'Europe ?, Les attérés, 18 novembre.

"Où en est l'économie japonaise ?", Association de Presse France-Japon, 17 décembre.

Charlotte Emlinger

"Comment juger les performances à l'export ?", Atelier du Trésor, Ministère de l'Économie, 16 janvier.

"Per-Unit Duties: Foes of Developing Country Exporters?", Séminaire LAREFI, Bordeaux, LAREFI, Université de Bordeaux, 2 avril.

"Le marché intérieur", Groupe de travail sur le marché intérieur, Ministère de l'Économie, 14 mai.

"Quels enjeux pourraient découler de l'accord transatlantique pour l'agriculture et l'alimentation française ?", table ronde sur le TTIP, Club de l'Europe, 17 mai.

"Le projet SIMSTAT", Commission entreprise du CNIS, 31 mai.

"Do Exporting Firms Benefit from Multinational Retail Networks? Evidence from France", IAW, 9 juillet.

"Do Exporting Firms Benefit from Retail Internationalization? Evidence from France", ETSG 16th Annual Conference, ETSG, 13 septembre.

"The Transatlantic Trade and Investment Partnership", Workshop in International Economics, Université de Tours, 4 décembre.

Jean Fouré

"La boîte de Pandore de la modélisation du commerce mondial à l'horizon 2035", Séminaire Fourgeaud "Prospective macroéconomique : l'économie mondiale à l'horizon 2035-2050", DG Trésor, 12 février.

"Risks and Opportunities for the EU Agri-Food Sector in a Possible EU-US Trade Agreement", avec Jean-Christophe Bureau & Gabriel Felbermayr, Committee on Agriculture and Rural Development, EU parliament, 3 septembre.

Julien Gooris

"Special Issue Seminar for the Research 'Fine-Slicing Global Value Chains: A Protection for Proprietary Content'", JIBS Special Issue Conference, Victoria University, 21 juin.

"Fine-Slicing Global Value Chains: A Protection for Proprietary Content", AIB 2014 Annual Meeting, Beedie School of Business, 24 juin.

Julien Gourdon

"How Trade Restrictive Are Sanitary and Technical Regulations? New Evidence", Non-Tariff Measures: Economic Analysis and Policy Appraisal, CEPPII-PSE, 30 juin.

"Transatlantic Trade: Whither Partnership, Which Economic Consequences?", Workshop on Regional Mega Deals: New Trends, New Models, New Insights?, Cesifo, 23 juillet.

Thomas Grjebine

"House Price Effects on the Labour Market: a New Dutch Disease?", Congrès de l'AFSE, 18 juin.

"Credit and Corporate Debt Structure", Présentation Banque de France, Banque de France, 14 octobre.

Houssein Guimbard

"Mesures non tarifaires & MECG : l'expérience du CEPII", ALECA, MECG et mesures non tarifaires, MAZARS et Ministère des Finances du Maroc, 28 octobre.

"Accords bilatéraux : les filières animales françaises en danger ?", L'alimentation animale française face à la concurrence (Les Journées Matières Premières de l'AFTAA), AFTAA, 3 décembre.

Jérôme Héricourt

"Real Exchange-Rate Volatility, Third-Market Effect and Trade: Evidence from French Firm-Level Data", avec Clément Nedoncelle, Canadian Economic Association, 48^e Congrès, Canadian Economic Association, 29 mai.

"Real Exchange-Rate Volatility, Third-Market Effect and Trade: Evidence from French Firm-Level Data", avec Clément Nedoncelle, Association Française de Sciences Économiques, 63^e congrès, AFSE, 16-18 juin.

"Real Exchange-Rate Volatility, Third-Market Effect and Trade: Evidence from French Firm-Level Data", avec Clément Nedoncelle, 14^e Doctoriales d'Économie et de Finance Internationales, RIEF, 3-4 juillet.

"Real Exchange-Rate Volatility, Third-Market Effect and Trade: Evidence from French Firm-Level Data", avec Clément Nedoncelle, European Economic Association, 29^e congrès, European Economic Association, 25-29 août.

Sébastien Jean

"The Political Costs of Policy Reform", CESifo, 23 janvier.

"Long-Term Prospect of the World Economies up to 2060 and its policy Implications", OECD-ESRI, 31 janvier.

"Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement (TTIP) : les économistes en parlent", Une rencontre d'experts transatlantiques, AmCham France, 13 février.

"Comparing Real Wages", avec Orley Ashenfelter, LAREFI, Université de Bordeaux, 24 mars.

"Quelle politique commerciale pour l'Europe", Le Printemps de l'Économie, Les Économiques, 9 avril.

"Multilatéralisme, plurilatéralisme et bilatéralisme : quels scénarii pour le futur de la libéralisation commerciale ?", Enjeux du commerce international pour la France et l'Europe. La nouvelle dynamique européenne des accords de libre-échange, Centre européen de droit et d'Economie, ESSEC, 28 avril.

"Asia and Europe in Times of Global Change", Asia Europe Economic Forum, Bertelsmann Stiftung, 16 mai.

"Le rôle du commerce international dans la sécurité alimentaire mondiale", Les crises alimentaires au 21^e siècle : enjeu mondial de sécurité, Institut National des Hautes Etudes de la Sécurité et de la Justice, 1^{er} juillet.

"Le commerce international de produits agricoles : réflexions sur les évolutions récentes", Journée INRA-Confédération paysanne, INRA, 21 octobre.

"Régionalisme, la grande polémique", Journées de l'économie, Fondation pour l'Université de Lyon, 13 novembre.

"Strengthening the World Trading System: Multilateralizing Regional Trade Agreements", 11th Asia Economic Forum, ADBI, 6 décembre.

Françoise Lemoine

"The Rise of China: Impact on East Asian Regional Integration", War and Peace in the 21st Century: Peace and Prosperity in East Asia, Barcelona Center for International Affairs (CIDOB), 18 janvier.

Valérie Mignon

"Oil Price Shocks and Global Imbalances: Lessons from a Model with Trade and Financial Interdependencies", avec Jean-Pierre Allegret & Audrey Sallenave, FINANDEBT International Conference, 2nd International Conference on Debt crises and Financial Stability: Global issues and Euro-Mediterranean perspectives, 15-16 avril.

"Uncertainty Transmission in Commodity Markets", avec Marc Joëts & Tovonony Razafindrabe, 37th International Association for Energy Economics Conference, 15-18 avril.

"On the Impact of Oil Price Volatility on the Real Exchange Rate – Terms of Trade Nexus: Revisiting Commodity Currencies", avec Virginie Coudert, Journée d'Économie Appliquée, 28 avril.

"Nonlinearity of the Inflation-Output Trade-off and Time-Varying Price Rigidity", avec Antonia Lopez-Villavicencio, International Association for Applied Econometrics (IAAE), 26-28 juin.

"Un bref aperçu des principaux développements en dynamique économique depuis les années 1970 : la diversité des explications

des fluctuations économiques", Économie, mathématique et histoire. Hommage à Christian Bidard, Nanterre, 4 juillet.

Stéphanie Monjon

"Will Climate Policy Improve European Energy Security?", Mannheim Energy Conference, Centre for European Economic Research (ZEW), 5-6 mai.

"Incomplete VAT Rebates to Exporters : How Do They Affect China's Export Performance?", "China after 35 Years of Economic Transition" Conference, 8-9 mai.

"Will Climate Policy Improve European Energy Security?", International Energy Workshop, 4-6 juin.

"Climate Policy and Energy Security: How the Two Policies Interact?", Invited to the internal seminar, Chinese Academy of Sciences, 5 juin.

Laurence Nayman

"Les relations économiques franco-allemandes en perspective", Ministère des Affaires étrangères, 12 décembre.

Gianluca Orefice

"Tariff Reductions, Trade Patterns and the Wage Gap", Université d'Orléans, 18 mars.

"Tariff Reductions, Trade Patterns and the Wage Gap.", Royal Economic Society, Manchester, 8 avril.

"Tariff Reductions, Trade Patterns and the Wage Gap", CEPR, 18 juin.

"Immigration and Firms' Productivity: Evidence from France", European Trade Study Group, Université de Munich, 13 septembre.

"Does Exporting Improve Matching? Evidence from French Linked Firm-Employee Data", Université de Tours, 4 décembre.

"Immigration and Firms' Productivity: Evidence from France", OECD, 8 décembre.

Maria Priscila Ramos

"The Impact of Trade Liberalization of Environmental Products on Welfare, Trade, and the Environment in Argentina", UNCTAD Virtual Institute Seminar on Trade and Poverty, UNCTAD Virtual Institute, 8-10 septembre.

"The Impact of Trade Liberalization of Environmental Products on Welfare, Trade, and the Environment in Argentina", Launch of

the publication "Trade Policies, Household Welfare and Poverty Alleviation: Case Studies from the Virtual Institute Academic Network", UNCTAD Virtual Institute - UPCP, 7 novembre.

"The Impact of Trade Liberalization of Environmental Products on Welfare, Trade, and the Environment in Argentina", Launch of the Publication "Trade Policies, Household Welfare and Poverty Alleviation: Case Studies from the Virtual Institute Academic Network", UNCTAD Virtual Institute - INCAE, 10 novembre.

"The Impact of Trade Liberalization of Environmental Products on Welfare, Trade, and the Environment in Argentina", XLIX REUNION ANUAL de la AAEP, Asociación Argentina de Economía Política, 12-14 novembre.

Urszula Szczerbowicz

"Discussion de 'Dissecting the Brains of Central Bankers: The Case of the ECB's Members on Reforms'", 3rd PhD Student Conference in International Macroeconomics and Financial Econometrics, Université Paris Ouest-Nanterre La Défense, 19 mars.

"Corporate Debt Structure and Economic Recoveries", Macro Seminar, University of Helsinki, 17 septembre.

Deniz Ünal

"Emplois européens : les 'spécialisations' nationales", Sixième séminaire du programme Modèles nationaux de croissance et protection sociale, le CEE et le LIEPP de Sciences Po, le CEPREMAP et la DREES, Paris, 24 janvier.

"L'économie politique du régime Erdogan", Jusqu'où ira la Turquie d'Erdogan, Conférence annuelle du programme Turquie contemporaine de l'IFRI, Paris, IFRI, 25 novembre.

Natacha Valla

"Lead Questions on Supervisory Functions of the ECB", Conférence ECB Watchers, 12 mars.

"Lecture à l'EDHEC", EDHEC Business School, 25 mars.

"Présentation à la conférence Finance 2020", Conférence Finance 2020, Université Paris-Dauphine, 27 mars.

"Colloque Franco-Allemand", Perspectives de l'union économique et monétaire, Deutsch-Französisches Institut, 8 avril.

"Quel modèle économique pour l'Europe de demain ?", Printemps de l'économie, Ministère de l'Économie, 11 avril.

"Le Maroc, moteur possible de la convergence financière en Afrique", Sciences Po, 11 juin.

"Risk Measurement and Control for Economic Policies", 10th International Summer School, Université de Rome, 17 juin.

"How to Kickstart Investment in Europe?", Bruegel, lunchtalk, 7 juillet.

"Investment Finance and the Recovery", Conférence - Banque du Portugal, 4 septembre.

"Finances publiques", Working group allemand, Ministère des Finances allemand, 17 septembre.

"Investment", Browing seminar OECD, OCDE, 26 septembre.

"Gouvernance économique, financière et monétaire de l'euro", Colloque du Goethe Institut, Goethe Institut, 6 octobre.

"Présentation macroéconomique de la zone euro", Coface, 8 octobre.

"The Changing International Monetary System", Fifth main, OMFIF/ Bundesbank meeting in Europe, Deutsche Bundesbank, 17 octobre.

"A New Architecture for Public Investment in Europe", Présentation du Policy brief, Université de Luiss, 22 octobre.

"The Comprehensive Assessment, the ECB's New Role and Limits of a Common Supervision in the EU", Conférence de la Hertie School on ECB supervision, Hertie School, 30 octobre.

"Politique monétaire", JECO de Lyon, 14 novembre.

"How to Avoid a Too Long Stagnation in the Eurozone?", Conférence GDAP, European Commission et Fondation Adenauer, Friedrich Ebert Stiftung, 19 novembre.

"Les professions financières", Banque de France, 24 novembre.

"Lecture", ENS Paris, 27 novembre.

"Assises européennes du long-terme", Confrontations Europe, Compagnie nationale des Commissaires aux comptes, 4 décembre.

"Long Term Investment", Conférence de la présidence italienne de l'Union européenne, 12 décembre.

Annexe 6



Rencontres organisées
par le CEPII et le Club du CEPII

RENCONTRES ORGANISÉES (OU CO-ORGANISÉES) PAR LE CEPII

A - COLLOQUES, SÉMINAIRES ET RÉUNIONS

What Do the IMF and FSF Failings in the Run-up of the Global Financial Crisis Tell Us on the Governability of the Global Economy?

In his latest book, *Off Balance: the Travails of Institutions that Govern the Global Financial System* (CIGI, 2013), Paul Blustein provides us with a detailed narrative of what he labels the failings of the IMF and the Financial Stability Forum (FSF) in the run-up of the global financial crisis that erupted in 2008. Based on interviews with policy makers and on confidential documents to which Paul Blustein obtained exclusive access, this book constitutes a useful complement to the recent publication of the minutes of the FED's monetary policy committee meeting in September 2008 that showed the difficulties faced by the central bank to grasp the actual nature and the amplitude of the crisis. It also leads to sobering conclusions about the governability of the global economy.

Présentation : Paul Bustein, financial journalist, Centre for International Governance Innovation and the Brookings Institution

Président de séance : Christophe Destais, Directeur-adjoint, CEPII

SPOTLIGHT ON... Sustainably Feeding a Changing World

By the middle of this century, the world's population will have exceeded 9 billion people, with higher standards of living and altered consumption patterns.

Feeding this richer, larger population while avoiding further degradation of natural ecosystems will present a major challenge. Technical progress in agriculture is obviously a key factor, but energy prices, food waste and losses, water scarcity, and competing demands for land are also major determinants. In this talk, Prof. Thomas Hertel, an internationally recognised expert in the economic analysis of these issues, will review the implications of these challenges for world agricultural markets, food and environmental security.

Présentations : Thomas Hertel, Distinguished Professor of Agricultural Economics, Purdue University, USA & Founder and Executive Director, Global Trade Analysis Project (GTAP)

Président de séance : Christophe Gouel, Research Associate, CEPII.

CONFÉRENCE

11 mars

Paris

Co-organisé avec le German Marshall Fund of the United States (GMF) et le Centre for International Governance Innovation (CIGI)

CONFÉRENCE

18 mars

Paris

CONFÉRENCE
28 avril

Paris

Conjoncture économique et prévisions de croissance 2014, selon le FMI

Le CEPII accueille le FMI pour la dernière édition du World Economic Outlook (WEO). Rupa Dutttagupta, Chef adjoint des études économiques du Département de la Recherche au FMI commentera les grands pôles de l'économie mondiale (Etats-Unis, Chine, Japon, Europe) et se penchera sur une étude, publiée dans le WEO, évaluant la sensibilité de la croissance des pays émergents aux facteurs externes et les politiques économiques qui ont un effet positif.

Présentation : Rupa Dutttagupta, Chef-adjointe des études économiques, Direction de la Recherche, FMI

Président de séance : Christophe Destais, Directeur-adjoint, CEPII

CONFÉRENCE
15 mai

Paris

LE POINT SUR : Les PME européennes à l'international

La croissance européenne, l'innovation et l'emploi reposent en grande partie sur la capacité des petites et moyennes entreprises (PME) à se développer. Dans ce contexte, il est important de bien comprendre les principaux déterminants de l'internationalisation des PME européennes.

Dans son rapport 2014 sur la compétitivité en Europe, la commission européenne consacre un chapitre à cette question. En analysant les liens entre croissance des entreprises et activité internationale, cette étude identifie l'existence de seuils et mesure l'influence du développement des chaînes de valeur pour en tirer les politiques incitatives. Marshall Hsia présente les résultats préliminaires de cette étude.

Présentation : Marshall Hsia, Analyste politiques, DG Entreprises, Commission européenne

Président de séance : Farid Toubal, Professeur, ENS Cachan, professeur associé, PSE et conseiller scientifique, CEPII

CONFÉRENCE
22 mai

Paris

LE POINT SUR : Sur de nouvelles pistes en matière de réformes monétaire et bancaire

Au lendemain de la Grande Dépression, de grands économistes américains proposent une réforme monétaire, le "Chicago Plan", fondé sur la séparation des fonctions monétaires et de crédit du système bancaire.

Depuis la crise de 2008, certains spécialistes se tournent à nouveau vers ce concept alors laissé sans suite. Le CEPII invite

Michael Kumhof à expliquer comment la mise en place de ce plan permettrait une maîtrise des cycles économiques et une réduction nette de la dette publique. Puis, lors d'une discussion ouverte avec le public, Xavier Ragot, discutera ce projet l'ouvrant au contexte européen.

Présentation : Michael Kumhof, Directeur-adjoint de la modélisation au FMI

Discutant : Xavier Ragot, Membre associé à PSE et Chercheur au CNRS et au CGSP

Président de séance : Natacha Valla, Directrice-adjointe, CEPII

La convergence réglementaire est-elle faisable ? Est-elle souhaitable ?

Les régulations et les normes se multiplient dans les économies modernes, à mesure que les exigences concernant la santé, l'environnement, la sécurité ou la stabilité financière se renforcent. Ces sujets occupent désormais une place centrale dans les politiques commerciales. Les négociations en cours, en particulier dans le cadre transatlantique, montrent cependant à quel point la convergence réglementaire est problématique, pour des raisons techniques mais aussi de légitimité. S'il est facile de s'entendre sur l'objectif de limitation des discriminations, sa mise en pratique est loin d'être aisée.

Présentations : Lucian Cernat, Économiste en Chef des Échanges, Commission européenne ; Peter H. Chase, Vice-Président Europe, US Chamber of Commerce ; Bernard Hoekman, Directeur du programme de recherche "Global Economics" et Président du Centre Robert Schuman

Discutant : Xavier Ragot, Membre associé à PSE et Chercheur au CNRS et au CGSP

Président de séance : Sébastien Jean, Directeur, CEPII

Non-Tariff Measures: Economic Analysis and Policy Appraisal

The significant reduction in the level of tariffs over the several rounds of WTO negotiations, proliferation of regional trade agreements and unilateral liberalization has increasingly highlighted the importance of non-tariff measures as barriers to trade. There has been ample discussion of two related issues. Firstly, while Non-Tariff Measures (NTMs) are not designed in the first place to hamper trade – but e.g.

CONFÉRENCE

30 juin

Paris

En partenariat avec PSE

SÉMINAIRE

30 juin - 1^{er} juillet

Paris

En partenariat avec PSE

to address problems of incomplete information on traded products in presence or risks for human health – they may ultimately constitute unnecessary barriers to trade. Secondly, measuring the restrictiveness of NTMs is challenging as data and methods are respectively incomplete and subject to improvement. The purpose of this workshop jointly organized by the CEPII and Paris School of Economics is firstly to examine how to best tackle measurement issues related to NTMs on goods and services, and to investigate how trade patterns are affected. Emphasis will be put on micro-economic evidence, based either on surveys or firm level administrative data. Based on this assessment of what are the detailed effects of the measures, the workshop will address how to best tackle regulatory issues in trade negotiations, be it at the multilateral or regional level. A policy panel will confront academic and policy perspectives regarding the best way of tackling regulatory convergence in an international framework.

Session 1. Measurement of NTM Restrictiveness

Président de séance : Francesco Giavazzi, Bocconi University

Session 2. Microeconomic evidence on NTMs effects on Trade Patterns

Président de séance : Marc Melitz, Harvard University

Session 3. NTMs effects on Trade Patterns

Président de séance : Gianmarco Ottaviano, LSE and CEPR

Session 4. How to deal with NTMs

Président de séance : Lionel Fontagné, PSE and CEPII

Policy Panel: Is regulatory convergence feasible? Is it desirable?

Président de séance : Sébastien Jean, CEPII

Dettes publiques en zone Euro : Enseignements de l'histoire et stratégie pour l'avenir

Parce que « ceux qui ignorent l'histoire sont condamnés à répéter les erreurs du passé » (Keynes), l'Institut CDC pour la recherche a piloté un groupe de travail incluant plusieurs économistes du CEPII pour étudier les problèmes posés par la consolidation des dettes publiques en zone euro. Un rapport à portée historique sur la consolidation des dettes publique a été rédigé. Il analyse des expériences en France et dans le monde, en tire des leçons qui sont confrontées aux politiques menées depuis la crise en zone euro, où l'importance de la remise en ordre de la finance privée a été sous-estimée. De nouvelles approches de la consolidation budgétaire sont proposées. Enfin, les auteurs envisagent les changements institutionnels nécessaires pour progresser vers une vraie union budgétaire.

CONFÉRENCE

1^{er} juillet

Paris

Co-organisé avec l'Institut CDC
pour la recherche

Table ronde 1 sur les expériences historiques

Table ronde 2 sur dette, croissance et politique monétaire

Table ronde finale sur les enjeux de politique économique en Europe

XIVth Doctoral Meetings in International Trade and International Finance

Session 1. Labour markets, Skills and Trade

Session 2. Geography and Trade

Session 3. Comparative advantage and technology

Session 4. Institutions and Development

Session 5. Quality, R&D and Trade

Session 6. Micro, Macro and Trade

Session 7. Open Macro and Exchange Rates Quality

Session 8. Knowledge, Externality and Trade

L'économie mondiale 2015

La reprise de la croissance mondiale en 2014, si elle se confirme, proviendra des économies avancées : des États-Unis, où la conjoncture est soutenue par les politiques monétaire et budgétaire, et de la zone euro, où les pays périphériques semblent enfin sortir de la récession. La croissance des pays émergents, elle, marque le pas. Après son formidable rattrapage dans les années 2000, la Chine s'installe dans un rythme de croissance plus soutenable. Quant aux autres grands émergents, ils doivent faire face à des difficultés à la fois communes et spécifiques.

Exposés :

"Économie mondiale, croissance fragile, reprise contrastée", par Natacha Valla, Directrice adjointe, CEPII

"Le retour des bulles immobilières ?", par Thomas Grjebine, Économiste, CEPII

"Pays émergents : ralentissement structurel et vulnérabilités", par Vincent Caupin, Responsable de la division Analyse macroéconomique et risque-pays, Agence française de développement

"Interrogations sur le régime de croissance", par Michel Aglietta, Conseiller au CEPII, Membre du Haut Conseil des Finances Publiques

"Croissance européenne, crise économique ou crise politique ?", par Xavier Ragot, Président de l'OFCE

Président de séance : Sébastien Jean, Directeur, CEPII

COLLOQUE

3-4 juillet

KOF Swiss Economic institute -
ETH Zurich

Organisé par le Réseau RIEF
(Research in International
Economics and Finance).

CEPII : partenaire du réseau.

COLLOQUE

24 septembre

Paris

À l'occasion de la parution
de l'ouvrage L'économie
mondiale 2015, Coll. Repères, La
Découverte

CONFÉRENCE
24 septembre

Paris

Analyses et préconisations sur la zone Euro

Le FMI a récemment publié deux rapports sur la Zone Euro. Le premier « Adjustment in Euro Area Deficit Countries: Progress, Challenges, and Policies » porte principalement sur les modalités d'ajustement en Grèce, en Espagne, au Portugal et en Irlande. Le second (le rapport « Article IV ») passe en revue la situation de l'ensemble de la zone et, surtout, offre une série de préconisations pour la politique budgétaire et la politique monétaire.

Présentations : Christian Mumssen, Director of the IMF Europe Office in Brussels and Paris, and Senior Resident Representative to the European Union ; Thierry Tresselt, Senior economist in the European Department of the IMF (Washington DC)

Président de séance : Christophe Destais, Directeur adjoint, CEPII

CONFÉRENCE
3 octobre

Paris

À l'occasion de la parution de l'ouvrage de M. Aglietta et V. Coudert, Coll. Repères, La Découverte

LE POINT SUR : Questions sur la place du dollar dans le système monétaire international

De Bretton Woods au régime des changes flottants, les États-Unis ont gardé leur « privilège exorbitant » de pouvoir émettre la monnaie internationale dominante. Quelles en sont les enjeux pour l'économie mondiale en présence d'une divergence des politiques monétaires qui s'amorce entre les États-Unis et la zone euro ?

Cette conférence, en avant première de la parution de l'ouvrage Le dollar et le Système monétaire international de Michel Aglietta et de Virginie Coudert, explique comment le dollar a su garder sa position dominante et met en avant le besoin vers la fin de cette décennie de règles monétaires mutuellement acceptées face à l'internationalisation du renminbi. Anton Brender réagit à ces analyses.

Présentations : Michel Aglietta, Professeur émérite de sciences économiques, université Paris Ouest-Nanterre la Défense, conseiller, CEPII et membre du Haut Conseil des Finances Publiques ; Virginie Coudert, Conseiller scientifique, Direction de la Stabilité Financière, Banque de France, Professeur associé, Université de Paris X Nanterre, Chercheur associé, CEPII

Discutant : Anton Brender, Économiste, Candriam

Président de séance : Sébastien Jean, Directeur, CEPII

XII ELSNIT Annual Conference: Fostering Regional Regulatory Integration

ELSNIT is coordinated by a Steering Committee that currently consists of the Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII), Paris, France; the Kiel Institute for the World Economy (IfW), Kiel, Germany; the European University Institute (EUI), Florence, Italy; the Institut Barcelona d'Estudis Internacionals (IBEI), Barcelona, Spain; the University of St. Gallen, St. Gallen, Switzerland; Paolo Baffi Centre on Central Banking and Financial Regulation-Bocconi University, Milan, Italy; the Centre for Economic Policy Research (CEPR), London, United Kingdom, and the IDB (represented by INT and INTAL).

This year the Annual Conference of ELSNIT (Euro-Latin Study Network on Integration and Trade) will focus on regional regulatory integration. Papers examining the impact of product market regulation on cross-border trade and investment and regional integration are eligible for submission. The aim of the conference is to promote contributions from analysts and practitioners from different academic disciplines (economics, law, political science, business). Papers may focus on economic, institutional, or social dimensions of approaches to identifying and addressing the market-segmenting effects of regulatory policies, and may be empirical or normative.

La zone euro : où en est-elle ? Où va-t-elle ?

L'Union Européenne demeure un équilibre instable : les divergences d'intérêt entre ses membres pèsent sur la capacité d'action collective pourtant indispensable sous un régime de monnaie unique.

L'excès d'endettement public, la fragmentation financière et les politiques d'austérité budgétaires prématurées ont creusé l'écart entre pays créanciers et débiteurs jusqu'à remettre en cause l'existence même de l'euro. Les étapes franchies dans le passé (institution d'une union bancaire, gouvernance de stabilité macroéconomique et budgétaire) ont été considérables, mais elles n'ont pas encore suffi à remettre la zone euro en état de marche.

La stabilité et l'unité du système financier de la zone euro vont-elles être rétablies ? Quelles seraient les innovations institutionnelles pour concilier la consolidation des dettes publiques et le renouveau du modèle de croissance ? L'édition 2014 du colloque CEPII-Groupama Asset Management fera le point sur ces questions.

CONFÉRENCE
17-18 octobre

Florence, Italie
Organisé par le réseau ELSNIT
CEPII : partenaire du réseau

COLLOQUE
20 novembre

Paris
Co-organisé avec le CIREM et
Groupama AM.

Table ronde 1 : La stabilité et l'unité du système financier européen vont-elles être rétablies ?

Présidence : Marie-Pierre Peillon, Directrice de la recherche, Groupama AM

Présentation de cadrage : Patrick Goux, Analyste financier, Groupama AM ; Christophe Morel, Économiste en chef, Groupama AM

Intervenants : Didier Valet, Directeur de la Banque de Financement et d'Investissement et des Gestions d'Actifs et Services aux Investisseurs, Société Générale ; Robert Ophèle, Sous-gouverneur, Banque de France ; Nicolas Véron, Senior Fellow, Bruegel et Peterson Institute

Table ronde 2 : Finances publiques et croissance : la quête du Graal ?

Présidence : Natacha Valla, Directrice adjointe, CEPII

Présentation de cadrage : Michel Aglietta, Professeur, Université de Paris Ouest Nanterre ; Conseiller scientifique, CEPII, Membre du Haut Conseil des Finances Publiques

Intervenants : Sylvie Goulard, Députée, Parlement européen ; Thomas Wieser, Président, Euro Working Group, Conseil de l'Union européenne ; Paul de Grauwe, Professeur, Université Catholique de Louvain ; Philippe d'Arvisenet, Conseiller auprès de la Direction générale, BNP Paribas

CONFÉRENCE
2 décembre

Paris

À l'occasion de la publication chez Michalon de l'ouvrage de Michel Aglietta

L'Europe : sortir de la crise et inventer l'avenir

La zone euro inquiète par sa désunion et par l'appauvrissement d'une partie de sa population. Ne pas se résigner au déclin qu'entraînerait la poursuite du marasme actuel implique de changer de mentalité.

Il n'y a pas d'avenir pour qui est incapable d'investir. Le livre à paraître de Michel Aglietta, "L'Europe : Sortir de la crise et inventer l'avenir", (ed Michalon, Novembre 2014) montre le besoin d'une vue de long terme tournée vers deux finalités : reconstruire un contrat social fondé sur un partenariat entrepreneurial et investir résolument dans la transition écologique.

Cette ambition politique redonnera aux citoyens des pays membres un sentiment d'appartenance à une communauté plus large. Pour y parvenir il faut renforcer les institutions européennes sur les plans financier et budgétaire. C'est faire de l'euro une monnaie complète, parce que revêtu d'une légitimité démocratique

Intervenants : Michel Aglietta, Professeur émérite de sciences économiques, université Paris Ouest-Nanterre la Défense, conseiller, CEPII et membre du Haut Conseil des Finances

Publiques ; Arnaud Montebourg, Ancien Ministre de l'Économie, du Redressement productif et du Numérique

Président de séance : Sébastien Jean, Directeur, CEPII

Financing Investment and the European Corporate Sector

There is a widely held perception that the financing conditions of European companies have deteriorated since the financial crisis. There is also mounting evidence that financing investment – ranging from small business capital expenditure to large, long-term, infrastructure projects – has become a major and persistent challenge since the great recession. Many recent reports have documented declining levels of financing for small and medium sized enterprises (SMEs) and waning long-term sources of finance.

The objective of this meeting is to bring together officials, academics, and private sector participants to discuss these developments in order to identify areas for rigorous academic research. The programme of the workshop is structured so as to establish first a diagnosis of what has happened to the financing of European corporations and investment since the financial crisis. It will then evaluate the nature of the changes that have taken place in financing firms and investment, the effects of securitization and new forms of finance, and the general causes behind the changes in financing (supply vs demand shortages, regulation, intermediation failure, governance factors, distortions due to ownership patterns...). Each session starts with opening statements followed by a discussion involving the whole group, under the Chatham House rule.

Session 1. Changing Financing Patterns

Session 2. Causes Behind the "Reshaping" of Financing Volumes

Session 3. The Constraints to Corporate and Investment Financing

11th Asia Europe Economic Forum - What can Asia learn from economic reforms in Europe?

The Asia-Europe Foundation, has linked up with a consortium of top think tanks in both Asia and Europe to organise the Asia Europe Economic Forum (AEEF) programme.

Established in 2006, the AEEF serves as a high level forum, offering Asian and European policy experts a platform for in-depth research-based exchanges on regional, inter-regional and global issues of mutual interest. The programme consolidates the linkages

SÉMINAIRE

2 décembre

Fiesole (Italie)

Co-organisé avec le CEPR et l'European University Institute

COLLOQUE

4-5 décembre

Tokyo, Japon

Co-organisé avec l'Asia-Europe Foundation.

between economists, practitioners and institutions from both Asia and Europe.

The AEEF programme organises an annual high level conference for experts and policy makers per year, alternating between cities in Asia and Europe. The conferences feature specialised research papers and the outcomes of the conference are channeled to policy makers in both region.

ASEF will join the consortium for an initial period of two years and support 3 conferences. The first such conference, "European troubles, Asian worries", the 8th installment of the AEEF, took place at Bruegel in Brussels on the 20th and 21st of January 2013.

The AEEF consortium consists of the Asian Development Bank Institute (ADBI), Bertelsmann Stiftung, Bruegel (overall secretariat), Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII), Institute of World Economic and Politics – Chinese Academy for Social Sciences (IWEPP-CASS), and Korea University..

Immigration in OECD Countries - Fourth Annual Conference

The OECD, the French research center in international economics (CEPII), the research team Equippe of the University of Lille, the Fondazione Rodolfo De Benedetti, the University of Luxemburg and IRES (Université Catholique de Louvain) are jointly organizing the Fourth annual Conference on "Immigration in OECD Countries".

This edition will have one outstanding keynote speaker: Professor Richard B Freeman from Harvard University. The conference is devoted to examining the economic aspects of international migration in OECD countries.

This conference is organized by: Xavier Chojnicki (CEPII ; EQUIPPE ; Université Lille 3), Jean-Christophe Dumont (OECD), Maëlan Le Goff (Banque de France and CEPII), Lionel Ragot (CEPII ; Université Paris Ouest Nanterre-La Défense).

Leverage and the Great Recession in the Eurozone

There is wide disagreement about the nature of the eurozone crisis. Some say that it is driven by fiscal indiscipline, some by fiscal austerity, some emphasize excessive private leverage, while others focus on external imbalances, sudden stops or competitiveness divergence due to fixed exchange rates.

Thomas Philippon comes to CEPII to present his latest paper (co-written with Philippe Martin) that provides a comprehensive account

CONFÉRENCE
8 décembre

Paris

Co-organisé avec l'OCDE,
EQUIPPE, FRDB, Université du
Luxembourg, Université Catholique
de Louvain, Université Lille 3

CONFÉRENCE
11 décembre

Paris

of the dynamics of Eurozone countries from the creation of the Euro to the Great recession and proposes a simple model that focuses on three types of shocks: household leverage, fiscal policy, interest rate spreads and exports.

Présentations : Thomas Philippon, Professor of Finance, New York University, Stern School of Business ; Jean Barthélémy, Visiting assistant professor, Sciences Po

Président de séance : Natacha Valla, Directrice adjointe, CEPII

B - ATELIER THÉMATIQUE

LUNCH TALK EUROPE INTERNATIONAL

(co-organisé avec le Commissariat Général à la Stratégie et à la Prospective)

Des incertitudes pèsent sur l'avenir de l'Union européenne et sa place dans le monde. De la crise sont nées des ébauches institutionnelles pour l'Europe, et il s'agit aujourd'hui de les transformer en un édifice solide et pérenne. Les grands chantiers aujourd'hui ouverts pour l'Union européenne à 28 et pour la zone euro posent des questions économiques, institutionnelles, politiques, sociétales, de gouvernance.

Dans ce contexte, le CEPII et le CGSP organisent des rencontres mensuelles sur l'Europe qui ont vocation à rassembler, autour d'un intervenant choisi pour son actualité ou son implication dans le champ européen, diverses personnalités du monde officiel, économique, financier ou académique, pour discuter collectivement des grandes thématiques européennes.

Union bancaire : bon ou mauvais accord ?

20 janvier

Présentation : Ramon Fernandez, Directeur général du Trésor

Paris

Discutant : Nicolas Véron, Senior fellow, Bruegel

Politique de la concurrence et compétitivité : complémentaires ou antagoniques ?

12 mars

Présentation : Joaquín Almunia, Vice-président, Commission européenne en charge de la concurrence.

Paris

Discutant : Elie Cohen, Directeur de recherche, CNRS.

3 avril

Paris

Économie mondiale : quelles sont les principales questions ?

Présentation : Olivier Blanchard, Conseiller économique et Directeur, Département des études, FMI.

Discutant : Éric Chaney, Chef économiste, Groupe AXA.

19 mai

Paris

(avec le Groupe Eiffel Europe,
Glienicker Gruppe
et Manifeste pour un euro politique)

Zone euro : des institutions pour le futur

1) Est-on allé assez loin dans l'intégration économique et financière ?

Présentation : Agnès Bénassy-Quéré, Groupe Eiffel Europe, PSE ; Thomas Piketty, Manifeste pour une union politique de l'euro, PSE ; Daniela Schwarzer, Glienicker Gruppe, German Marshall Fund of the United States

Discutant : Pierre Moscovici, Député en mission sur l'Europe auprès du Premier ministre

2) Peut-on encore avancer sans bousculer la gouvernance et les institutions actuelles de la zone euro ?

Présentation : Marcel Fratzscher, Glienicker Gruppe, DIW Berlin ; Xavier Timbeau, Manifeste pour une union politique de l'euro, OFCE, Shahin Vallée, Groupe Eiffel Europe, Cabinet du Président du Conseil européen

Discutant : Jean-Pisani-Ferry, Commissaire général de France Stratégie

19 juin

Paris

L'euro : un avenir politique improbable ?

Présentation : Ashoka Mody, Visiting Professor, Université de Princeton, Fellow, Bruegel

Discutant : Jean-Pierre Landau, Sciences Po

16 juillet

Paris

Relancer l'investissement en Europe

Présentation : Marcel Fratzscher, Directeur, Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung (DIW) Berlin

Discutant : Xavier Ragot, Directeur, OFCE

30 septembre

Paris

La crise de la zone euro : nature et remèdes possibles

Présentation : Hans-Werner Sinn, Professeur d'économie et finances publiques, Université de Munich et Président, Institut IFO ; William R. Cline, Senior Fellow, Peterson Institute for International Economics

Discutant : Daniel Cohen, professeur, École normale supérieure

Doit-on craindre une "stagnation séculaire"

16 décembre

Présentation : Coen Teulings, professeur d'économie, Université de Cambridge

Paris

Discutant : Pierre-Olivier Beffy, chef économiste, Exane

C - SÉMINAIRES "ACTUALITÉ" DU CEPII

"Janet Yellen, 15^e président de la Réserve Réserve Fédérale Américaine", par C. Destais & U. Szczerbowicz.

28 janvier

"Économie turque fragilisée : le trouble après l'euphorie", par U. Szczerbowicz & D. Unal.

13 mars

"Point d'étape sur l'Europe", par N. Valla.

10 avril

"Le Partenariat transatlantique en débat", par L. Fontagné, J. Gourdon & S. Jean.

27 mai

"Les migrations intra-européennes : Stop ou encore ?", par X. Chojnicki, M. Le Goff & L. Ragot.

11 juin

"La nouvelle donne énergétique de l'UE : vers une vulnérabilité accrue de la région ?", par S. Monjon.

3 juillet

"Les économies occidentales sont-elles entrées dans une phase de stagnation séculaire ?", par M. Aglietta & C. Destais.

15 septembre

"Politiques commerciales et intégration régionale en Afrique", par N. Depetris-Chauvin & C. Mitaritonna .

25 novembre

D - SÉMINAIRES INTERNES

"Incomplete VAT rebates to exports: how fo they affect China's export performance?", par S. Poncet.

23 janvier

"Market shares in the wake of the global crisis: the quarterly export competitiveness database", par G. Santoni, S. Zignago & G. Gaullier.

6 février

"Unconventional monetary policies in the united states in comparison with the early Japanese experience", par U. Szczerbowicz.

13 février

"Les specialisations européennes : une approche en termes d'emplois, par D. Unal.

6 mars

"Agricultural supply chains and housahold constraints: the role of competition and complementarity policies", par N. Depétris-Chauvin (co-auteur G. Porto).

20 mars

- 27 mars "Changes in migration patterns and remittances: do female and skilled migrants remit more", par M. Le Goff (co-auteur Sara Salomone).
- 3 avril "House Price Effects on the Labour market: a new Dutch Disease?", par T. Grjebine (co-auteur F. Geerolf).
- 22 mai "Rethinking Deindustrialization joint", par V. Smeets (co-auteurs A. Bernard, F. Warzynski).
- 12 juin "Rusk shocks and divergence between the euro area and the US", par F. Tripier & T. Brand.
- 26 juin "Do exporting firms benefit from multinational retail networks? Evidence from France", par C. Emlinger, A. Cheptea & K. Latouche.
- 10 juillet "A Restricted Source Differentiated Almost Ideal Demand System, Augmented with Quality in the study of French imports in Manufacturing versus Services", par T. Letchimy & F. Housset.
- 9 octobre "From micro to macro: demand and supply-side determinants of the trade elasticity", par M. Bas (co-auteur T. Mayer, M. Thoenig).
- 4 novembre "Trade in unemployment", par M. Ollareaga.
- 19 novembre "Atlantic versus pacific agreement in agri-food sectors: does the winner take it all?", par J. Fouré (co-auteur C. Emlinger, A.-C. Disdier).
- 27 novembre "Mega deals : what consequences for sub-saharian africa?", par H. Guimbard (co-auteur M. Le Goff).
- 11 décembre "Wage and employment gains from exports: evidence from developing countries", par N. Depétris-Chauvin (co-auteur I. Brambilla, G. Porto).
- 18 décembre "Quality sorting and intermediaries", par S. Poncet.

E - SÉMINAIRES EXTERNES

- 14 avril "Pandora's 'development' box has been opened: taxonomy, income distribution and middle class", par R. Madrueño-Aguilar (Georg-August-Universität Göttingen).
- 19 juin "Knocking on Tax Heaven's Door: Multinational Firms and Transfer Pricing", par J. Martin (Université du Québec).
- 25 septembre "On China's strategic move for a new stage of development, a productivity perspective", par Harry X. Wu (Hitotsubashi University, Tokyo).

F - SÉMINAIRES "FORMATION CONTINUE EN ÉCONOMIE"

"Mesurer la robustesse financière des entreprises", par P.-O. Weill (Université de Californie, Los Angeles).

4 février

"Comment mesurer la productivité des entreprises : récentes avancées", par V. Smeets & F. Warzynski (Université Aarhus, Danemark).

28 mai

"La granularité dans le commerce international", par I. Méjean (École Polytechnique).

26 novembre

RENCONTRES ORGANISÉES PAR LE CLUB DU CEPII

LES MATINALES DU CLUB

10 janvier

Paris

Indonésie 2014

Troisième économie en développement d'Asie après la Chine et l'Inde, l'Indonésie a fait des progrès majeurs depuis la crise asiatique dans la maîtrise de ses équilibres macro-économiques, obtenant même récemment l'investissement grade de la part de deux principales agences de notation internationales. La croissance indonésienne est soutenue, avec un potentiel de 6%, et résiliente depuis la crise financière de 2008 mais elle présente deux vulnérabilités importantes. A court terme, elle est très exposée à la volatilité des entrées et sorties de capitaux internationaux flottants qui fluctuent notamment en fonction de l'évolution de la politique monétaire américaine, à moyen et long terme, l'Indonésie a un retard préoccupant dans le développement des infrastructures et ses performances en termes de compétitivité sont médiocres.

Intervenants : Emanuelle Boulestreau, Chef du Service économique à l'Ambassade de France en Indonésie ; François Raillon, Directeur de recherche honoraire au CNRS ; Hubert Testard, Ministre et Conseiller économique pour l'ASEAN à l'Ambassade de France à Singapour

Président de séance : Christophe Destais, Directeur adjoint, CEPII

LES MATINALES DU CLUB

23 janvier

Paris

Les Abenomics : un an après

Avec son slogan de campagne « Remettre le Japon sur pied », le premier Ministre Shinzo Abe a placé d'emblée la relance de l'économie et, notamment, la lutte contre la déflation, au cœur des priorités. L'originalité de sa politique économique, appelée par les anglo-saxons Abenomics, consiste à tirer trois flèches simultanément : celle de la politique monétaire, celle de la politique budgétaire et celle de la stratégie de croissance. Un an après le démarrage des Abenomics, quels sont les succès, les avancées et les fragilités de cette politique économique ? Les ambitions de Shinzo Abe ne s'arrêtent pas au rétablissement économique mais incluent aussi l'augmentation des capacités de défense du Japon et la normalisation de sa contribution à l'équilibre sécuritaire en Asie. La montée en puissance de la Chine, les tensions maritimes croissantes avec la Chine, les relations diplomatiques tendues non seulement avec cette dernière mais également avec la Corée du

sud semblent justifier cette orientation. Début 2014, quels sont les résultats de la politique du Premier ministre et quelles sont les orientations qui se dessinent ?

Intervenants : Évelyne Durille-Feer, Docteur en économie, japonologue au CEPII ; Valérie Niquet, Maître de recherche, Responsable du pôle Asie, Fondation pour la recherche stratégique

Président de séance : Michel de Grandi, Journaliste, Les Echos, Département international, Ancien correspondant à Tokyo

La baisse de l'euro, un remède miracle pour nos exportations ?

LES MATINALES DU CLUB

12 février

Le taux de change est régulièrement incriminé lorsqu'il s'agit de déplorer la perte de compétitivité des exportateurs français. Rien d'étonnant à cela puisqu'une variation de l'euro modifie subitement les rapports de prix des biens échangés.

Paris

Mais que représentent réellement les exportations dans l'ensemble de la richesse produite en France ? Par-delà l'impact de l'euro sur les seules valeurs exportées, comment les exportateurs "partagent-ils" l'effet d'une variation de change entre quantités exportées et prix des exportations ? Cet effet est-il différent selon les secteurs, les marchés, la gamme du produit exporté, ou au-delà d'un certain niveau du taux de change ?

Intervenants : Christophe Blot, Directeur adjoint au Département analyse et prévision de l'OFCE ; Jérôme Héricourt, Chargé de recherche au CEPII et Maître de conférences à l'Université des Sciences et Technologies de Lille

Président de séance : Michel de Grandi, Journaliste, Les Echos, Département international, Ancien correspondant à Tokyo

Les capitaux chinois : menace ou opportunité ?

LES MATINALES DU CLUB

12 avril

Depuis le début des années 2000, la Chine a commencé à développer ses investissements à l'étranger pour consolider ses approvisionnements en matières premières, élargir ses débouchés, acquérir des parts de marché ou des technologies voire, plus récemment, délocaliser ses propres usines. Ces investissements suscitent de nombreuses controverses.

Paris

Nous vous proposons de faire le point sur la base de deux études. L'une toute récente réalisée par le Comité national des conseillers du commerce extérieur de la France. L'autre par la société Thierry Apoteker Consulting pour la Commission Européenne.

LES MATINALES DU CLUB
16 avril

Paris

Intervenants : Christophe Granier, Conseiller du Commerce extérieur, CNCCEF ; Sandrine Lunven, Economiste quantitative, spécialiste des questions chinoises, TAC

Président de séance : Sébastien Jean, Directeur du CEPII

Appliquons la "legacy debt" en Europe !

Richard Portes, macroéconomiste spécialiste des questions de dette souveraine, viendra nous parler des problématiques de l'emprunt et de l'endettement public.

Il reviendra sur le débat autour de la restructuration des dettes souveraines qui a accompagné la crise de la zone euro dans les pays du sud. Il commentera les grands principes de la soutenabilité de la dette. Son approche combinera une mise en perspective historique (avec les illustrations des années 30 ainsi que sur la période 1950-2010) et une réflexion sur la « legacy debt" dans le contexte spécifique de la zone euro.

Intervenant : Richard Portes, Professeur à la London Business School et Fellow de l'Econometric Society

Président de séance : Natacha Valla, Directrice adjointe du CEPII

LES MATINALES DU CLUB
24 avril

Paris

Quand l'Afrique se réveille

L'Afrique sub-saharienne connaît des taux de croissance soutenus depuis près de 15 ans. Ces performances ont été confirmées en 2013 (5 %) et devraient l'être en 2014 (6 %) en dépit du ralentissement observé dans les pays émergents. Elle est devenue un objet de convoitise des investisseurs internationaux, et pas seulement dans le secteur des hydrocarbures ou des matières premières.

Cette tendance est-elle le signe de l'émergence du continent africain ou bien ne résulte-t-elle que de l'effet mécanique d'une conjonction de facteurs favorable (démographie, prix des matières premières...) ? Cette séance (en anglais) des Matinales vise à distinguer les pays qui présentent un réel potentiel de croissance et d'en expliquer les raisons.

Intervenants : Mina Balamoune, Directrice du Research African Center for Economic Transformation (ACET) ; Yves Boudot, Directeur du département Afrique de l'Agence Française de Développement (AFD)

Président de séance : Agnès Chevallier, Économiste senior, CEPII

Régulation bancaire en Europe : est-on enfin à l'abri d'une crise ?

LES MATINALES DU CLUB
6 mai

Paris

La crise de 2008 a illustré l'importance des risques systémiques que faisaient courir les grandes institutions financières, remettant en cause leurs opérations pour compte propre avec la garantie implicite des pouvoirs publics.

Depuis quatre ans, de nombreuses mesures ont été prises, soit dans un cadre domestique unilatéral, soit dans un cadre plus concerté au niveau mondial (Bâle III) ou au niveau de la zone Euro et de l'ensemble de l'Union. Dans le cadre d'un dialogue avec Christophe Destais, Laurence Scialom et Jezabel Couppey-Soubeyran, spécialistes du secteur et de la régulation bancaires partageront leurs analyses de ces différentes initiatives.

Intervenants : Jézabel Couppey-Soubeyran, Maître de conférences à l'Université Paris 1 et Conseillère scientifique au CAE ; Laurence Scialom, Professeur à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense

Président de séance : Christophe Destais, Directeur-adjoint, CEPII

Comprendre la réforme chinoise

LES MATINALES DU CLUB
12 juin

Paris

Les transformations de la Chine ont une influence mondiale. En novembre 2013 de nouvelles directives qui s'inscrivent dans le cadre d'une évolution politique, économique et sociétale depuis 35 ans ont été rendues publiques.

Alors que la Chine s'est engagée dans une nouvelle phase de sa réforme, il s'agit d'en percevoir la logique interne au-delà des perceptions superficielles de la conjoncture.

Intervenants : Michel Aglietta, Conseiller au CEPII, Professeur émérite à l'Université de Paris-X Nanterre et Membre du Haut Conseil des Finances Publiques ; André Chieng, Vice-Président du Comité France-Chine et Conseiller du Commerce extérieur de la France en Chine

Président de séance : Françoise Nicolas, Chercheuse et Directrice du Centre Asie à l'IFRI

La "Nouvelle Turquie" : Défis économiques et géopolitiques

CONFÉRENCE
7 octobre

Paris

Organisé en partenariat avec
l'IFRI

Au fil des onze dernières années, alors que le processus de son adhésion à l'Union Européenne n'a guère avancé, la Turquie, sous la conduite du Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan, s'est affirmée comme une puissance régionale. Elle compte aujourd'hui

CONFÉRENCE
13 novembre

Paris

Avec la participation de Airbus
Group et Safran

77 millions d'habitants et affiche un PIB de 820 Mds USD (2013) qui la place au 17^e rang mondial.

Ce grand émergent dirigé par un parti qui revendique son identité religieuse vient d'élire, pour la première fois au suffrage universel, son président, le même Recep Tayyip Erdoğan. Ce dernier entend hisser sa "Nouvelle Turquie" au rang de 10^e puissance mondiale d'ici 2023, année du centenaire de la République. Mais la dérive autoritaire du pouvoir, depuis quelques années, risque de fragiliser le pays dont les performances économiques se dégradent et qui fait face à de nombreux conflits à ses frontières.

Intervenants : Seyfettin Gürsel, Professeur, Université Bahçeşehir, Directeur du BETAM ; Alexandre Proisy, Économiste risque-pays, Natixis ; Dorothee Schmid, Chercheur et responsable du programme Turquie contemporaine, Ifri ; Deniz Ünal, Economiste et rédactrice en chef des Panoramas, CEPII

Président de séance : Christophe Destais, Directeur-adjoint, CEPII

Maîtriser l'internationalisation des chaînes de valeur

Le paysage industriel français connaît des mutations profondes. Il doit en permanence s'adapter à la mondialisation des processus de production, à l'internationalisation des marchés, aux changements à la fois des combinaisons productives (avec une part croissante des services dans les intrants et dans la production) et des business models. Le défi pour chaque secteur est de s'ajuster tout en continuant à se développer et en préservant ses actifs à long terme.

Cette conférence fera le point sur les stratégies mises en place dans différents secteurs exposés à la concurrence internationale et les conséquences pour les politiques de soutien à la compétitivité internationale du territoire mises en place par les pouvoirs publics.

Le secteur de l'aéronautique française servira de fil conducteur et de contrepoint à cette analyse. Il constitue un incontestable succès dans un paysage industriel français qui en compte malheureusement peu mais il est confronté à la nécessité d'internationaliser sa production.

Intervenants : Vincent Champain, Directeur des opérations France, General Electric ; Gabriel Colletis, Professeur de sciences économiques à l'Université Toulouse 1-Capitole ; Fabrice Defever, Professeur d'économie, Université de Nottingham ; Gilbert Font, Directeur des Talents, Safran ; Lionel Fontagné, Professeur d'économie, Université Paris 1 et PSE, et Conseiller scientifique au CEPII ; Sébastien Jean, Directeur du CEPII ; Jean-Paul Louis, Directeur industriel, Safran ; Didier Lux, Directeur des services aux clients, Airbus ; Nicolas Nollet,

Directeur Stratégie Commerciale, Renault ; Damien Talbot, Professeur en Sciences de Gestion, CRCGM, Université d'Auvergne

Keynote : Philippe Bottrie, Directeur des Affaires publiques, Airbus Group

Modérateur : Emmanuel Cugny, Chroniqueur et éditeur économique

Scénarios macroéconomiques de long terme et énergie

La croissance de la population et de l'activité économique reste le principal déterminant des émissions de gaz à effets de serre comme le souligne le 5^e rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) publié cette année.

Le CEPII contribue à ce débat depuis 2010 en publiant des projections macroéconomiques (EconMap) à l'horizon 2050, et propose à l'occasion de la publication de leur dernière mise à jour de revenir sur les liens étroits entre la croissance de long-terme et la donne énergétique, et sur leurs implications dans le contexte du basculement de l'économie mondiale vers les pays émergents.

Intervenants : Jean Fouré, Économiste au CEPII ; Daniel Grenouilleau, Analyste en chef – Demande d'énergie et prospective économique, Centre d'Expertise en Études et Modélisation Economiques (CEEME), GDF-SUEZ (Discutant)

Président de séance : Sébastien Jean, Directeur du CEPII

TTIP : Faut-il un arbitrage investisseur - Etat ?

La protection des investissements et le règlement des différents investisseur-Etat font l'objet d'âpres polémiques dans le cadre des négociations sur le partenariat transatlantique. Certains voient une protection naturelle des droits des investisseurs là où d'autres voient une menace pour la capacité des États à légiférer sur des sujets sensibles, lorsque leurs intérêts s'opposent à ceux des multinationales.

Prenant acte de la sensibilité du sujet, la Commission européenne a lancé en mars dernier une consultation publique sur ce sujet, qui a recueilli près de 150 000 réponses. Quelles sont les conclusions de cette consultation ? Quel bilan peut-on dresser des avantages et inconvénients d'un arbitrage investisseur-Etat dans le cadre du TTIP ? Procurerait-il un avantage économique substantiel ? Créerait-il des risques avérés ?

Intervenants : Leopoldo Rubinacci, Négociateur en Chef pour les investissements, Commission européenne ; Diego P. Fernández Arroyo, Professeur, École de Droit de Science Po et Co-directeur du Global Governance Studies ; Andreas Galanakis, Policy Director,

CYCLE : ÉNERGIE & CLIMAT
24 novembre

Paris

CYCLE :
PARTENARIAT TRANSATLANTIQUE
ET NOUVEAUX RÉGIONALISMES
27 novembre

Paris

En partenariat avec American
Chamber of Commerce in France

CONFÉRENCE
4 décembre

Paris

AmCham EU ; Bertrand Warusfel , Professeur à l'Université Lille 2 et Avocat au barreau de Paris

Président de séance : Sébastien Jean, Directeur du CEPII

Une nouvelle orthodoxie pour faire face aux déficits budgétaires de long terme ?

M. Lopez-Claros, Director of Global Indicators and Analysis de la Banque mondiale, présentera et discutera l'analyse qu'il fait des défis budgétaires auxquels les gouvernements font face à moyen terme non seulement en raison de la détérioration des comptes publics depuis la crise de 2008, mais également du fait de facteurs structurels tels le vieillissement de la population dans certains pays, le changement climatique ou l'explosion démographique, qui exercent une pression sur les ressources publiques. Pour mieux appréhender et traiter ces défis, M. Lopez-Claros propose de développer une approche bilancielle des finances publiques, de rendre les règles budgétaires plus contraignantes, en particulier en donnant davantage de pouvoir à des autorités indépendantes.

Intervenant : Augusto Lopez-Claro, Directeur Banque mondiale

Président de séance : Christophe Destais, Directeur-adjoint, CEPII

CYCLE :AFRIQUE
16 décembre

Paris

Croissance et transformation structurelle en Afrique sub-saharienne

"Quelque chose se passe dans les économies africaines, mais les économistes ne savent pas exactement quoi". Ce propos d'Amadou Sy de la Brookings Institution illustre bien la difficulté à laquelle les économistes sont confrontés. Comment analyser la croissance quand elle provient plus de la dépense des revenus que de l'augmentation de la production, quand la dépendance à l'égard des ressources naturelles tend à augmenter plutôt qu'à se réduire, quand le développement des services est plus rapide que celui de l'industrie ? Prolongeant la réflexion engagée au Club lors de la réunion du 24 avril, la présentation de travaux de recherche en cours à l'AFD permettra de préciser sur quelles données et quelles analyses il est possible de s'appuyer pour comprendre les transformations à l'œuvre en Afrique et pour juger du caractère soutenable ou non de la croissance.

Intervenants : Antoine Ausseur, Consultant, AFD ; Sophie Chauvin, Économiste, Département Afrique, AFD ; Agnès Chevallier, Économiste senior, CEPII ; Clémence Vergne, Économiste, Division de l'Analyse macroéconomique et risque pays, AFD

Président de séance : Christophe Destais, Directeur-adjoint, CEPII

Annexe 7



Participation à des groupes de travail, comités de lecture et comités d'experts

PARTICIPATION À DES GROUPES DE TRAVAIL, COMITÉS DE LECTURE ET COMITÉS D'EXPERTS

Michel Aglietta

Membre du Haut Conseil des Finances Publiques, Cour des Comptes.

Évelyne Dourille-Feer

Participation au groupe d'experts macro-finance sur l'économie du Japon, présidé par le Délégué général de la Banque du Japon.

Charlotte Emlinger

Participation à la Commission "Entreprises et Stratégies de Marché" du CNIS.

Participation au Groupe de travail sur le "Marché intérieur" du Ministère de l'Économie.

Participation à l'Atelier du Trésor, "Comment juger les performances à l'export ?", 16 janvier.

Participation à la table ronde sur le TTIP du Club de l'Europe, "Quels enjeux pourraient découler de l'accord transatlantique pour l'agriculture et l'alimentation française ?", 17 mai.

Lionel Fontagné

Président de la Commission "Entreprises et Stratégies de Marché" du CNIS.

Membre élu du Conseil National des Universités - section 05 (membre du bureau).

Membre du comité WTO chairs, Genève.

Jérôme Héricourt

Directeur du réseau RIEF (Research in International Economics and Finance), organisateur de Doctoriales annuelles en Économie et Finance Internationales.

Membre extérieur du comité de sélection constitué pour le recrutement des maîtres de conférences, Université de Paris-Sud.

Membre du Comité Scientifique de la conférence annuelle INFER, organisée par le réseau INFER (International Network for Economic Research) et le Laboratoire d'Économie d'Orléans.

Sébastien Jean

Membre du CESifo Research Network, Munich, Germany.

Membre du comité éditorial de la revue OECD Journal: Economic Studies.

Policy Associate, Leverhulme Centre for Research on Globalisation and Economic Policy, University of Nottingham, UK.

Membre nommé de la Commission scientifique spécialisée Sciences économiques, sociales, de gestion (CSS SESG) de l'INRA (membre du bureau).

Membre du groupe d'experts E-15 sur le thème "Agricultural trade, food security and sustainable development", conjointement organisé par l'International Centre for Trade and Sustainable Development (ICTSD) et l'International Food and Agricultural Trade Policy Council (IPC).

Membre du comité éditorial de la revue GTAP Journal of Global Economic Analysis.

Membre du Steering Committee du Global EPAs Research Consortium (GRIPS, Tokyo, and Brandeis University, MA, United States)

Cristina Mitaritonna

Membre du Comité d'experts pour le projet Agrodep

Valérie Mignon

Membre du jury du prix de thèse de l'AFSE.

Membre du jury du prix AFSE du meilleur ouvrage d'économie.

Membre du comité de sélection pour le recrutement de professeurs, Université Paris 1 – Panthéon Sorbonne.

Membre du jury du premier concours national d'agrégation de l'enseignement supérieur pour le recrutement de professeurs des universités en économie, 2013-2014.

Alix de Saint-Vaulry

Membre du groupe de travail sur les statistiques du commerce des biens et services (depuis 1999), organisé par l'OCDE.

Annexe 8



Relations partenariales
du CEPII

RELATIONS PARTENARIALES DU CEPII

AEEF

(Asia Europe Economic Forum)

L'AEEF est un forum de haut niveau permettant à des experts asiatiques et européens des échanges approfondis basés sur des travaux de recherche récents, sur des sujets mondiaux d'intérêt mutuel. L'AEEF organise chaque année une conférence.

Ses membres :

Asian Development Bank Institute (ADBI), Bertelsmann Stiftung, Bruegel, Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII), Institute of World Economic and Politics – Chinese Academy for Social Sciences (IWEPP-CASS), et Korea University.

Partenariat CEPII-GEP-IFO

Ce partenariat, initié en 2012, a pour objet l'organisation conjointe par le CEPII, le GEP (Université de Nottingham) et l'IFO (Munich) de conférences sur la mondialisation.

Réseau ELSNIT

(Euro-Latin Study Network on Integration and Trade)

Le réseau ELSNIT a été créé par la Banque Interaméricaine de Développement, par son bureau européen, par le département des programmes Intégration et régionalisation et INTAL (Institut pour l'Intégration de l'Amérique Latine et des Caraïbes). Le but du réseau est de stimuler la recherche, les études et les débats sur l'intégration et le commerce, de se servir de la riche expérience européenne pour éclairer le cas de l'Amérique latine et des Caraïbes, et d'accroître les interactions entre chercheurs européens et latino-américains.

Les instituts membres :

Le réseau est coordonné par un comité directeur qui se compose actuellement du **CEPII** (Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales, France), de l'**IfW** (Kiel Institute for the World Economy, Allemagne); de **EUI** (l'European

University Institute, Italie), de l' **IBEI** (Institut Barcelona d'Estudis Internacionals, Espagne), de l'**University of St. Gallen** (Suisse), du **CEP** (Center for Economic Performance, Royaume-Uni), du **CEPR** (Centre for Economic Policy Research, Royaume-Uni) et de l'**IDB** (Inter-American Development Bank - représenté par **INT** et **INTAL**).

Consortium GTAP

(Global Trade Analysis Project)

Le CEPII est membre du consortium GTAP. Y participent 28 organisations internationales et des instituts nationaux du monde entier. La base de données GTAP est aujourd'hui utilisée par des chercheurs du monde pour étudier les politiques commerciales et d'autres questions d'économie internationale en équilibre général. Le CEPII contribue activement au consortium par ses travaux réalisés à l'aide du modèle MIRAGE et par la construction de la base de données MAcMap. Cette participation au réseau GTAP a été rendue possible grâce au soutien de l'INRA et de la DG Trésor (Ministère de l'économie et des finances).

Réseau RIEF

(Research in International Economy and Finance)

Le réseau RIEF s'est constitué au cours de l'année 2004 afin de renforcer la coordination et les contacts scientifiques entre les centres européens travaillant sur l'économie internationale (commerce international, macroéconomie internationale, finances internationales). Le réseau organise notamment les Doctoriales qui réunissent des doctorants et de jeunes post-doctorants pendant deux jours consécutifs pour exposer des articles ou des travaux d'étape, devant leurs collègues et des enseignants-chercheurs plus confirmés. Un colloque est aussi organisé tous les deux ans.

Les instituts membres :

ADRES (Association pour le Développement de la Recherche en Economie et en Statistique, France), **CEPII** (Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales, France), **ENPC** (Ecole Nationale des Ponts et Chaussées, France), **GREQAM** (Groupement de Recherche en Economie Quantitative d'Aix Marseille, France), **IFPRI** (International Food Policy Research Institute, Etats-Unis), **PSE** (Paris-Jourdan Sciences Economiques, France), **THEMA** (Théorie Economique, Modélisation et Applications,

France), [ULB](#) (Université Libre de Bruxelles, Belgique) & [Université de Paris I](#) (France).

Le Printemps de l'économie

Le CEPII est partenaire scientifique du Printemps de l'économie, lancé en 2012. Il s'agit ici de faire la pédagogie de l'économie auprès du grand public par des rencontres annuelles dans le but de faire connaître aux citoyens le travail des chercheurs et l'action des divers partenaires des Économiques, sous le Haut-Patronage de l'Assemblée Nationale.

Les journées de l'économies

Le CEPII est partenaire scientifique des JECO, événement national grand public de référence en matière de réflexion sur les grandes questions économiques.

Rapport d'activité 2014

CEPII

CONCEPTION GRAPHIQUE, RÉALISATION PAO

Sophie de Salée

IMPRESSION

Commissariat général à la stratégie et à la prospective

CEPII

113, rue de Grenelle - 75700 Paris SP 07
www.cepii.fr

SOURCES PHOTOS (couverture)

iStock - kremlin.ru

Imprimé en juillet 2015

